



UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE
LES APPRENTIS SORCIERS
DE LA DISSOLUTION

idées



“ Macron vient peut-être de
mettre fin au macronisme
DENIS BARANGER CONSTITUTIONNALISTE PAGE 28 ”

Le Monde

WEEK-END

SAMEDI 15 JUIN 2024 - 80^e ANNÉE - N° 24712 - 5,20 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

LA GAUCHE S'UNIT FACE À L'EXTRÊME DROITE

► Les partis de gauche ont créé le Nouveau Front populaire et établi un programme commun de « rupture » pour les législatives

► LFI, le PS, EELV et le PCF se sont accordés sur une liste de candidatures uniques

► Les ex-députés du camp présidentiel partent en campagne avec le sentiment d'un combat perdu d'avance

► Le RN prépare les esprits à l'abandon d'une partie de son programme sur les retraites, la suppression de la TVA sur cent produits de base, ou sur l'exonération d'impôts pour les moins de 30 ans

PAGES 4 À 8



Marine Tondelier, Olivier Faure et Manuel Bompard, après l'annonce de l'alliance des partis de gauche, au siège d'Europe Ecologie-Les Verts, à Paris, le 13 juin.

STÉPHANE MAHÉ/REUTERS

Législatives

577 batailles aux nombreuses inconnues

Participation, candidats... les interrogations l'emportent largement sur les certitudes dans cette campagne électorale totalement improvisée

PAGE 2

Europe

L'inquiétude d'une partie des Vingt-Sept

Berlin et Varsovie s'interrogent sur la pérennité du soutien de Paris à l'Ukraine. Rome et Budapest espèrent la victoire de l'extrême droite

PAGE 9

ÉDITORIAL

NE PAS CONFONDRE
RÈGLE ÉQUITABLE ET
PROTECTIONNISME

PAGE 32

Bac 2024

Le nouveau calendrier sauve-t-il vraiment le dernier trimestre ?

PAGE 14

Italie

Le gouvernement de Meloni tenté par un retour du nucléaire

PAGE 18

Economie

Derrière l'IA, la déferlante des data centers

Pour nourrir les outils d'intelligence artificielle, le secteur de la tech multiplie les centres de données dans le monde. La France veut tenir son rang

PAGES 16-17

Art contemporain

La foire Art Basel échappe aux turbulences

Les transactions vont bon train à Bâle, qui réunit, en Suisse, jusqu'au 16 juin, 286 galeries, dont 22 nouveaux exposants, issus de 40 pays

PAGES 22-23

VU PAR HERRMANN (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



C'est l'Or avant l'heure !

Vous quittez Paris cet été ? À l'Espace Topper, vivez l'Or avant l'heure :
du 1^{er} au 30 juin, jusqu'à -30% sur une sélection de canapés, literies et mobiliers contemporains en magasins !

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Les plus grandes marques au meilleur prix : Calligaris, Celio, Duvivier, Stressless, Tempur, Trega...

Toutes nos adresses à Paris 12 & 15 sur www.topper.fr



577 élections aux nombreuses inconnues

Les incertitudes autour des législatives des 30 juin et 7 juillet rendent les prévisions plus difficiles que jamais

La vie politique française est entrée dans une période d'incertitude inédite depuis l'annonce de la dissolution par le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, dimanche 9 juin. Les premiers effets de la recomposition partisane avant les élections législatives anticipées, prévues les 30 juin et 7 juillet, et la menace que représente l'extrême droite, rendent les prévisions plus difficiles que jamais depuis le début de la V^e République. Les inconnues sont nombreuses, majeures, parfois contradictoires, qu'il s'agisse des alliances, du profil des candidats, de leur nombre, du niveau de participation et du déroulement d'une campagne complètement improvisée.

La première des difficultés, inhérente au mode de scrutin, relève de l'évidence : même si la campagne est nationale, avec l'engagement en première ligne des ténors de chaque camp, y compris du chef de l'Etat, ce sont 577 scrutins différents qui vont avoir lieu. Le simple décalque du résultat des européennes du 9 juin – scrutin à un seul tour avec 38 listes – vers celui des législatives ne donne ainsi qu'une indication très générale.

Non pas que les états-majors des partis anticipent des votes radicalement différents parmi les électeurs qui se sont déplacés – notamment pour le Rassemblement national (RN) –, mais plutôt parce que le corps électoral ne sera probablement pas exactement le même, ni porté par les mêmes motivations. Emmanuel Macron est bien placé pour le savoir : s'il avait remporté assez nettement l'élection présidentielle de 2022 (58,5 % des suffrages contre 41,5 % pour Marine Le Pen), il n'aurait pu obtenir, dans la foulée, de majorité absolue à l'Assemblée nationale.

BROUILLARD DENSE

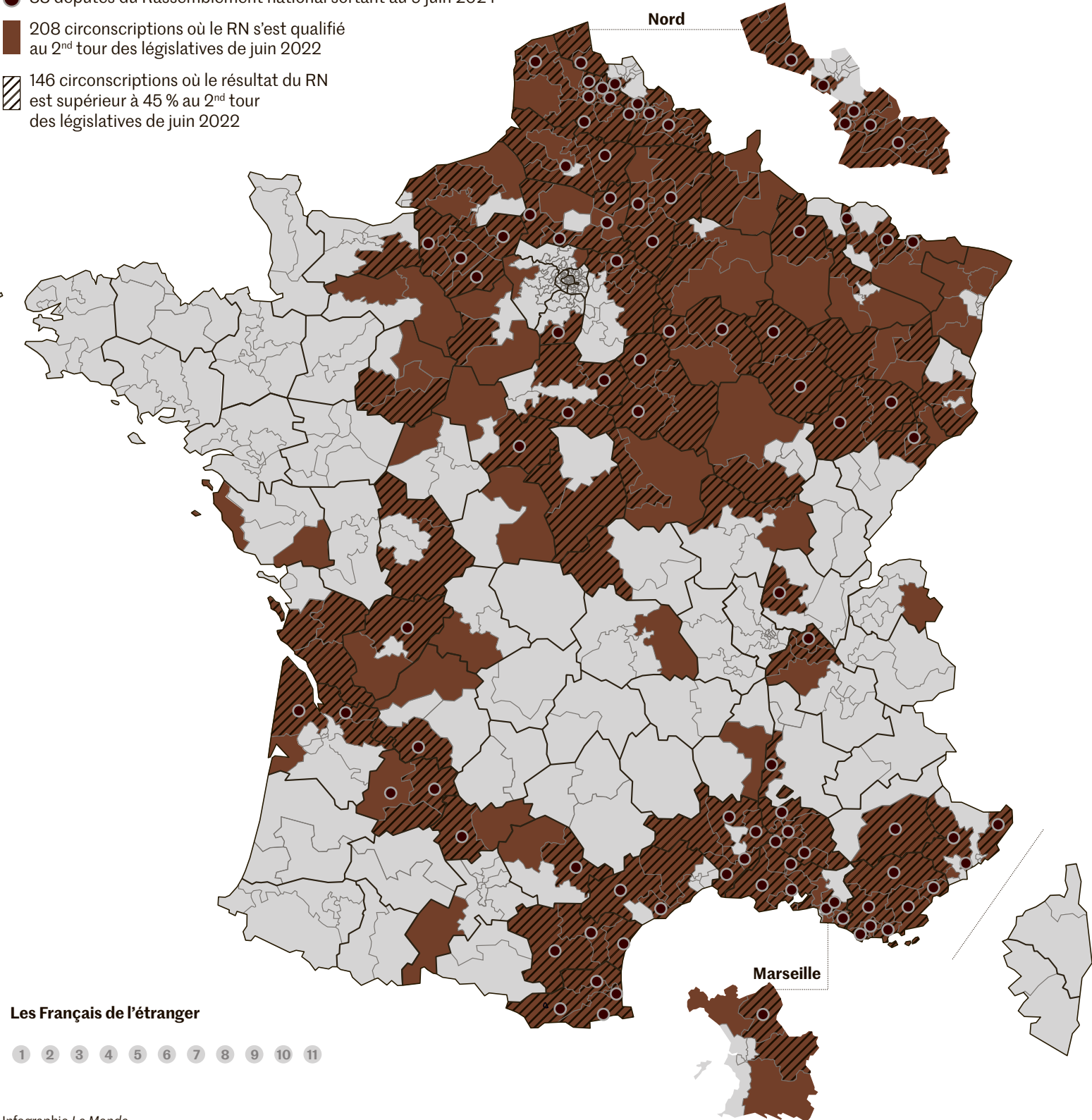
La deuxième des difficultés découle du niveau de participation, un des points les plus délicats à anticiper pour les instituts de sondage. L'analyse des comportements électoraux sur une longue période montre que la population électorale se divise en trois grandes catégories. En 2022, par exemple, 16 % des électeurs, soit près de huit millions de personnes, n'avaient ainsi participé à aucun des quatre scrutins de l'année (deux tours pour la présidentielle, deux tours pour les législatives). De l'autre côté du spectre citoyen, 36,4 % des inscrits avaient participé aux quatre tours. Entre les deux, 47 % des inscrits sont des «*électeurs intermittents*», selon la qualification de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui constituent donc des cibles prioritaires pour les partis et leurs candidats. En sachant que la population électorale s'est accrue de 500 000 personnes par rapport à 2022 du fait de l'évolution démographique du pays.

Tout indique que la participation aux législatives de 2024 sera plus importante que celle de 2022, marquée par une abstention record avec 53,7 % des inscrits qui ne s'étaient pas déplacés. Quels seront les abstentionnistes de 2022 mobilisés en 2024 ? Dans quelles circonscriptions ? Avec quelles conséquences sur les votes ?

Le meilleur exemple de la difficulté à en mesurer les effets est celui des quartiers populaires de l'Ile-de-France, bassin considérable d'inscrits, où l'abstention est traditionnellement forte. Il est probable, au vu des inquiétudes générées par l'extrême droite, que la participation y augmentera significativement. Mais l'impact ef-

Les circonscriptions où le RN bénéficie d'un fort ancrage territorial

- 88 députés du Rassemblement national sortant au 9 juin 2024
- 208 circonscriptions où le RN s'est qualifié au 2nd tour des législatives de juin 2022
- ▨ 146 circonscriptions où le résultat du RN est supérieur à 45 % au 2nd tour des législatives de juin 2022



Les Français de l'étranger

- 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Infographie Le Monde
Sources : ministère de l'intérieur ; Assemblée nationale

fectif sur le nombre de députés du Rassemblement national élus dans l'Hémicycle risque de demeurer assez faible tant la gauche est, déjà, puissante dans ces villes. En Seine-Saint-Denis, la hausse de la participation (38,9 % au premier tour en 2022) viendra probablement renforcer les scores des candidats du «*front populaire*». Au second tour, le gain pour la gauche sera pourtant nul puisqu'elle détient déjà les douze sièges. A l'inverse, l'évolution de la participation dans des départements comme les Vosges (où le RN a obtenu 41,9 % des votes lors des européennes) peut avoir, malgré des mouvements d'électeurs moins spectaculaires, un impact significatif sur le nombre de députés dans l'Hémicycle (aucun sur quatre en 2022).

Autrement dit, toutes les voix compteront dans un moment politique dont l'intensité est comparable à celle d'une élection présidentielle. Certaines voix, dans des circonscriptions-clés, pèseront, de fait, beaucoup plus lourd lors du décompte final des députés élus au soir du second tour.

La troisième des difficultés est liée au brouillard dense des candidats et des alliances, même si ce-

lui-ci va se lever progressivement d'ici à la clôture des candidatures, dimanche 16 juin. La dissolution a provoqué une déflagration et des mouvements dans tous les camps politiques. A droite, évidemment, où Les Républicains (LR) se trouvent écartelés entre les partisans d'une alliance avec le RN, les tenants de l'indépendance ou les défenseurs du ralliement au camp macroniste. A gauche, où les principaux partis ont annoncé, jeudi 13 juin, après plusieurs jours d'intenses négociations, un accord sur les candidatures et le programme commun d'un «*nouveau front populaire*». Mais, dans les deux cas, nul ne sait précisément, au-delà des appareils, comment se comporteront les électeurs face à l'offre électorale proposée.

CALENDRIER RACCOURCI

La quatrième des inconnues tient à l'existence d'une campagne étalée sur moins de trois semaines. Comment les candidats parviendront-ils à s'organiser ? A imprimer des affiches et des tracts ? A faire le tour des marchés ? A animer des réunions électorales ? Sur quels programmes ? La campagne risque de se jouer essentiellement à la télévision et sur les différents

réseaux sociaux. Les députés issus des oppositions bénéficieront probablement d'une double «*prime aux sortants*» : celle des visages connus, familiers de la presse quotidienne régionale et celle du rejet du macronisme, carburant pour une partie de l'électorat. Les députés de la majorité devront, pour une partie d'entre eux, gérer le risque d'une élimination dès le premier tour. Pour quelle consigne de vote ensuite ?

La cinquième des inconnues tient, paradoxalement, à une certitude liée au droit électoral : la possibilité, pour les élections législatives, de triangulaires ou de quadrangulaires au second tour. Le code électoral prévoit, en effet, que tous les candidats dépassant 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir au second tour. Ce scénario n'avait pas eu lieu lors des législatives de 2022 à cause d'une faible participation, ni en 2017 du fait du score élevé obtenu par les candidats d'Emmanuel Macron.

Le scrutin de 2024 pourrait présenter un visage différent pour deux raisons. D'abord, la hausse probable de la participation qui rend, mécaniquement, plus accessible le franchissement du seuil de 12,5 %. Ensuite, l'effet pro-

**TOUTES LES VOIX
COMPTERONT DANS
UN MOMENT POLITIQUE
DONT L'INTENSITÉ
EST COMPARABLE À CELLE
D'UNE ÉLECTION
PRÉSIDENTIELLE**

bable du calendrier raccourci de la campagne sur le nombre total de candidats, donc sur la dispersion des voix, ce qui peut en fine faciliter le dépassement du seuil légal.

Lors des législatives de 2017, 7882 personnes s'étaient portées candidates dans les 577 circonscriptions, elles étaient 6293 en 2022. Combien seront-elles en 2024 ? Le délai n'a jamais été aussi serré et soulève des questions inextricables pour ceux tentés de s'engager sans le soutien d'un parti politique national. A titre d'exemple, le Parti animaliste (2 % aux européennes) a annoncé qu'il ne présentait pas de candidats (plus de 400 en 2022). Mais cette hypothèse d'une hausse du nombre des triangulaires tient

dans la mesure où trois blocs parviennent à émerger du premier tour. A l'inverse, si l'un des blocs, singulièrement le RN, domine les autres, la barre des 12,5 % sera de nouveau difficile à franchir pour les candidats arrivés en troisième ou quatrième position.

Les états-majors des partis politiques ne sont toutefois pas complètement aveugles. Notamment sur l'évaluation de l'ampleur de la vague RN et de sa capacité à obtenir une majorité (289 députés). Le résultat des législatives de 2022 donne quelques pistes pour identifier les lieux où des victoires sont probables, possibles ou quasiment inaccessibles. Le RN peut s'appuyer sur un capital de 88 députés sortants, qui ont pu travailler dans leur circonscription pendant deux ans.

Le parti d'extrême droite peut évidemment viser beaucoup plus large. En 2022, il avait réussi à se qualifier au second tour dans 208 circonscriptions, et obtenant plus de 45 % des voix au second tour dans 146 d'entre elles. Les résultats des élections européennes peuvent laisser espérer au RN de faire nettement mieux – sous réserve de toutes les inconnues. ■

LUC BRONNER

KENZA A PLEIN DE CHOSES À FAIRE

**MALGRÉ SON TRAVAIL ET SA MÈRE MALADE,
ELLE A PU RÉDUIRE SA CHARGE MENTALE.**

Avec son service d'accompagnement social, Harmonie Mutuelle s'engage auprès des entreprises et des salariés pour les aider à traverser des situations personnelles difficiles. C'est en agissant sur les déterminants de santé que nous avons un impact positif sur la société.

Découvrez tous nos engagements sur [harmonie-mutuelle.fr](https://www.harmonie-mutuelle.fr)



Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 538 518 473. Numéro LEI 969500JLU5ZH89G4TD57. Siège social : 143, rue Blomet - 75015 Paris. Crédit photo : Nicolas Prado - BABEL



**Harmonie
mutuelle**

GRUPE **vyv**

AVANÇONS *collectif*

A gauche, une alliance et un programme

PS, LFI, EELV et PCF ont acté une répartition des circonscriptions pour le Nouveau Front populaire

RÉCIT

Quatre jours auront suffi pour parvenir à un accord à gauche autour d'un Nouveau Front populaire, jeudi 13 juin. Ce furent des négociations au pas de course, contraintes par l'échéance du dépôt des listes, dimanche 16 juin, et par la gravité des circonstances face à une extrême droite triomphante. «*Nous avons réussi. Une page de l'histoire de France s'est écrite*», s'est réjoui le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, alors que le leader «insoumis», Jean-Luc Mélenchon, saluait sur son blog «*un événement politique considérable en France*».

Contrairement à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) de 2022, ce «front populaire» a reçu, quelques minutes après sa naissance, le soutien de l'ancien président socialiste François Hollande. «*Je n'en connais pas le détail, mais, pour moi, ce qui est essentiel, c'est que l'union ait pu se faire. J'ai des divergences que l'on connaît, mais il y a un moment, on va au-delà des divergences, on va à l'essentiel*», a-t-il déclaré au journal télévisé de TF1. Un soutien qui devrait pousser les opposants d'Olivier Faure – ils pèsent pour 50 % du parti – à valider ce texte lors du conseil national de vendredi matin. Dans l'immédiat, tous les courants du PS étaient réunis en conclave, occupés à déconstruire la nouvelle alliance.

De dimanche soir, et l'appel de l'ex-député (La France insoumise, LFI) de la Somme François Ruffin à la constitution d'un «front populaire», jusqu'à jeudi, les réunions se sont enchaînées. En commençant par des rencontres secrètes à deux, à trois, lundi matin, entre socialistes, écologistes et communistes, d'abord au quartier général de campagne du PS et de sa tête de liste aux européennes, Raphaël Glucksmann, puis au siège d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). A cette occasion, Marine Tondelier, numéro un d'EELV, poussée peut-être par certains bons résultats de LFI dans les circonscriptions des députés écologistes mais aussi par l'aile gauche de son parti, prévient ses camarades qu'un accord sans les «insoumis» est impossible pour son mouvement.

«CONDAMNÉS À RÉUSSIR»

Pas question, en revanche, de retourner au siège de LFI, passage Dubail, dans le 10^e arrondissement de Paris, comme le propose le coordinateur des «insoumis», Manuel Bompard, premier lieutenant de Jean-Luc Mélenchon. Il y a deux ans, les socialistes avaient l'impression d'aller à Canossa en cheminant sous les perches et les caméras. Cette fois, c'est le siège d'EELV, à quelques centaines de mètres de là, rue des Petits-Hôtels, une sorte de «Suisse» politique, tant les écologistes ne font peur à personne, qui servira de théâtre. Pour tenir, les Verts fourniront pizzas, brochettes de fruits et macarons.

Le principe des discussions à quatre s'impose rapidement, prenant de court les socialistes, qui sortent d'une campagne fratricide et violente avec les «insoumis». Les presque 10 % de LFI aux européennes jouent, et les rêves d'alliances sur un autre périmètre – Raphaël Glucksmann propose de s'unir aux députés du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires – pèsent bien moins lourd électoralement.

«**JE N'EN CONNAIS PAS LE DÉTAIL, MAIS, POUR MOI, CE QUI EST ESSENTIEL, C'EST QUE L'UNION AIT PU SE FAIRE**»

FRANÇOIS HOLLANDE
ancien président de la République

ment. Quant au projet d'un rapprochement des républicains de gauche comme de droite, évoqué par l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve et des soutiens d'Emmanuel Macron, il se heurte à l'effondrement du parti Les Républicains. Et il sonne surtout comme un slogan creux à gauche, dont une grande partie de l'électorat est progressive-

ment devenue imperméable au vote pour le chef de l'Etat.

Le chef de file du PS, Olivier Faure, accepte donc de s'asseoir à une table en face des «insoumis». Lundi après-midi, pourtant, il a encore la campagne des européennes en travers de la gorge. Sous l'œil incrédule d'écologistes qui ne l'avaient jamais vu dans cet état, le premier secrétaire se met en colère. Il dénonce les «débordements» et les «dérives insupportables» qui ont émaillé la campagne. «*C'était grave, il y a eu un silence total*», relate un participant. Manuel Bompard lui répond que LFI a mal vécu d'être accusée d'avoir orchestré les huées qui ont accueilli Raphaël Glucksmann, le 1^{er} mai, à Saint-Etienne. «*Injuste*», dit le coordinateur de LFI. Le pire est passé. Marine Tonde-

lier, enjouée, remet tout le monde sur les rails de la négociation. L'atmosphère se détend. A l'extérieur, de jeunes militants de gauche, venus de manière plus ou moins spontanée, agitent des drapeaux et crient à l'unité. Le folklore nécessaire à un accord est réuni. Pour une fois, ces cadres qui aiment tant se détester prennent la mesure de leurs responsabilités, dans un moment où l'extrême droite s'impose comme majoritaire et où le concept de front républicain n'existe plus.

Très vite, lundi soir, les anciens partenaires de la Nupes sentent qu'ils n'ont plus le choix. Décision est prise de s'entendre – et d'annoncer un accord de principe –, même si rien de concret n'est acté, ni sur la répartition des circonscriptions ni sur le programme. Une manière de pousser

chacun à mettre de l'eau dans son vin. «*On est condamnés à réussir*», martèle Marine Tondelier. Les discussions, menées par deux équipes de négociateurs, rentrent dans le dur le lendemain matin. Chacun montre ses muscles. Les portes claquent. Rue des Petits-Hôtels, les délégations chargées du programme prolongent les échanges deux nuits d'affilée jusqu'à 6 heures du matin.

Au QG de Raphaël Glucksmann, les socialistes chargés des circonscriptions quittent la table, mécontents du peu de territoires supplémentaires qui leur est accordé par rapport à 2022. Ils fondent leur calcul sur le résultat de Raphaël Glucksmann, arrivé en tête de la gauche. Pour les «insoumis», pas question d'oublier l'élection présidentielle, «*qui structure la vie politique française*» et légitime la

C'EST LE SIÈGE D'EELV, UNE SORTE DE «SUISSE» POLITIQUE, TANT LES ÉCOLOGISTES NE FONT PEUR À PERSONNE, QUI A SERVI DE THÉÂTRE AUX NÉGOCIATIONS

«*force de La France insoumise*», justifie l'ex-député LFI du Val-d'Oise Paul Vannier. Finalement, ils conservent 229 circonscriptions, mais le PS en gagne 100 de plus, en tenant compte «des trois précédents scrutins», comme à la création de la Nupes. Seconde étape douloureuse, la répartition de chaque circonscription. Jeudi matin, alors qu'un accord se dessine, les socialistes se plaignent d'une alliance entre LFI et EELV qui leur octroierait trop peu de territoires gagnables. Intox, démentent les «insoumis».

Jeudi, la rumeur d'une suspension des négociations court toute la journée, les coups de bluff abondent. Les discussions ne s'arrêteront en réalité que pour des pauses de dix minutes. Jusqu'au roulement de tambour du soir, quand un communiqué tombe opportunément avant l'intervention de François Hollande au «20 heures» de TF1. Mais sur quoi s'accordent les gauches? Jeudi, l'annonce restait extrêmement succincte. Une conférence de presse est programmée pour vendredi à midi à la Maison de la chimie, à Paris.

«JUSTICE FISCALE»

Yannick Jadot, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle de 2022, qui a participé aux discussions, saluait, jeudi soir, «un programme à la hauteur des difficultés des Français». Il décrit un ensemble de mesures et de chantiers, échelonnés dans le temps, en début de mandat, à l'été, et à l'issue des cent premiers jours. Des mesures pour le pouvoir d'achat, d'abord, pour l'école ensuite (renfort des équipes pédagogiques, mise en œuvre d'une école «vraiment gratuite»). De grands chantiers sur l'hôpital public mais aussi sur la transition écologique. Sur ce thème, les gauches et les écologistes sont tombés d'accord pour un grand plan d'économies d'énergie passant notamment par la rénovation des bâtiments.

Le développement des énergies renouvelables a aussi fait consensus, mais la clivante question du nucléaire a été laissée de côté. «*On est passé très vite. Il n'y avait aucun compromis possible*», relate un participant. Quant à la réforme des retraites, un accord a été passé pour demander son abrogation et pour un «horizon» à 60 ans, reflétant la diversité des positions. Pour le socialiste Boris Vallaud, dans les négociations, il s'agit de «produire un moment de rupture pour répondre aux urgences sociales et climatiques, et réparer un certain nombre de dégâts» après sept ans de macronisme. Le programme, élaboré avec des économistes, est «financé et finançable», et comporte des mesures de «justice fiscale», comme la taxation des grandes fortunes.

En matière internationale, terrain de division par excellence, «on aborde l'Ukraine, Gaza. C'est sans ambiguïté», assure, pour sa part, Yannick Jadot. Pour ce qui est du conflit en Ukraine, il est fait mention d'un «soutien, y compris avec des livraisons d'armes». Les discussions ont été particulièrement après sur le conflit au Proche-Orient, le sujet qui a déclenché



Rassemblement contre l'extrême droite sur la place de la République, à Paris, le 10 juin. BENJAMIN CARROT POUR «LE MONDE»



l'explosion de la Nupes. L'accord porte notamment sur la reconnaissance de l'Etat palestinien, la demande de libération des otages israéliens, un embargo sur les armes livrées à Israël. Concernant le 7 octobre 2023, la notion de « *massacres terroristes* » a été retenue. Et le Hamas décrit comme porteur d'un « *projet théocratique* ».

La question de l'antisémitisme aura suscité les plus grandes tensions. Le parti de Raphaël Glucksmann, Place publique, en avait fait une de ses plus ardent revendications, avec l'Ukraine. Il a même été question d'imposer des formations contre l'antisémitisme aux membres du Nouveau Front populaire, une mesure qui visait LFI. Mercredi matin, la délégation « *insoumise* » était « *très remontée* », selon un participant, quant à cette accusation en bloc. Une formulation plus consensuelle, excluant cette idée de formation, a finalement été trouvée, assortie d'une proposition d'un plan de lutte contre l'antisémitisme, y compris à l'école.

Le Nouveau Front populaire a décidé de ne dévoiler aucun candidat pour Matignon avant le résultat des urnes, une manière de s'épargner des débats sans fin sur l'identité de l'heureux élu. Alors, Jean-Luc Mélenchon attend son heure, non sans arrière-pensées, comme d'autres, qui se sentent, eux aussi, « *capables* », de François Ruffin à la socialiste Valérie Rabault en passant par le communiste Fabien Roussel.

RAPHAËL GLUCKSMANN DÉÇU
La rumeur d'un retour à la députation de Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs enflé ces derniers jours, sans que son point d'atterrissage soit certain. Depuis quelques jours, ceux qui connaissent le triple candidat à la présidentielle l'ont vu changer de visage: après le bruit et la fureur pendant la campagne des européennes, place au responsable madré et rassembleur. Certes, l'ancien sénateur socialiste admettra bien, mercredi sur France 2, se « *sentir capable* » d'être premier ministre, mais il précisera ne rien vouloir imposer et refusera le lendemain d'aller débattre avec le premier ministre, Gabriel Attal, et le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, au nom du respect de sa nouvelle coalition.

Quant aux visages des candidats dans les 546 circonscriptions partagées – l'accord ne concerne pas l'outre-mer –, ils commencent à émerger. Jeudi, ils ont commencé à être prévenus, un à un, de leur investiture. Une nécessité pour envoyer les documents, profession de foi comprise, aux préfetures à temps, d'ici à dimanche. Alors que, à Paris, la maire, Anne Hidalgo, veut proposer des candidats 100 % PS, en face d'« *insoumis* », « *on a tenu, avec les écologistes, à faire inscrire un accord de sanctions* », explique Paul Vannier. Les organisations se sont engagées à ce que les dissidents ne soient plus investis jusqu'aux prochaines législatives ou sénatoriales.

Dans leurs 92 circonscriptions, les écologistes font de la place à

LES ALLIÉS ONT DÉCIDÉ
DE NE DÉVOILER AUCUN
CANDIDAT POUR
MATIGNON AVANT LE
RÉSULTAT DES URNES, UNE
MANIÈRE DE S'ÉPARGNER
DES DÉBATS SANS FIN

de nouveaux candidats, comme l'ancienne ministre Dominique Voynet, dans le Doubs, mais aussi l'ex-eurodéputé Benoît Biteau, candidat dans la Charente-Maritime. Côté communiste, Pierre Lacaze, chargé des élections, se félicitait, jeudi, d'un accord dans lequel une « *réflexion un peu plus forte sur l'ancrage dans les territoires a eu lieu* ». Mais il jugeait toutefois ce travail « *insuffisant* ». Les communistes ont obtenu, en plus des sortants, quelques « *circonscriptions gagnables* » aujourd'hui détenues par Renaissance, dans les Landes, dans le Finistère et dans l'Essonne. Dans le Val-d'Oise, Emmanuel Maurel, tout juste sorti du Parlement européen, part en campagne pour la Gauche républicaine et socialiste, alliée des communistes.

Autre dossier sensible, alors que les socialistes en avaient fait un « *casus belli* », le cas de l'ex-député LFI du Nord Adrien Quatennens, ancien dauphin de Jean-Luc Mélenchon, condamné pour « *violences conjugales* », n'a « *pas été une seule fois évoqué* », assure Paul Vannier. A peine les écologistes en ont-ils touché un mot, dit-il, mais une fois l'accord conclut.

Outre les quatre « *grands partis* », trois formations plus modestes, Génération.s, Place publique et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ont rejoint cet accord, mais ils n'obtiendront de circonscriptions que sur les quotas respectifs d'EELV, du PS et de LFI. Génération.s se porte ainsi candidat dans dix circonscriptions, dont quatre où le parti détient des sortants. Le NPA, quant à lui, négociait encore avec LFI, jeudi soir.

Place publique, enfin, avait de hautes exigences pour commencer, quelque 50 circonscriptions, se murmure-t-il. Raphaël Glucksmann ressort déçu, comme si sa performance avait déjà été oubliée. « *La seule chose qui importe à mes yeux, c'est que le Rassemblement national ne gagne pas ces élections législatives et ne gouverne pas ce pays*. (...) *La seule manière de faire, c'est qu'il y ait une union de la gauche* », a toutefois réaffirmé M. Glucksmann, sur France Inter, vendredi matin, avant de préciser que le candidat de la gauche pour Matignon « *ne sera pas Jean-Luc Mélenchon* ». C'est tout le paradoxe de ces législatives anticipées, qui balaient en quelques heures le résultat des européennes, mais font reculer, aussi, la somme des rancœurs accumulées à gauche. ■

JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINI



A Paris, la majorité d'Anne Hidalgo en difficulté

Dans la capitale, Emmanuel Grégoire et Lamia El Aaraje, deux têtes d'affiche du PS, se présentent dans la même circonscription

Le Nouveau Front populaire est acté, mais est-il pour autant immédiatement applicable à Paris? Pour l'instant, rien n'est certain. Vendredi 14 juin au matin, Anne Hidalgo ne s'était toujours pas officiellement exprimée sur sa volonté, ou non, de participer au Nouveau Front populaire. La situation dans la 7^e circonscription – elle inclut une partie de Paris Centre, des 11^e et 12^e arrondissements –, est symptomatique de la confusion et des tensions à gauche.

Dans un tweet posté mercredi 12 juin, Clément Beaune, député (Renaissance) sortant et candidat à sa réélection dans cette circonscription, résume, à sa manière, la situation: « *La gestion de Paris par Anne Hidalgo est tellement exemplaire que deux élus de son équipe se disputent une place contre moi aux élections législatives*. » En 2022, l'ancien ministre des transports a été élu de justesse (50,73 % des voix) face à une candidate La France insoumise (LFI).

Effectivement, pendant que les états-majors des partis de gauche négociaient le Nouveau Front populaire pour les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, Emmanuel Grégoire et Lamia El Aaraje, tous les deux membres du Parti socialiste (PS), ont, à quelques heures d'écart, annoncé leur candidature dans la même circonscription, qui devrait, cette fois, échoir au PS. Emmanuel Grégoire est le premier

adjoint d'Anne Hidalgo et candidat déclaré à sa succession en 2026. Aux législatives, il veut se présenter sous la bannière du Nouveau Front populaire, car, « *face au danger d'un gouvernement d'extrême droite, le sursaut est impératif* », estime-t-il, dans un communiqué. Il bénéficie du soutien implicite d'Olivier Faure, premier secrétaire du PS.

De son côté, Lamia El Aaraje, adjointe à la Mairie de Paris chargée de l'accessibilité universelle et des personnes en situation de handicap, bénéficie du soutien implicite d'Anne Hidalgo, dont elle est très proche. Egalement candidate putative à la Mairie de Paris, et pas du tout favorable, comme M^{me} Hidalgo, à une alliance avec LFI, elle a adressé un message aux membres du bureau fédéral du PS: « *J'ai décidé d'être candidate au cœur de Paris face à Clément Beaune et à ceux qui ont provoqué le chaos dans le pays. Je prends ainsi mes responsabilités (...) pour diriger cette campagne décisive*. »

Elue du 20^e arrondissement, M^{me} El Aaraje est l'ex-députée de la 15^e circonscription de la capitale, où elle a été battue, en socialiste dissidente de la Nupes, par l'« *insoumise* » Danielle Simonet lors des législatives de 2022. Ce duel entre deux membres éminents de l'exécutif parisien est aussi une résurgence de l'opposition entre Anne Hidalgo et Olivier Faure, qui trouve son origine

dans la dernière campagne présidentielle (1,75 % pour Anne Hidalgo). Toujours campés sur des lignes opposées, Olivier Faure est l'un des artisans du Nouveau Front populaire, tandis qu'Anne Hidalgo exècre toujours le populisme « *insoumis* ».

En l'espèce, maintenant que l'union est scellée, quels seront les arbitrages de la maire de Paris? Ses relations avec Emmanuel Grégoire sont devenues particulièrement tendues, ces derniers mois, depuis qu'elle fait durer le suspense sur son éventuelle candidature à un troisième mandat parisien et renâcle à adouber son premier adjoint. « *Anne Hidalgo et moi sommes d'accord sur l'essentiel. Je l'ai évidemment informée de ma décision* », a précisé M. Grégoire dans *Le Parisien*, jeudi 13 juin.

Guerre interne

Selon nos informations, depuis l'annonce de M. Grégoire, M^{me} Hidalgo a mis la pression sur les maires d'arrondissement et les élus socialistes pour qu'ils ne le soutiennent pas. Jusqu'où ira la rupture? Anne Hidalgo ira-t-elle jusqu'à débarquer son premier adjoint avant même les élections législatives? C'est une hypothèse que refuse de commenter l'entourage de M. Grégoire, qui attend la décision finale du conseil national du PS.

Selon les dernières tendances, celui-ci devrait investir le pre-

mier adjoint. Si Emmanuel Grégoire est élu député Nouveau Front populaire, un mandat qu'il n'a jamais exercé, il quittera de lui-même son poste de premier adjoint, laissant le champ un peu plus libre à une candidature d'Anne Hidalgo pour un nouveau mandat.

En attendant, cette guerre interne peut faire exploser la majorité municipale si les socialistes ne s'entendent pas. Communistes, écologistes et même certains membres du PS ne comprendraient pas une dissidence d'Anne Hidalgo. « *L'heure est à la responsabilité, je suis un peu atterré par ces petites tambouilles* », assène Fatoumata Koné, cheffe de file des écologistes parisiens. « *J'espère que tout le monde va atterrir. L'enjeu, maintenant, c'est de faire campagne et de battre le Rassemblement national et la majorité présidentielle*. »

Depuis le début des négociations interpartis, le silence d'Anne Hidalgo pose problème à M^{me} Koné, qui prévient: « *Au vu de nos engagements, on ne suivra pas une autre ligne que celle du Nouveau Front populaire. M^{me} Hidalgo n'a pas d'autre choix que de nous suivre. Je n'ai aucun doute que la maire de Paris le fera*. Si [le président du Rassemblement national] Jordan Bardella arrivait à Matignon, Paris devra être une terre d'accueil et d'asile politique pour toutes et tous. » ■

LAURENT TELO

DIMANCHE 16 JUIN
12H-13H

Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle et numérique

QUESTIONS
POLITIQUES.



CARINE
BÉCARD

avec
Nathalie Saint-Cricq
et Françoise Fressoz



franceinfo:
TV canal 27

Le Monde

La majorité et la peur d'un scrutin perdu d'avance

Inquiets, les ex-députés du camp présidentiel comptent sur leur ancrage territorial pour se faire réélire

Omniprésent dans cette campagne des législatives, malgré ses dires, Emmanuel Macron n'en oublie pas moins que ses troupes sont en première ligne. « La majorité (...) n'est pas simplement unie. Elle est en situation de conquête. Elle veut conquérir de nouvelles circonscriptions », a-t-il lancé devant un parterre de journalistes et de ministres lors de sa conférence de presse, mercredi 12 juin. L'optimisme présidentiel se vérifie-t-il ailleurs ?

Depuis le 9 juin, les députés macronistes oscillent entre sidération, amertume et « esprit de résistance » à la vue de l'affrontement électoral qui se dessine sous leurs yeux. Les voilà lancés dans les afres de la dissolution déclenchée par le chef de l'Etat, face à deux blocs plus ou moins consolidés, le Rassemblement national (RN), auquel se sont ralliés Eric Ciotti, le président des Républicains, et quelques élus de droite, et le Nouveau Front populaire à gauche.

« Récit faible »

Pour le maître de conférences en droit public à l'université Panthéon-Assas Benjamin Morel, « deux mises en récit sont en train de se construire dans cette campagne ». « D'un côté, celle de Jordan Bardella et d'un RN qui n'a jamais exercé le pouvoir, et qui est poussé par l'envie d'une partie de la population de voir ce que cela peut donner. De l'autre, le récit que, peut-être, M. Macron espérait incarner et que lui a déjà ravi la gauche, celui de la mobilisation contre l'extrême droite. Et entre ces deux récits, les centres sont aujourd'hui en difficulté. Le discours porté sur les extrêmes équivalents et dangereux, adressé à la France du patrimoine, apparaît comme un récit faible par rapport aux deux autres. »

Dans sa circonscription des Yvelines, l'ex-vice-présidente du groupe Renaissance, Nadia Hai, ne dit pas autre chose en campagne pour sa réélection : « L'enjeu, c'est nous ou les extrêmes, nous ou le bazar en France. » Dans l'Hérault, où le RN est arrivé en tête aux européennes, distançant de 23 points Renaissance, le discours se veut moins bravache. « Aujourd'hui,

« NOUS SOMMES ACCULÉS DANS CE COMBAT (...) AVEC PEU DE FORCES À RÉCUPÉRER. MAIS SI ON NE GAGNE PAS, ON N'EXISTERA PLUS »

PATRICK VIGNAL
ex-député (Renaissance)
de l'Hérault

nous sommes acculés dans ce combat, sur le bord du tatami, avec peu de force à récupérer. Mais si on ne gagne pas, on n'existera plus », estime Patrick Vignal, élu sortant de la 9^e circonscription.

Certains refusent ainsi de « payer les pots cassés ». L'ex-député des Hautes-Alpes Joël Giraud a invoqué un désaccord profond avec le choix de la dissolution et a annoncé quitter la vie politique. Pour des raisons plus personnelles, l'ex-ministre du travail Olivier Dusopt, redevenu député Renaissance de l'Ardèche en janvier, a décidé de ne pas se représenter. Tout comme l'ancien président de la commission des affaires étrangères, Jean-Louis Bourlanges, élu MoDem des Hauts-de-Seine. En tout, une quinzaine de députés de la majorité a fait le choix de ne pas briguer un nouveau mandat.

Réunis dans leur siège parisien, lundi 10 juin, les 51 députés du MoDem se livrent à une séance de thérapie collective pour absorber « le choc » et la « violence » de l'annonce de la veille : comment Emmanuel Macron a-t-il pu jouer sur « un coup de dé » leurs deux ans de mandat, pendant lesquels ils ont « tenu la baraque » pour « sauver » la majorité, quitte à « mettre leurs convictions de côté » ?

L'ancien député Philippe Bolo, élu dans le Maine-et-Loire, laissait entendre, lundi, qu'il ne se représenterait pas. « Je ne trouve plus de sens à tout ça », expliquait alors à ses compagnons l'ingénieur agronome de profession. Il a finalement décidé de briguer un nouveau mandat, sa circonscription étant l'une des rares à demeurer favorable au MoDem.



Lors du meeting de Valérie Hayer, pour les élections européennes, à Paris, le 7 mai. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

François Bayrou livre une analyse froide. Sans chercher à défendre le chef de l'Etat, le président du parti indigne à ses élus qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'aller de l'avant et partir en campagne. Certains savent qu'ils n'ont aucune chance. Même l'héritier désigné, le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, pourrait perdre la 1^{re} circonscription du Loir-et-Cher, où la liste du camp présidentiel est arrivée derrière le RN aux européennes. La ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles, Sarah El Haïry, n'est guère mieux lotie dans la 5^e circonscription de Loire-Atlantique, où elle est élue depuis 2017.

D'autres figures du camp macroniste sont en position d'extrême vulnérabilité. A Paris, l'ex-ministre des transports Clément Beaune, ou le ministre de la fonction publique, Stanislas Guerini, qui ont gagné sur un fil face à la gauche

en 2022, pourraient pâtir d'un duel avec un candidat du Nouveau Front populaire. « Je vais me retrouver dans un face-à-face avec le bloc de gauche », se désespère le député sortant des Français établis hors de France Pieyre-Alexandre Anglade. Il a calculé que ce dernier a atteint 48 % aux européennes, contre 22 % pour la liste de la majorité. « Mieux vaut être confronté à l'extrême droite en réalité. »

« Dynamique locale »

Conscients du risque de disparition dès le premier tour d'une élection au scrutin majoritaire, les députés aspirants n'ont pas attendu leur investiture pour se lancer.

Mais la majorité des élus sortants choisissent de ne pas faire figurer les logos de leur formation sur leurs tracts ou leurs affiches. Et surtout, leurs visages s'affichent en grand, sans celui de M. Macron. De son côté, Horizons,

le parti de l'ancien premier ministre Edouard Philippe, avance en cavalier seul, revendiquant une plus grande liberté pour défendre un programme de droite classique. Subsistent quelques infatigables admirateurs du chef de l'Etat, comme Pieyre-Alexandre Anglade, qui apposera le visage de celui-ci sur son affiche. Le message a été entendu. « C'est le premier ministre [Gabriel Attal] qui va porter cette campagne avec les responsables de la majorité », a fait savoir le locataire de l'Elysée, mercredi.

Chez Renaissance, on s'en remet désormais à Gabriel Attal et à sa popularité pour apparaître sur les tracts, les affiches ou en déplacement. « Emmanuel Macron ne peut pas incarner l'avenir puisque son mandat s'arrête en 2027, donc on a aussi besoin de se projeter », appuie M^{me} Hai. « Au bout de sept ans de mandat, le président de la République cristallise sur lui un

certain nombre de mécontentements. Moi, je n'y peux rien, je le vois, je le vis, je le sais, mais c'est ainsi, on n'y changera rien et certainement pas en trois semaines », expose l'ex-députée Renaissance du Rhône Anne Brugnera, qui mise sur sa « dynamique locale ».

Elle est loin d'être la seule à vouloir défendre un ancrage territorial dans ces législatives pour échapper aux forces centrifuges, qui opèrent sur le plan national. « On peut se dire que sur nos noms, on peut faire plus que ce qu'a fait la liste de Valérie Hayer aux européennes [14,6 %], c'est possible, on verra bien », lançait, lundi, Sylvain Maillard, l'ex-président du groupe Renaissance, élu de Paris. Ludovic Mendes, député Renaissance sortant de Moselle, martèle lui aussi qu'il fera campagne « sur [s]on nom, sur [s]on bilan ». ■

**MARIAMA DARAME
ET ROBIN D'ANGELO**



CHRONIQUE

SOLENN DE ROYER

Macron et la politique, ou la fable de l'arroseur arrosé

Lundi 10 juin, Au lendemain de l'annonce surprise de la dissolution, Emmanuel Macron se rend à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), ville martyre, dans le cadre des célébrations du 80^e anniversaire de la Libération. Il croise un grand patron, familier de l'Elysée, qui lui glisse un mot d'encouragement : « Ça va, pas trop dures, ces journées ? » Le chef de l'Etat sourit : « Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes. Maintenant on va voir comment ils s'en sortent... »

Emmanuel Macron a toujours laissé entendre qu'il méprisait la politique et ses représentants, lui qui n'a jamais été élu avant d'accéder à l'Elysée. En 2016, la « grande marche » lancée pour sonder les Français, avant l'élection présidentielle, avait, selon lui, permis de mesurer la défiance de ces derniers envers la politique, perçue comme source de divisions et de blocages, cause du dysfonctionnement du système depuis trente ans. La « start-up nation » pro-

mise par le candidat d'En marche ! serait « dépolitisée », « désidéologisée », visant l'efficacité. « Je n'aime pas la politique, j'aime faire », avait-il confié en 2017 à l'écrivain Philippe Besson.

Mercredi, lors d'une conférence de presse destinée à expliquer les ressorts d'une folle dissolution, il a de nouveau fustigé les partis et leurs supposées combines. « Depuis dimanche soir, les masques tombent », a-t-il lancé, seul sur une scène blanche, devant ses ministres au grand complet qui l'écoutaient, sages ou glacés. « C'est aussi une épreuve de vérité entre ceux qui choisissent de faire prospérer leur boutique et ceux qui veulent faire prospérer la France. »

C'est pourtant un tout autre visage qu'a montré Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Elysée, en 2017. Après avoir tancé « l'ancien monde », à qui il reprochait – parfois avec justesse – tous les maux, il a lui-même donné le sentiment de se perdre dans la tactique politicienne, obsédé par son projet d'éradiquer la gauche et la droite pour installer son fa-

ce-à-face avec les populismes, qui garantissent son pouvoir. Les macronistes déçus ont coutume de dire que leur ex-champion, qui était attendu comme un grand réformateur et un piètre politicien, s'est montré à l'inverse un réformateur tiède, doublé d'un redoutable tacticien qui se passionne en réalité pour la « popol ».

Destinée à remettre le président de la République au centre du jeu, alors qu'il se trouvait aculé (et défait), et relancer un quinquennat enkysté par la majorité relative à l'Assemblée, la dissolution, ourdie à l'Elysée, est d'ailleurs l'acmé du « coup » politique. Ayant observé les profondes divisions de la gauche et la mort clinique du parti Les Républicains (LR), Emmanuel Macron a voulu pousser son avantage, espérant un nouveau face-à-face entre ses candidats et ceux du Rassemblement national (RN), rejoignant le « moi ou le chaos ». Cette dissolution visait aussi à ralentir ce temps qui lui est désormais compté, dès lors qu'il ne peut plus se représenter. Lui qui ne supporte pas qu'on puisse un

jour lui succéder en profite pour contrarier les plans de ses adversaires. Raphaël Glucksmann, qui se félicitait d'avoir rouvert un espace social-démocrate, LR, qui prévoyait de censurer le budget à l'automne, les prétendant à sa succession, Edouard Philippe le premier, dans les starting-blocks... Tous se trouvent bousculés, voire entravés. Le chef de l'Etat ne s'en est pas caché, le 12 juin, amusé : « Si les ambitions personnelles des uns et des autres se voient contrariées, dont acte ! »

Vœu paradoxal

Officiellement, M. Macron défend sa dissolution en invoquant un besoin de « clarté ». Il entend débusquer les « incohérences » des deux blocs, tentés de nouer des « alliances contre nature », qu'il met sur un pied d'égalité, se posant comme le seul candidat de la modération et de la raison. « Ce moment est celui de la clarification », a-t-il insisté.

Un vœu paradoxal pour ce prince de l'ambiguïté qui, depuis sept ans, avance masqué, ayant érigé le « en même temps » en

corps de doctrine, changeant de masques ou de rhétorique (y compris sur l'extrême droite et le front républicain) en fonction de ses intérêts du moment, sans qu'on en sache jamais de quel côté la pièce va tomber. S'il n'est pas responsable de la décomposition du paysage politique, M. Macron l'a accélérée, multipliant les coups de boutoir aux partis de gouvernement, et rendant impossible toute alternance raisonnable. Mais s'il a su prospérer sur ces ruines, il n'a rien construit en retour, et se retrouve aujourd'hui pris au piège au milieu des décombres.

Comme souvent, Macron reçoit en boomerang ce qui l'a lancé. A l'aune de sa dissolution, il espérait briser la gauche, il obtient l'effet inverse, ses différentes composantes ayant conclu jeudi un accord électoral, sous la bannière du Nouveau Front populaire. Il a voulu effacer le clivage droite-gauche, celui-ci renaît, plus radical et extrême encore. La recomposition qu'il appelle de ses vœux a bien lieu mais pas autour de lui. Le bloc

central se retrouvant pris en sandwich entre les deux autres blocs, menacé d'effacement.

Last but not least, lui qui se vantait d'être le meilleur rempart contre le RN, risque de voir le parti d'extrême droite arriver en tête des législatives. Et s'il voulait s'acheter du temps, beaucoup feront pression pour qu'il quitte l'Elysée, s'il hérite le 7 juillet d'une cohabitation ou d'une Chambre introuvable. Au fond, Emmanuel Macron, qui a déclenché cette dissolution pour piéger les partis, s'est piégé lui-même. Sans doute l'a-t-il compris : lui qui se décrit comme un « indé-crotable optimiste » a fait un joli lapsus mercredi, lors de sa conférence de presse, en évoquant les « autres forces de gouvernement », alors qu'il voulait désigner les « autres forces d'opposition ». Peu après, un projecteur est venu brutalement éclairer la scène, le faisant cligner des yeux et demander, gêné, d'où venait cette lumière « agressive ». Pour Macron aussi, cette violente secousse, qu'il a lui-même déclenchée, joue comme un révélateur. ■



Gabriel Attal endosse le rôle de chef de campagne

Le premier ministre se lance dans la bataille, malgré l'amertume de l'annonce de la dissolution

Jeudi 13 juin, quatre jours, à peine, se sont écoulés depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée par Emmanuel Macron. C'est assez pour que le premier ministre, Gabriel Attal, fasse mine de mettre de côté sa ran-cune, son chagrin et sa colère pour s'engager dans le combat électoral des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Pour son premier déplacement de campagne, le plus jeune premier ministre de la V^e République (35 ans), en sursis, arpenté, en bras de chemise, la 5^e circonscription du Pas-de-Calais, où le député (Renaissance) sortant, Jean-Pierre Pont, a été élu, sur un fil, en 2022 face au candidat du Rassemblement national (RN). Déjeuner avec des militants, tractages, déambulation dans les rues de Boulogne-sur-Mer... La bé-rézina du camp présidentiel aux élections européennes du 9 juin face au parti d'extrême droite? Oubliée! Ces élections législatives ne sont « pas la même élection », assure le chef du gouvernement. « On est sur une élection législative dont l'objectif est de choisir une majorité qui gouvernera le pays », défend le locataire de Matignon, se disant prêt à débattre de nouveau avec Jordan Bardella, le patron de 28 ans du parti lepéniste, qui convoite le poste de premier ministre, et avec Jean-Luc Mélenchon, le chef de file des « insoumis », qui a immédiatement décliné l'offre.

Aux abonnés absents
Vendredi, Gabriel Attal sera à Nantes, où l'ancienne Nouvelle Union populaire écologique et sociale, alliance de gauche allant du Parti socialiste à la France insoumise (LFI) a réalisé, en 2022, un score plus qu'honorable. L'occasion de dénoncer « l'accord de la honte », selon lui, renoué entre la gauche et LFI avec le Nouveau Front populaire. Une élection, deux adversaires à combattre. Peu importe l'ampleur de la tâche, Gabriel Attal « trace », assure ses équipes. Depuis le QG de Renaissance, rue du Rocher à Paris, jeudi matin, le

LE LOCATAIRE DE MATIGNON A DÉROULÉ SON PLAN D'ATTAQUE, DÉTERMINÉ À DÉFENDRE UN PROGRAMME « CLAIR » : POUVOIR D'ACHAT, TRAVAIL, AUTORITÉ, ÉCOLOGIE

chef du gouvernement a déroulé son plan d'attaque, déterminé à défendre un programme « clair », axé sur « la vie quotidienne » : pouvoir d'achat, travail, autorité, écologie. Il faut être binaire et mesurer le péril des programmes de la concurrence, répète Gabriel Attal, endossant pleinement le rôle de chef de campagne.

Les alliés, François Bayrou, patron du MoDem, et Edouard Philippe, à la tête d'Horizons, ont fait le déplacement. Un signe, alors que le maire du Havre n'avait pas voulu s'afficher aux côtés du chef de l'Etat, la veille, pour assister à la conférence de presse tenue au pavillon Cambon Capucines, à Paris. « Comme dans un jeu vidéo, Emmanuel Macron a appuyé sur le bouton "reset". On est tous un peu groggy. Mais je me refuse à croire qu'il s'agisse d'un acte de vanité. Le président sait des choses que nous ne savons pas », soupire Laurent Marcangeli, ancien chef des députés Horizons à l'Assemblée nationale, qui décrit un « moment de bascule ». Un coup « brutal », a admis le premier ministre devant les députés de la coalition présidentielle, le mardi précédent. Un choc, pour eux, comme pour lui.

Les vingt-quatre heures qui ont suivi l'annonce de la dissolution, Gabriel Attal est resté mutique. Aux abonnés absents. Que pouvait-il dire? Lui et le chef de l'Etat entretiennent des relations compliquées, M. Macron s'agaçant de la prudence du numéro un du gouvernement, trop soucieux,

à ses yeux, de son sort personnel. Le premier ministre n'a été mis dans la confidence que quelques minutes avant que le chef de l'Etat n'annonce sa décision à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et aux caciques de la Macronie dimanche.

La photo prise ce soir-là par la photographe officielle, Soazig de La Moissonnière, dévoile son visage fermé, ses bras croisés, le regard dur. Le locataire de Matignon a cherché à dissuader Emmanuel Macron d'aller si loin. Il a proposé sa démission ; l'a alerté de la capacité de la gauche, son ex-famille politique, à se réunir pour faire barrage au RN ; a tenté de convaincre le chef de l'Etat que la motion de censure brandie par Les Républicains pour faire tomber le gouvernement, à l'automne, lors de l'examen du budget, pouvait être évitée. Gabriel Attal et sa « meute », comme le premier ministre appelle ses proches conseillers, ont une stratégie pour que le gouvernement tienne. Rien n'y fait. Emmanuel Macron a fait son choix.

Le chef du gouvernement, nommé le 9 janvier, doit s'y soumettre, quitte à battre le triste record d'Edith Cresson, restée dix mois au poste de premier ministre. Quelles sont ses chances, à lui, de survivre à Matignon après le 7 juillet? « Aucune », concède un proche du chef de l'Etat, qui conseille au premier ministre de ravalier son amertume. « Il surmontera s'il veut être au rendez-vous de son destin », veut-on croire au palais présidentiel.

« Je vais me battre »
« Gâchis », « stratégie du chaos »... Dans les ministères, le geste d'Emmanuel Macron est mal compris. La photo de Soazig de La Moissonnière montrant le président déjeunant en terrasse au Touquet, avec son épouse, quelques heures avant de torpiller les élus de la majorité achève d'écœurer les équipes. Pire, Emmanuel Macron fait entendre qu'il compte rejouer la présidentielle de 2022, sem-blant ignorer le rejet qu'il suscite



Gabriel Attal, au palais de l'Élysée, à Paris, le 12 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

désormais auprès d'une grande partie des électeurs.

Lundi 10 juin, dans l'avion qui le ramène d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), Emmanuel Macron confie au *Figaro Magazine* qu'il est prêt à débattre avec Marine Le Pen et à « porter nos couleurs et défendre notre projet ». Une réédition de l'échec des européennes affole les députés et ministres. Gabriel Attal pense avoir une carte à jouer dans ce poker grandeur nature. Et tout au long de la journée fomenta sa stratégie pour s'imposer comme chef de campagne.

Après un « échange de vérité », entre le premier ministre et le président de la République, lundi soir, et alors que de nombreux cadres de la majorité allaient dans ce sens, Emmanuel Macron recon-naît qu'il est, sans doute, préférable qu'il reste au second plan. Gabriel Attal a obtenu gain de cause. Quatre de ses collaborateurs posent des congés sans solde pour l'accompagner dans l'aventure.

Le premier ministre « switche » en « mode campagne », observent ses proches avec une ardeur quasi sacrificielle, conscient que son

avenir à Matignon n'est, peut-être, qu'une question de jours et que la victoire est peu probable. « Je vais me battre », dit-il jeudi au micro de France Inter, tout en décrivant un paysage apocalyptique si l'extrême droite venait à prendre le pouvoir, libérant, notamment, la parole homophobe. « C'est une mission honorable parce qu'elle est historique. La mener, c'est une preuve de courage. Et les Français le verront », veut croire un confident du chef de l'Etat. ■

CLAIRE GATINOIS

Aux européennes, le vote écolo décroche dans les villes vertes

Le vote pour la liste des écologistes perd près d'une dizaine de points entre 2019 et 2024 dans les grandes villes dirigées par des maires EELV

Deux ans des prochaines municipales, c'est un coup de semonce. Dans les grandes villes dirigées par des maires écologistes, le score de leur famille politique aux européennes n'est pas des plus rassurants. Partout, elle perd une dizaine de points entre le scrutin de 2019 et celui du dimanche 9 juin : autour de 20 % en 2019, la liste conduite par Marie Toussaint n'a rassemblé qu'un électeur sur dix à Lyon (11,2 %), à Bordeaux (10,9 %), à Strasbourg (9 %) ou à Grenoble (12,9 %). A Annecy, elle n'a recueilli que 8,3 % contre 19,3 % en 2019.

Certes, c'est le double de ce que Europe Ecologie-Les Verts (EELV) a obtenu au niveau national (5,5 %). Par ailleurs, « on résiste un peu mieux à l'extrême droite qu'ailleurs », se réjouit Emmanuel Denis, maire (EELV) de Tours. A Bordeaux, Pierre Hurmic est satisfait de ce que le Rassemblement national soit arrivé quatrième dans sa ville, dimanche. « De Montaigne aux Girondins de

la Révolution française, Bordeaux est une terre humaniste, de résistance aux extrémistes », note-t-il. La réalité est néanmoins rude pour ces édiles, qui se savent attendus au tournant. Car la comparaison avec les municipales de 2020 est encore plus sévère, puisqu'ils avaient souvent dépassé les 30 %. A Grenoble, Eric Piolle avait même obtenu 46,7 % des voix dès le premier tour.

La gestion quotidienne
Comme les européennes de 2019 avaient préfiguré la vague verte de 2020, les résultats de dimanche annoncent-ils des lendemains gris pour les verts? « Prudence », conseille Thierry Dominici, maître de conférences à l'université de Bordeaux. « Le succès municipal de 2020, dit-il, s'explique notamment par le fait que les deux composantes de l'écologie politique avaient alors réussi à se rapprocher. »

L'« écologie institutionnelle » (EELV, Génération Ecologie ou Cap21) avait alors rallié, dans la

constitution des listes, une partie de l'« écologie radicale », c'est-à-dire les représentants de la société civile et les militants, qui prônent un changement total de paradigme. Cette stratégie « a attiré des militants qui se sont encartés », débouchant sur l'émergence d'une écologie politique hybride, indique M. Dominici.

Mais ces municipalités, composées d'un grand nombre de militants de la société civile, ont été confrontées au réel de la gestion quotidienne. « Très vite devenues des forces institutionnelles, elles ont peu à peu perdu cet électoral, qui s'est lassé », souligne M. Dominici. Pour les élus, c'est un enjeu permanent : « C'est notre ligne de crête : garder le lien avec les militants tout en incarnant une gestion crédible », décrit Léonore Moncond'huy, maire (Les Ecologistes) de Poitiers. Je ne suis pas contestée par la frange écologiste radicale. »

Certes, mais ces électeurs sont peut-être allés voir ailleurs... Pour les prochaines municipales, « tout dépendra du discours,

« L'ÉLECTORAT DE GAUCHE N'APPARTIENT À AUCUN PARTI », CONSIDÈRE EMMANUEL DENIS, MAIRE (EELV) DE TOURS

pense le politiste. Il faudra que les maires montrent que l'écologie est toujours là, même s'ils gèrent les affaires. » Pour lui, certains signes ne trompent pas. Les élus puisent fréquemment dans les références de l'écologie radicale, évoquant des notions comme le « commun » ou la « décroissance », qui font mouche dans l'oreille de ces militants.

S'ils sont partis pour Place publique, le mouvement de Raphaël Glucksmann, ou à La France insoumise (LFI), c'est toujours la gauche. Et, pensent les maires, qui rejettent l'hypothèse d'une sanction locale, ces électeurs reviendront le moment venu :

« L'électorat de gauche n'appartient à aucun parti », considère M. Denis, à Tours. « Les électeurs fluctuent entre les candidats de gauche, abonde M^{me} Moncond'huy. Ils peuvent faire des choix différents à chaque élection au sein de la palette de la gauche. Je ne parlerai donc pas de fuite, mais de fluctuation. Il ne faut pas tirer de leçons hâtives des européennes en matière d'impacts locaux. »

« Un bond de la gauche »
C'est aussi ce que pense le professeur de science politique à Sciences Po Grenoble Simon Persico. Ces maires « gouvernement déjà dans des coalitions de gauche, rappelle-t-il. Le Parti socialiste ou LFI sont dans leur majorité, et il serait très difficile pour eux de se faire élire contre le sortant ». D'une manière générale, ajoute M. Persico, « il est rare de perdre quand on est déjà maire » : 87 % des sortants, dans les villes de plus de 30 000 habitants, ont été réélus en 2020.

Ce qui compte aux yeux de ces édiles, c'est donc le niveau de la gauche tel qu'il ressort des européennes du 9 juin. Et là, tous se rassurent. « L'extrême droite a progressé dans notre ville à un niveau jamais vu, à 19 %, relève Jeanne Barseghian, maire (Les Ecologistes) de Strasbourg. Mais je constate aussi un bond de la gauche, qui représente plus de 50 % des voix. » Discours similaire à Bordeaux, même si Marie Toussaint, qui a grandi dans la cité des Aubiers, est une enfant du pays, ce qui rend la contre-performance amère.

« Les partis qui nous soutiennent ont fait 36 %, quand la coalition de la droite et de Renaissance arrive difficilement à 26 %, précise Pierre Hurmic. L'écologie est durablement installée dans le paysage politique bordelais. La majorité municipale est solide et elle se maintient à un bon niveau. » M. Hurmic considère au demeurant qu'il sera « jugé sur des enjeux locaux. Je suis un maire de terrain ». ■

BENOÎT FLOC'H

Comment le RN écrit le récit de son empêchement

Le parti d’extrême droite prépare le terrain à l’abandon de certaines mesures en cas de victoire

Le Rassemblement national (RN) présentera-t-il son programme de gouvernement avant les élections législatives ? La chose n’est pas arrêtée, même si plusieurs hauts responsables du parti poussent en faveur d’une forme de discours de politique générale de Jordan Bardella, détaillant le financement des mesures prévues. Pour l’heure, l’extrême droite a paré à l’urgence : une profession de foi, présentée jeudi 13 juin par *Le Figaro*, est partie à l’imprimerie. Y figurent huit points-clés, pour certains des mesures concrètes, pour d’autres des intentions plus floues. La formation d’extrême droite y parle pouvoir d’achat, sécurité, immigration et santé – nul mot sur l’environnement, l’éducation ou les retraites.

Ce dernier point a fait l’objet de débats en interne. Et reflète l’approche du parti dans cette campagne éclair : « *Nous tenons un discours de prudence pour rassurer, notamment les marchés, assume l’ex-député de la Somme Jean-Philippe Tanguy, qui fait figure de possible ministre de l’économie de Jordan Bardella. Ils ne laisseront pas le RN faire dériver les comptes, à l’inverse de ce qui est accordé à Emmanuel Macron. Nos premiers actes budgétaires seront sans déficit supplémentaire.* »

Alors que la conquête du pouvoir devient palpable, le RN semble déjà préparer le terrain à l’abandon de certaines mesures. Jordan Bardella a ainsi annoncé, mardi, le report de l’application de la réforme des retraites version lepéniste, martelée durant la lutte contre la réforme d’Emmanuel Macron, en 2023. Le parti continue d’assurer que la réforme ne rapporte rien à l’Etat, mais remet son abrogation au deuxième temps d’un futur mandat.

Selon les informations du *Monde*, d’autres mesures ne figureraient pas au premier budget d’un gouvernement RN : la suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité, l’exonération d’impôts sur le revenu des moins de 30 ans, une plus franche exonération de droits de succession. A cela, Jordan Bardella donne une explication qui ressemble à celle de beaucoup de premiers ministres avant lui : « *La situation économique dont nous allons hériter est (...) compliquée. (...) Je serai amené à faire des choix.* »



Arrivée de Marine Le Pen et de Jordan Bardella au QG du Rassemblement national, à Paris, le 13 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE ».

A ses proches, Marine Le Pen raconte que le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, en personne, lui a vivement conseillé de « *soulever le capot* » si elle prenait un jour les rênes du pays. C’est donc ce qu’elle ferait : un audit des comptes publics serait réclamé à l’inspection générale des finances et à la Cour des comptes. « *Cela n’a jamais été fait* », a dit Jordan Bardella, mardi, sur France 2 – il s’agit en réalité d’un grand classique en cas d’alternance. Le principe étant d’accuser ses prédécesseurs d’avoir caché des cadavres dans les placards de Bercy, et de relever les prévisions de déficit, afin de justifier des renoncements au programme ou de nouveaux impôts.

Aux cadres du mouvement, les dirigeants parlent désormais d’une rigueur nécessaire et d’efforts à fournir, équitablement répartis. Le RN ne s’accroche, pour l’instant, qu’à une seule mesure très coûteuse, estimant qu’elle est un motif déterminant du vote en sa faveur et relève du « *contrat moral* » avec l’électeur : la baisse

de la TVA à 5,5 % sur le gaz, le fioul et les carburants. Le parti la chiffre à 12 milliards d’euros et Bercy à 16,8 milliards. Elle figurerait dans un budget rectificatif à adopter en juillet. Combien de recettes en face ? Plusieurs pistes sont envisagées. La principale est explosive : il s’agit de la niche fiscale des armateurs, l’une des plus coûteuses pour l’Etat, qui bénéficie surtout au groupe CMA CGM et à son patron, Rodolphe Saadé, par ailleurs propriétaire de presse.

Pas de « double frontière »
« *On n’a pas la main sur Bercy. Donc, on verra ce que l’on peut faire. Mais on assume nos mesures* », dit Renaud Labaye, bras droit de Marine Le Pen à l’Assemblée nationale. Selon lui, après une première année de législature, qui sera consacrée à ces mesures d’urgence, le parti pourra décliner le reste de son programme en fonction de ses marges de manœuvre. L’exonération de cotisations patronales sur les augmentations de salaire jusqu’à 10 %, autre dispositif phare du logiciel lepéniste

critiquée par les économistes, pourrait ainsi intégrer le budget 2025. Mais uniquement à l’issue d’une conférence sociale, que l’extrême droite convoquerait dès la rentrée 2024. Parmi les sujets que le RN mettrait sur la table : le devenir du crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi.

Prétextant une dégradation financière « *cachée* » par l’actuel gouvernement, les cadres du RN préviennent qu’ils raboteront une partie des promesses inscrites dans leur programme de référence, celui de Marine Le Pen lors de la présidentielle 2022. « *On ne pourra pas arriver et raser gratis, contrairement à ce que des gens pensent. Si la situation est dégradée comme on le craint, nous devrions gouverner à budget constant* », répète Roger Chudeau. L’ex-député du Loir-et-Cher et ancien inspecteur général de l’éducation nationale annonce avoir remis la revalorisation de la grille indiciaire des enseignants de 3 % par an. L’augmentation serait désormais « *conditionnée* », « *forfaitaire* » et renvoyée à la tenue d’une

**OUTRE L’ÉTAT
DES COMPTES PUBLICS,
LE RN BRANDIT DÉJÀ,
AUPRÈS DE L’OPINION,
LES « CONTRAINTES
INSTITUTIONNELLES » QUI
OBÉRERAIENT SON ACTION**

« *convention nationale de la fonction d’enseignant au XXI^e siècle* ».

Outre l’état des comptes publics, le RN brandit déjà, auprès de l’opinion, les « *contraintes institutionnelles* » qui obéreraient son action. En période de cohabitation, l’ancien Front national devrait ronger son frein en matière d’immigration. « *Priorité nationale* » dans l’accès au logement, à l’emploi et aux prestations sociales ; abolition du droit du sol ; quasi-suppression du regroupement familial ; restriction du droit d’asile : le parti a préparé un projet de loi à soumettre par référendum pour entériner

des mesures aujourd’hui contraires à la Constitution. La procédure choisie, l’article 11 de la Constitution, remise en cause par de nombreux juristes, requiert l’initiative du président de la République.

Impossible aussi pour le RN d’envisager sa « *double frontière* », martelée par Jordan Bardella lors de la campagne des européennes. Interrogée par *Le Monde*, début juin, sur ce dispositif restreignant la libre circulation dans l’espace Schengen aux citoyens européens, Marine Le Pen avait conditionné son application à une révision des traités européens, qu’elle souhaite promouvoir en cas d’accession à l’Elysée. Pas avant 2027.

D’ici là, Renaud Labaye limite l’agenda sur l’immigration à une promesse formulée par tous les derniers gouvernements (exécuter les obligations de quitter le territoire français), une loi complétant celle promulguée par le chef de l’Etat (limiter les dérogations à l’expulsion) et un « *symbole* » (réclamer la dénonciation de l’accord franco-algérien de 1968).

Le RN n’a pas encore la majorité à l’Assemblée nationale – et Matignon – qu’il écrit donc le récit d’un empêchement maximum pratiqué à son encontre par Emmanuel Macron, dans l’exercice des pouvoirs propres du chef de l’Etat, en France et au-delà. Ancien député de Gironde et référent du RN sur les questions agricoles, Grégoire de Fournas ajourne, faute d’accession au Conseil européen, où siège le président, plusieurs engagements formulés à l’adresse des exploitants, dont la sortie de l’agriculture des accords de libre-échange conclus par l’UE ou la réforme du marché unique. Il ne compte pas plus instaurer rapidement de « *prix planchers* » sur les produits agricoles, proposition historique du RN pour protéger le revenu des agriculteurs : aucun obstacle « *institutionnel* », cette fois, juste la considération que l’actuelle législation est « *suffisante* ».

Le programme n’est pas encore annoncé qu’il contient nombre d’abandons. Une chose est sûre, la suppression de la double nationalité n’y figurera pas. L’ex-député du Nord Sébastien Chenu l’a pourtant défendue, jeudi, sur le plateau de « *Touche pas à mon poste* ! ». Mais Marine Le Pen y a renoncé depuis 2022. ■

CLÉMENT GUILLOU
ET CORENTIN LESUEUR

Chez Les Républicains, Ciotti s’accroche, Bellamy sème le trouble

L’ex-président du parti conteste son exclusion devant la justice. L’eurodéputé a déclaré, lui, qu’il voterait pour le RN en cas de duel avec LFI

Les Républicains (LR) sont coupés en deux et la France est pliée en quatre face au spectacle aussi absurde que patétique offert par la droite depuis l’accord électoral passé, mardi 11 juin, entre le président de LR, Eric Ciotti, et le Rassemblement national (RN). Après avoir reçu un quart des signatures des conseillers nationaux nécessaires, un nouveau bureau politique a « *légitimé* » en visioconférence, vendredi matin, l’exclusion de son président, Eric Ciotti, démis de ses fonctions, mercredi, à 101 voix pour, une abstention et un contre.

En fin de matinée vendredi, le tribunal judiciaire de Paris doit examiner en urgence le recours de M. Ciotti contre son exclusion. Celui-ci clame son bon droit et a encore dénoncé « *un quarteron de perdants en retraite* [qui] *me donne des leçons, alors qu’ils sont planqués* », jeudi soir sur le plateau de « *Touche pas à mon poste* ! »,

sur C8, où il était présenté avec toute la révérence possible comme « *président des Républicains* » par l’animateur, Cyril Hanouna.

Dans sa solitude, le président déchu conserve au moins le soutien des médias de son ami, le milliardaire breton Vincent Bolloré. Jeudi matin au siège de LR, Eric Ciotti s’affichait dans son bureau – sans ordinateur – dans une vidéo de treize secondes sur fond de musique militaire vite tournée en dérision sur le réseau X. Sur cinquante permanents, seuls quatre répondent encore à ses consignes. M. Ciotti accompagné d’un huissier, a réclamé le fichier des candidats de la commission nationale d’investiture au directeur des élections, mais ce dernier a refusé de le lui donner.

Il n’y a guère que Guilhem Carayon, président des Jeunes Républicains pour enchaîner les plateaux de télévision et défendre cette « *union des droites* ». « *Ils*

sont devenus complètement fous et ne comprennent rien de ce que veulent les électeurs de droite », a dénoncé, au *Figaro*, le probable futur candidat dans le Tarn.

Comme lui, ils seront entre soixante-dix et quatre-vingts à partir en campagne dans le cadre des accords négociés entre M. Ciotti et ses nouveaux alliés. L’intéressé a eu l’occasion d’en discuter, jeudi, lors d’un déjeuner avec les deux têtes du RN, Marine Le Pen et Jordan Bardella. Pendant ce temps, les LR « *canal histo-*

rique » s’interrogent. Pourront-ils afficher le logo des Républicains sur leur tract de campagne ? « *On n’a reçu aucun document, même pas un mail. C’est le bordel complet et tout le pays se marre en voyant le spectacle que l’on offre* », se désole une jeune candidate.

Rétropédalage

La droite s’enfonce encore un peu plus dans la crise. Même le visage uni affiché, mercredi, par tous les ténors du parti, s’est déjà un peu lézardé après la sortie matinale, jeudi, de François-Xavier Bellamy. Sur Europe 1, la tête de liste de LR aux élections européennes a assuré qu’il voterait, « *bien sûr* », pour le RN en cas d’un second tour face à un candidat de l’alliance de gauche Nouveau Front populaire. De quoi parasiter le message d’une droite républicaine prête à partir sur une ligne autonome. Surtout de la part de celui qui a pris la gouvernance provisoire du

**JEUDI, AU SIÈGE DE LR,
M. CIOTTI S’AFFICHAIT
DANS SON BUREAU, DANS
UNE VIDÉO DE TREIZE
SECONDES, SUR FOND
DE MUSIQUE MILITAIRE**

dont elle a tellement besoin. » Mais le mal était fait. « *M. Bellamy doit comprendre qu’il n’est pas candidat aux législatives, il doit se taire ou répéter la position de Gérard Larcher* », souffle un cadre du parti. Mercredi, sur TF1, le président (LR) du Sénat déclarait que, en cas de duel entre des candidats RN et LFI, le 7 juillet, il ne choisirait ni l’un ni l’autre. Dans l’entourage de Xavier Bertrand, on rappelle la ligne du président de la région des Hauts-de-France : « *Jamais un vote pour le RN.* »

La prise en étai des Républicains entre la Macronie et l’extrême droite continue à être à l’œuvre à l’amorce de ces législatives. Le maire de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), Sylvain Berrios, a ainsi annoncé être candidat avec le soutien commun d’Horizons, le parti d’Edouard Philippe, et de LR, confirmant une information du *Monde*. ■

ALEXANDRE PEDRO



Les dirigeants du G7 lors d'une démonstration de parachutisme à Savelletri, dans les Pouilles (Italie), le 13 juin. MANDEL NGAN/AFP

« On attend de Macron qu'il explique sa décision », note un diplomate européen

trémisme a le vent en poupe », a aussi déploré le premier ministre social-démocrate roumain, Marcel Ciolacu.

La décision de dissoudre l'Assemblée nationale a encore ajouté à l'inquiétude dans cette région, tant l'arrivée d'un éventuel gouvernement RN, moins favorable au soutien de l'Ukraine, pourrait faire basculer le cours de la guerre qui a lieu dans un pays voisin. « Nous espérons que la France maintiendra le cap en ce qui concerne le soutien politique à l'Ukraine et qu'elle augmentera l'aide matérielle avec une gouvernance politique plus claire », dit ainsi Tomas Kopecny, chargé de la reconstruction de l'Ukraine au sein du gouvernement tchèque.

Si des dirigeants favorables à Kiev se sont gardés de réagir officiellement, de nombreux observateurs ont fait part de leur surprise qu'Emmanuel Macron ait pris une telle décision. Le site tchèque *Aktualne.cz* se demande, par exemple, si « Macron est devenu fou ». Tous les médias de la région se penchent sur le profil de Jordan Bardella en s'interrogeant sur la possibilité que ce dernier change en profondeur la politique ukrainienne de la France. « Si Le Pen est sur le point de gagner, la parole de Macron aura bien moins de poids [au Conseil européen]. Tout le monde le considérera comme un homme du passé », selon le site hongrois *Valasz Online*.

En revanche, le premier ministre nationaliste hongrois, Viktor Orban, connu pour sa proximité avec le président russe, Vladimir Poutine, a affiché sa satisfaction. « Des élections législatives anticipées doivent maintenant avoir lieu [en France], où il y a de fortes chances que les partisans de la paix réitérent leur victoire », a célébré le dirigeant hongrois dans un entretien au site *Index*, souhaitant ouvertement une deuxième victoire du RN. Selon lui, ce basculement de la France serait la « première manche » avant l'élection présidentielle américaine de novembre, où il espère le retour de Donald Trump.

Dans le nord de l'Europe, l'incompréhension domine, mêlée à un sentiment d'inquiétude concernant la position prorusse du RN. Pour le correspondant à Paris du journal de gauche danois *Information*, Tore Keller, « Macron joue avec le feu », risquant de mener son parti au « massacre » et l'extrême droite au gouvernement, ce qui aurait pour conséquence d'« empêcher le reste de l'UE d'aller de l'avant » et de « mettre fin au soutien financier de la France aux Ukrainiens en difficulté ».

En Suède, l'éditorialiste Annika Ström Melin remarque, dans le journal libéral *Dagens Nyheter* : « Si [le président français] échoue, c'est toute l'Europe qui en paiera le prix », car « un chef de gouvernement français nationaliste et prorusse pourrait faire des dégâts incalculables ». Sur le site d'information consacré à l'UE *Omeuropa*, le journaliste Henrik Brors s'inquiète des répercussions pour l'Europe si « une des principales puissances de l'UE [se retrouve avec] une Poutiniste d'extrême droite à la tête de son gouvernement ». Selon le journal conservateur *Svenska Dagbladet*, un Macron affaibli n'est pas une bonne nouvelle, car « ce n'est pas à Berlin que l'on trouvera les grandes visions d'une transition verte ou des réformes incontournables qui permettraient à l'Ukraine de devenir membre de l'UE ». ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND,
ANNE-FRANÇOISE HIVERT,
ALLAN KAVAL,
VIRGINIE MALINGRE,
ET THOMAS WIEDER

En Europe, la dissolution de Macron alarme ou réjouit

Berlin et Varsovie s'inquiètent pour la pérennité du soutien de Paris à l'Ukraine. Rome et Budapest espèrent la victoire de l'extrême droite

BERLIN, BRUXELLES, MALMÖ (SUÈDE), ROME ET VIENNE - correspondants

Emmanuel Macron n'est pas le seul chef d'Etat et de gouvernement européen à avoir été désavoué par les élections européennes, le 9 juin. Le chancelier allemand social-démocrate, Olaf Scholz, pour n'en citer qu'un, a également subi un sérieux revers. Mais les homologues de M. Macron, avec lesquels il doit dîner à Bruxelles, lundi 17 juin, pour la première fois depuis le scrutin, ont très envie de l'entendre sur sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections anticipées les 30 juin et 7 juillet.

Certes, il s'agit d'une question de politique nationale, que les Vingt-Sept évitent d'aborder quand ils se retrouvent pour un conseil européen – après tout, chacun a ses problèmes. Mais, en l'occurrence, ce qui se passera à Paris ne sera pas sans influence sur la marche des affaires communautaires.

« A Berlin, ils sont tétanisés »

Dans ce contexte, avant d'évoquer, lundi soir, les différentes nominations à la présidence de la Commission, à celle du Conseil européen et au poste de haut représentant, les Vingt-Sept ont prévu un échange sur les résultats des élections européennes. « On attend de Macron qu'il explique sa décision. Ce sera l'éléphant dans la pièce », confie un diplomate européen. Avant d'ajouter : « Le succès de l'extrême droite en France, c'est l'élément majeur du scrutin européen. » « Si on a un problème en Belgique ou en Slovaquie, ça va. Si on a un problème en France, c'est autre chose », confie une autre source européenne.

« Il y aura une explication de texte », confirme un proche du président. Quelle forme prendra-t-elle ? Emmanuel Macron prendra-t-il la parole ? Evoquera-t-il la situation au fil des discussions ? « Rien n'est encore décidé, mais il est probable que le président reviendra sur la situation en France », répond l'Elysée. Dans les apartés, en marge du conseil, le sujet sera sans aucun doute au cœur des discussions.

Entre autres questions, de Rome à Riga, en passant par Varsovie et Berlin, on se demande, par exemple, si un gouvernement dirigé par Jordan Bardella, le président du Rassemblement national (RN), continuerait de financer l'aide à l'Ukraine. « C'est ma plus grande inquiétude », confie un diplomate européen d'un pays de l'Est. « Avec une cohabitation en France, l'élargissement à l'Ukraine, c'est mort », ajoute l'un de ses collègues. D'autres redoutent les conséquences économiques d'un tel scénario.

« A Berlin, ils sont tétanisés par la possibilité que l'extrême droite prenne le pouvoir en France, en plus de la guerre et du décrochage économique », affirme une source européenne. « Quelle ironie si Macron – le champion d'une UE et d'une Ukraine fortes – devait être responsable de l'affaiblissement des deux », a commenté, sur X, Mujtaba Rahman, spécialiste de l'Europe pour le cabinet de consultants Eurasia, le 11 juin.

Cette semaine, Emmanuel Macron a l'occasion d'échanger avec certains de ses homologues au G7, en Italie, au sommet pour la paix en Ukraine, en Suisse, puis avec ses homologues libéraux, à

Bruxelles, lundi. Au Quai d'Orsay, on a préparé des éléments de langage qui ont été communiqués à tous les ambassadeurs de France au sein de l'Union. Mercredi, le ministre délégué chargé de l'Europe, Jean-Noël Barrot, a échangé avec eux. « Ils avaient beaucoup de questions d'ordre économique, émanant des grandes entreprises européennes ou du patronat. Ils sont inquiets de la situation, se demandent quel est le programme économique du RN », relate-t-on dans son entourage.

Alors que sa visite d'Etat de trois jours en Allemagne, fin mai, lui avait valu d'élégieux commentaires dans la presse du pays, l'annonce, par Emmanuel Macron, de la dissolution de l'Assemblée nationale a été accueillie très négativement outre-Rhin. A de rares exceptions près, comme le quotidien conservateur *Die Welt*, pour qui le président français a « montré une forme de grandeur » contrastant avec la « suffisance d'Olaf Scholz », lequel a fermé la porte à des élections anticipées alors que son parti a obtenu, dimanche, le pire score de son histoire, la sidération a été totale.

Tandis que le *Spiegel* décrit un « président kamikaze », le quotidien de centre gauche *Süddeutsche Zeitung* estime que « Macron perd ses nerfs », reprochant au chef d'Etat français une « décision impulsive » qui « met en jeu le destin du pays » et pourrait avoir des « conséquences fatales ». Sept ans après être tombée sous le charme d'un jeune président alors décrit par la quasi-totalité de la presse comme un « enfant prodige de la politique », l'Allemagne est aujourd'hui tétanisée par l'hypothèse d'une victoire du RN.

« Il en résulte une grande incertitude quant à l'identité du futur

gouvernement français et quant à la capacité de la deuxième économie de la zone euro à être un partenaire fiable sur la scène européenne, à une époque où une entente étroite [avec Berlin] est nécessaire, notamment sur les questions militaires et commerciales », s'inquiétait, jeudi, le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, alors que *Die Zeit*, le grand hebdomadaire du centre gauche intellectuel, estime que « le président français risque de sombrer dans le chaos qu'il a lui-même provoqué ».

A Rome, le camp de Giorgia Meloni se réjouit de la situation politique en France. D'abord parce que la faiblesse de l'exécutif français fait la force de l'Italie, du point de vue de la présidence du conseil, et cela au moment même où elle accueille les chefs d'Etat et de gouvernement du G7. Ses amis politiques se félicitent d'autant plus de la voir mise en lumière que l'assise politique nationale de ses partenaires français est amoindrie. Sortie victorieuse des élections européennes en Italie, la formation de M^{me} Meloni, Fratelli d'Italia (nationale conservatrice), a obtenu 28,8 % des suffrages, près de 3 points de plus que lors des législatives de 2022, qui l'avaient portée au pouvoir.

L'ascendant de Paris en Europe étant insupportable à cette famille politique issue du postfaschisme, la configuration actuelle a donc de quoi la ravir. « Alors que les autres gouvernements sortent en mauvaise posture de ces élections, le gouvernement italien en sort renforcé. (...) C'est une grande victoire pour nous, mais aussi pour toute l'Italie, qui sera plus forte en Europe », affirmait ainsi, dimanche, le responsable de l'organisation de Fratelli d'Italia, Gio-

vanni Donzelli, au micro de la chaîne de télévision La 7.

A un discours triomphaliste sur les rapports de force entre gouvernements s'ajoute la satisfaction de voir un allié politique potentiel, le RN, en situation d'accéder au pouvoir. Le parti de Marine Le Pen et celui de M^{me} Meloni appartiennent à deux familles différentes de l'extrême droite, réparties en deux groupes distincts au Parlement de Strasbourg. Leurs positions sur l'Ukraine diffèrent, la cheffe de l'exécutif italien s'étant résolument engagée dans le soutien à Kiev. Pourtant, l'idée d'un rapprochement a fait son chemin.

« L'Europe en paiera le prix »

« L'avenir de nos relations avec le Rassemblement national au Parlement, c'est bien sûr une alliance », explique Nicola Procaccini, député européen Fratelli d'Italia et cheville ouvrière des stratégies du parti en Europe. « Une victoire du camp de Marine Le Pen aux élections législatives françaises et son arrivée au gouvernement seraient sans conteste une bonne nouvelle pour nous. » La composition de l'alliance formée par le RN, Marion Maréchal et Eric Ciotti réplique d'ailleurs les ensembles souverainiste, conservateur et populaire qui constituent la coalition au pouvoir à Rome. Giorgia Meloni n'a cessé d'appeler de ses vœux une majorité de cette nature à Bruxelles. Elle peut déjà se féliciter d'en voir les prémices à Paris.

Depuis dimanche, la France inquiète profondément les européens d'Europe centrale. Les résultats de l'élection en France sont « dramatiques », a noté le premier ministre polonais de centre droit, Donald Tusk. « L'ex-

« Si on a un problème en Belgique ou en Slovaquie, ça va. Si on a un problème en France, c'est autre chose », confie une source européenne

Le G7 prêt à renforcer son soutien financier à l’Ukraine

Réunis en Italie, les dirigeants des démocraties les plus riches ont approuvé le principe d’un prêt de 50 milliards de dollars pour Kiev

BARIE (ITALIE) - envoyé spécial

Pass de survie ni de succès militaire de l’Ukraine sans assistance financière. Réunis jeudi 13 juin à Borgo Egnazia, près de Bari, dans le sud de l’Italie, les dirigeants du G7 ont trouvé un accord de principe pour mettre en place, d’ici à la fin de l’année, un prêt de 50 milliards de dollars (46,5 milliards d’euros) accordé à Kiev. Ce dispositif a été longuement discuté ces derniers mois par les sept démocraties les plus riches de la planète (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, ainsi que l’Union européenne). L’idée est d’activer cette nouvelle ligne de crédit avant le retour éventuel de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025.

De manière inédite, ce prêt serait remboursé au fil des années grâce aux intérêts générés par les actifs russes immobilisés à l’étranger. Mais le projet suscite des frictions entre Washington, Paris et Berlin. Les ministres des finances du G7 devront surmonter ces divergences pour en fixer les modalités.

Sans attendre les détails, Joe Biden a parlé, aux côtés de Volodymyr Zelensky, d’un « accord historique ». « Il est juste que ce soit la Russie qui paye », a souligné le président ukrainien, après avoir signé, en marge du sommet, un accord bilatéral de sécurité avec les Etats-Unis puis le Japon. « C’est le signal que l’aide financière à l’Ukraine ne coûtera rien aux contribuables européens », s’est félicitée la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Ces derniers mois, les pays de l’Union européenne (UE) ont résisté aux pressions venues des Etats-Unis et d’Ukraine pour confisquer purement et simplement les avoirs russes gelés sur le Vieux Continent – quelque 300 milliards d’euros – afin de financer l’effort

de guerre de l’Ukraine et sa reconstruction. En revanche, les Vingt-Sept ont fait un premier pas en adoptant, début mai, un accord pour saisir les revenus provenant de ces avoirs, pour un montant annuel compris entre 2,5 milliards et 3 milliards d’euros. Des sommes destinées cette année, selon les Etats de l’UE, à financer les livraisons européennes d’armes à Kiev.

Pour la suite, les membres de l’UE doivent encore développer un mécanisme permettant de gérer durablement les avoirs russes concernés, alors que les sanctions sont jusqu’ici renouvelées tous les six mois, au risque d’être bloquées par un pays comme la Hongrie. Par ailleurs, tandis que les Etats-Unis sont prêts à avancer les sommes promises, tout comme le Canada et le Royaume-Uni, la France et l’Allemagne entraînent les pieds. Les officiels français suggèrent plutôt de solliciter l’UE.

Réformes de long terme

Une chose est sûre : l’assistance financière est cruciale, non seulement pour soutenir l’effort de guerre, mais aussi pour maintenir l’économie à flot et aider à la reconstruction d’un pays où la moitié des infrastructures énergétiques ont été détruites depuis l’hiver. « Le déficit budgétaire devrait atteindre les 43 milliards de dollars en 2024 et il sera en grande partie couvert par l’aide internationale », indique le ministre ukrainien des finances, Serhi Marchenko.

Le déficit est creusé en grande partie par l’effort de guerre. Les dépenses militaires représentent à elles seules 40 milliards de dollars, soit la moitié du budget de l’Etat en 2024, et 22 % de son PIB. D’autres dépenses, liées indirectement à la guerre, sont en hausse, comme les indemnités versées aux veuves de guerre, une somme fixée à 15 millions de hryvnias (340 000 euros) pour chacune,

Le prêt serait remboursé grâce aux intérêts générés par les actifs russes immobilisés à l’étranger

alors qu’au moins 31 000 soldats ukrainiens sont morts depuis l’invasion russe – un chiffre cité en février par M. Zelensky. En deux ans, le budget de l’Etat ukrainien a quadruplé. « Le soutien des donateurs est essentiel pour assurer le financement des dépenses sociales comme la santé ou l’éducation, et permettre la reconstruction », insiste M. Marchenko.

Cette dépendance vis-à-vis de l’aide étrangère peut toutefois fragiliser l’Ukraine si elle venait à se tarir. Après avoir atteint les 42,5 milliards de dollars en 2023, elle a diminué à 38,21 milliards de dollars en 2024, selon les prévisions du Fonds monétaire international, et, pour l’instant, les engagements pour 2025 ne dépassent pas les 22,9 milliards de dollars.

L’aide a aussi ses contreparties. D’abord, une lutte sans merci contre la corruption. En avril, le ministre de l’agriculture, Mykola Solskyi, a démissionné, accusé d’avoir mis la main sur des terres appartenant à l’Etat d’une valeur de 6,9 millions d’euros. En janvier 2023, les vice-ministres des infrastructures et de la défense, Vasyl Lozinsky et Vyacheslav Chapolov, eux aussi soupçonnés de corruption, ont quitté leur poste.

L’Ukraine doit aussi répondre aux exigences des bailleurs de fonds et mener des réformes dans des domaines aussi variés que la fonction publique ou le droit du travail. Elle en a répertorié plus de

400 sur le site Reform Matrix, destiné aux bailleurs de fonds. « Le risque est que les pays donateurs privilégient des mesures limitées aux résultats immédiats et mesurables, sans prendre en compte le besoin de réformes plus globales et de long terme, met en garde Nataliaia Shapoval, de la Kyiv School of Economics (KSE), basée à Kiev. Par exemple, toute réforme fiscale ne produit des résultats qu’au bout de plusieurs années et peut même entraîner une baisse des recettes temporairement lors de sa mise en place. »

« Il ne peut y avoir d’armée forte sans une économie puissante », reconnaît M. Marchenko. Ravagée par la guerre, l’économie ukrainienne surprend justement par sa résilience. La hausse du PIB devrait atteindre 3,5 % en 2024, contre 4,6 % prévus initialement, malgré les coupures de courant et une pénurie de main-d’œuvre à cause de la mobilisation sur le front.

La bonne santé de l’agriculture, qui représente 9 % du PIB et la moitié des exportations ukrainiennes, illustre bien cette résilience. En dépit de la destruction de champs et du blocus en mer Noire, le transport des denrées agricoles s’est poursuivi par un corridor côtier et par les voies terrestres. « Les exportations ont retrouvé leur niveau d’avant-guerre en valeur, même si les volumes sont un peu plus faibles, grâce à la montée en puissance de l’industrie de transformation, note Nataliaia Shapoval. L’automatisation a permis au secteur de faire face à la pénurie de main-d’œuvre. »

Grâce au dynamisme de l’économie, le montant des impôts collectés est revenu à son niveau d’avant l’invasion russe, selon le ministère ukrainien des finances, mais ces ressources sont encore largement insuffisantes pour faire face aux besoins de la guerre. ■

JULIEN BOUSSOU (À PARIS)
ET PHILIPPE RICARD

A l’OTAN, Budapest obtient une dérogation pour s’exonérer du soutien militaire à Kiev

La Hongrie ne financera pas le programme de coordination de livraison d’armes

BRUXELLES - bureau européen

Après l’Union européenne (UE), c’est au sein de l’Alliance atlantique que la Hongrie commence à sérieusement irriter ses partenaires. Alors que les alliés affinent le paquet d’aides que l’OTAN souhaite apporter à Kiev lors du sommet de l’organisation militaire qui se tiendra à Washington du 9 au 11 juillet, le secrétaire général de l’organisation, Jens Stoltenberg, a pris une décision en faveur de la Hongrie qui, à terme, pourrait ne pas rester sans conséquence.

Comme les Etats-Unis et l’Allemagne ne veulent toujours pas inviter l’Ukraine à rejoindre officiellement l’Alliance atlantique, M. Stoltenberg a proposé, en attendant, d’intégrer au sein de l’OTAN une partie des missions du groupe de contact pour la défense de l’Ukraine. Créée en avril 2022, cette structure sous direction américaine prépare, coordonne et livre à l’Ukraine l’ensemble des armes que les Occidentaux fournissent au pays en guerre.

Afin d’intégrer ces services dans l’OTAN, il faut que tous les alliés soutiennent la mesure. Or, un seul résiste à cette proposition : la Hongrie de Viktor Orban, hostile depuis le début du conflit à toute aide militaire à l’Ukraine. Courant mai, l’homme fort de Budapest avait même accusé l’Alliance atlantique d’entraîner ses membres « dans une conflagration mondiale ».

Dès lors, pour arracher son soutien, M. Stoltenberg a négocié avec lui une dérogation. Et, mercredi 13 juin, il pouvait annoncer, après une rencontre avec M. Orban, un « accord sur les modalités de la non-participation de la Hongrie au soutien de l’OTAN à l’Ukraine ». « Dans le même temps, précise M. Stoltenberg, le premier ministre m’a assuré que la Hongrie ne s’opposerait pas à ces efforts, permettant ainsi aux autres alliés d’aller de l’avant. »

La Hongrie « ne peut pas changer les décisions des 31 autres Etats membres », considérait pour sa part le chef du gouvernement hongrois, mais le pays « ne contribuera pas financièrement et n’enverra aucun homme à cette guerre ». Concrètement, la Hongrie ne financera pas ce programme de coordination, installé aujourd’hui en Allemagne, et aucun personnel hongrois de l’OTAN ne pourra y être affecté.

Pour certains diplomates, qui veulent s’assurer du succès du prochain sommet de Washington, M. Stoltenberg a trouvé le modus operandi idéal pour débloquent la situation avec la Hongrie. Comme le rappelle Julianne Smith, l’ambassadrice américaine auprès de l’OTAN, « tous les membres de l’Alliance ne participent pas toujours à toutes les activités ou missions de l’OTAN ».

Pour d’autres diplomates, néanmoins, introduire une dérogation et accepter qu’un des alliés se disocie du soutien politique à l’Ukraine posent question. Non

« Tous les membres de l’Alliance ne participent pas toujours à toutes ses missions »

JULIANNE SMITH
ambassadrice américaine
auprès de l’OTAN

« Cela autorise la Hongrie à demander toujours davantage », s’insurge un diplomate

seulement « on a appris cette dérogation par la presse », s’insurge un diplomate, mais, de plus, « cela autorise la Hongrie à demander toujours davantage ». De fait, au sein de l’Union européenne, Budapest est coutumier du fait. La Hongrie bloque ainsi toujours nombre de dossiers liés à l’Ukraine, dont le financement de l’aide militaire à Kiev ou l’ouverture des négociations d’adhésion à l’UE, par exemple. De même, la Hongrie avait été la dernière à valider, début 2024, l’entrée de la Suède dans l’OTAN.

« A l’OTAN, cette dérogation permettra-t-elle à la Hongrie de lever toutes ses autres objections, comme son refus, par exemple, de soutenir jusqu’à présent la nomination du prochain secrétaire général ? », s’interroge une source otanienne. Alors que vingt-neuf alliés soutiennent déjà le Néerlandais Mark Rutte pour ce poste, la Hongrie soutient, aux côtés de la Roumanie, l’actuel président roumain, Klaus Iohannis. Seule la Slovaquie n’a pas fait connaître son choix.

Le risque d’un précédent

« L’OTAN fonctionne sur le seul consensus. Aucune dérogation n’est prévue dans le traité », poursuit un diplomate, « pas hostile en principe à une dérogation, mais génée » par la situation. De telles divergences entre les alliés ne sont pas sans précédent. En 2011, quand l’OTAN a participé à une campagne militaire en Libye, la Turquie et l’Allemagne ne souhaitaient pas y être associées. Ni Ankara ni Berlin n’y ont participé, mais ces deux pays n’ont pas pour autant remis en cause leur participation financière à l’opération.

Reste que cela peut créer un précédent pour l’Alliance atlantique. Pour l’instant, M. Stoltenberg, qui doit quitter son poste à l’automne, minimise ce risque concernant le soutien à l’Ukraine. « Il y a un large consensus entre les pays depuis de nombreuses années (...) sur le fait que nous devons fournir un soutien militaire à l’Ukraine. » A mesure que le conflit dure, imaginer que des alliés puissent changer d’orientation politique et demander à bénéficier de dérogations est plausible.

Ainsi, la Slovaquie, depuis le retour de Robert Fico, élu sur un programme prorusse, a bel et bien modifié sa politique d’aide vis-à-vis de Kiev, en arrêtant les livraisons d’armes. Mais la Slovaquie ne s’est pas opposée à l’actuel paquet d’aides de l’OTAN à l’Ukraine. D’autres alliés, plus importants, en plein processus électoral, comme la France, pourraient également connaître un changement d’orientation politique. « Quand on met en place une nouvelle règle, rappelle un diplomate, il faut en mesurer toutes les implications. »

A Bruxelles, un changement de gouvernement en France n’inquiète cependant pas M. Stoltenberg. Selon lui, « l’expérience prouve que les alliés de l’OTAN ont toujours réussi à rester unis quels que soient les différents partis au pouvoir. » ■

PHILIPPE JACQUÉ

La Hongrie condamnée à une amende historique pour sa politique migratoire

Budapest s’est soustrait à la politique européenne d’asile, estime la Cour de justice de l’UE

VIENNE - correspondant régional

Jamais la Cour de justice de l’Union européenne (CJUE) n’avait infligé une amende aussi lourde à un Etat membre. Jeudi 13 juin, la Hongrie du premier ministre nationaliste Viktor Orban a été condamnée à verser 200 millions d’euros d’amende à la Commission et 1 million d’euros supplémentaires d’astreinte par jour tant qu’elle refusera d’appliquer un arrêt prononcé en 2020 par la même Cour, et qui appelait le pays à restaurer un droit d’asile effectif sur son territoire.

Dans un arrêt particulièrement sévère, les juges de Luxembourg reprochent à la Hongrie de s’être « soustraite de manière systématique et délibérée » à la politique européenne d’asile, ce qui constitue « une violation du droit d’une gravité exceptionnelle ». Dans le collimateur des juges figure notamment une loi hongroise de 2016 qui interdit aux migrants de déposer une demande d’asile s’ils n’ont pas obtenu d’abord l’autorisation des ambassades en Serbie ou en Ukraine avant de pouvoir entrer sur le territoire hongrois.

Bien que jugée contraire au droit européen en 2020, cette procédure ultrarestrictive est toujours en place. Elle a mené à une disparition quasi complète du droit d’asile en Hongrie, avec seulement 28 demandes déposées en 2023. Et elle pousse les dizaines de milliers de migrants qui traversent toujours la Hongrie depuis la route des Balkans à se rendre le plus vite possible vers l’Autriche pour y déposer leur demande.

Longue liste de contentieux

« Ce comportement de la Hongrie a pour effet de transférer aux autres Etats membres la responsabilité qui lui incombe, y compris sur le plan financier (...) et porte une atteinte extrêmement grave au principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les Etats membres », fustigent d’ailleurs les juges dans leur arrêt. La Hongrie avait expliqué son refus d’appliquer l’arrêt de 2020 en prétextant une procédure interne devant sa Cour constitutionnelle, mais cet argument est balayé par la CJUE, qui rappelle la « primauté du droit de l’Union » sur des « dispositions de droit national, fusent-elles d’ordre constitutionnel ».

Ce jugement s’ajoute à une longue liste de contentieux contre la politique migratoire hongroise déclenchés par la Commission et les ONG. Jusqu’ici, Budapest a systématiquement perdu toutes ces procédures, aussi bien devant la Cour de Luxembourg que devant la Cour européenne des droits de l’homme. Mais M. Orban s’est toujours contenté de suivre ces décisions à la marge, en continuant de refuser d’appliquer l’essentiel du droit européen face à ceux qu’il désigne uniquement sous l’expression « migrants illégaux ».

Cette décision est « scandaleuse et inacceptable », a d’ailleurs de nouveau réagi Viktor Orban sur X, en estimant « que les migrants illégaux sont plus importants pour les bureaucrates de Bruxelles que leurs propres citoyens européens ». « Ce verdict n’aurait pas pu être rendu par un tribunal normal », a abondé le porte-parole du gouvernement hongrois, Gergely Gulyas, en le comparant aux jugements de l’époque « communiste ». M. Gulyas n’a toutefois pas expliqué clairement si la Hongrie allait se conformer au jugement, renvoyant à sa lecture ultérieure en détail.

De son côté, le Comité Helsinki hongrois, principale association d’aide aux migrants, a dit espérer que le jugement « mettra fin à l’une des pratiques les plus honteuses » de la Hongrie et déploré que « les coûts financiers seront assumés par les contribuables hongrois jusqu’à ce que le gouvernement respecte l’Etat de droit ». En imposant une peine plus lourde que celle qui avait été demandée par la Commission dans son recours, et plus lourde que celle qu’elle avait infligée à la Pologne en 2021 pour ses tentatives de mise au pas de la justice, les juges de Luxembourg ont de fait prononcé un arrêt qui fera date et dont la portée va d’ailleurs au-delà du simple droit d’asile.

« Le fait, pour un Etat membre, d’éluder délibérément l’application d’une politique commune dans son ensemble constitue une violation inédite et exceptionnellement grave du droit de l’Union, qui représente une menace importante pour l’unité de ce droit », rappellent-ils ainsi dans une leçon de droit européen qui semble viser l’ensemble des atteintes à l’Etat de droit commises par M. Orban et par ses admirateurs en Europe. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

En Argentine, feu vert du Sénat à Milei pour déréguler

Le président libertarien a fait adopter un projet de loi réformant l'économie et le marché du travail

BUENOS AIRES - correspondance

Il avait promis le choc et l'éclatage de l'Etat à la troncneuse. Javier Milei, l'outsider argentin d'extrême droite devenu chef de l'Etat, a remporté, jeudi 13 juin, une première victoire législative après six mois de mandat au maigre bilan. C'est donc l'esprit serein que le président libertarien a pu s'envoler vers l'Italie pour le sommet du G7.

Après une journée interminable de débats, marquée par une importante mobilisation contre le texte et des incidents avec les forces de l'ordre, la loi « Bases et points de départ pour la liberté des Argentins », projet phare de l'exécutif, a été validé par le Sénat dans la nuit de mercredi à jeudi. Le projet initial de « loi omnibus » présenté en décembre 2023, qui comptait 664 articles, avait dû être retiré, faute des voix nécessaires dans un Congrès où le parti du président, La Libertad Avanza, n'a que 38 députés sur 257 et sept sénateurs sur 72.

Les plus de 200 articles approuvés jeudi réforment l'Etat, dérèglent l'économie et le marché du travail, garantissent un régime très avantageux pour les gros investissements, ouvrent la voie à la privatisation totale ou partielle d'entreprises publiques – mais uniquement huit d'entre elles, contre 41 dans le projet initial – et permettent à M. Milei de gouverner pendant un an sans passer par

le Congrès en matière administrative, économique et énergétique.

La loi a été approuvée de justesse, avec 36 voix pour et 36 voix contre. C'est la vice-présidente et présidente du Sénat, Victoria Villarruel, qui, « pour les Argentins qui souffrent, qui attendent, qui ne veulent pas voir leurs enfants quitter le pays », a tranché face à un Sénat aussi divisé que l'opinion publique. Les députés doivent encore valider le texte lors d'une dernière lecture.

Charges contre l'Etat criminel

L'horizon s'est donc quelque peu dégagé pour le gouvernement. Les marchés, en berne depuis quelques jours, ont repris des couleurs jeudi matin. Après la dévaluation de 50 % du peso appliquée en décembre et un décret de dérégulation de nombreux secteurs de l'économie publié dès le début de son mandat, c'étaient surtout le style peu conventionnel du président, ses métaphores religieuses faisant référence à la Bible, ses rendez-vous privés à l'étranger et ses phrases-chocs qui avaient jusqu'ici défrayé la chronique.

Rencontres avec le patron de X, Elon Musk, ou de Meta, Mark Zuckerberg, dont la teneur n'est jamais rendue publique, interventions au verbe haut dans des groupes de réflexion d'orientation libérale ou bains de foule dans des meetings d'extrême droite aux Etats-Unis et en Espagne : les six premiers mois du



Manifestation contre un projet de loi phare du gouvernement argentin, devant le Congrès, à Buenos Aires, le 12 juin. LUIS ROBAVO/AFP

président ressemblent à un show. Ils ont été marqués par une communication de campagne permanente consistant à attaquer tour à tour ses opposants, les fonctionnaires, le monde scientifique ou les journalistes.

Pour la politologue de l'université de Buenos Aires Lara Goyburu, le président « fait de la politique de "gestion du pouvoir" basée sur la division et la confrontation. Il ne pratique pas la politique au sens où les démocraties du monde l'entendent depuis cent ans : négocier pour construire des positions communes avec des opinions diverses ».

Au fil des mois, le désintérêt de Javier Milei pour une dynamique politique se fait de plus en plus évident et ses charges contre l'« Etat criminel » – « je suis celui qui détruit l'Etat de l'intérieur », a-t-il encore déclaré le 6 juin – ne faiblissent pas. Mais, après le retrait de son projet de « loi omnibus » en février, son gouvernement a fini par se résoudre à négocier avec la « caste politique ».

« Cette communication irrévércente et violente, efficace sur les réseaux sociaux, dans la rue et auprès de l'opinion publique, s'est heurtée au Congrès où les institutions démocratiques sont conçues pour la politique traditionnelle », explique Mme Goyburu. Un exercice étranger au président et dont il a confié les rênes à son chef de cabinet, Guillermo Francos, un politique expérimenté, nommé le 3 juin après un remaniement.

Pays à bout de souffle

Arrivé à la tête du pays pour « mettre fin à l'inflation » qui gangrène l'économie, Javier Milei peut se vanter d'être parvenu à stabiliser le taux de change, d'avoir atteint l'équilibre budgétaire et d'avoir commencé à maîtriser la hausse des prix, qui montre des signes de décélération : elle affiche 4,2 % en mai, d'après l'Institut national des statistiques (Indec), la plus basse depuis janvier 2022.

Un résultat en trompe-l'œil pour l'économiste Hernan Letcher, di-

Le texte permet au chef de l'Etat de gouverner pendant un an sans passer par le Congrès, dans plusieurs domaines

recteur du Centre d'économie politique argentine, qui estime que « l'explication principale de la baisse de l'inflation est la chute de la consommation. Mais le gouvernement, qui a besoin de montrer des résultats, est loin d'avoir enrayé la dynamique inflationniste et on semble être arrivé à un seuil ».

Les grands chantiers publics ont été mis à l'arrêt et l'utilisation des capacités de production est tombée à son niveau le plus bas depuis la pandémie de Covid-19, d'après l'Indec. La pauvreté tou-

che désormais 55,5 % de la population, contre 44,7 % au dernier trimestre 2023. L'économie du pays semble davantage à bout de souffle que prête à éclore.

C'est ce dont témoigne Ernesto (il n'a pas souhaité donner son nom), 45 ans, commerçant dans le secteur textile, l'un des plus touchés par la crise avec la construction. « Les coûts augmentent, le prix des tissus les plus communs a triplé, d'autres sont introuvables et les ventes ont chuté d'environ 50 % en volume depuis le début de l'année », déplore-t-il. Alors que les commerces de la galerie où il a établi sa boutique commencent à baisser les rideaux, Ernesto se dit « peu optimiste » quant à une reprise. En dépit de son style provocateur et de la cure d'austérité infligée à la population, « l'image de Javier Milei s'érode progressivement, estime Lara Goyburu, mais en se maintenant à des niveaux élevés au regard de la crise économique que traverse le pays ».

ANAÏS DUBOIS

La Cour suprême américaine garantit à l'unanimité l'accès à la pilule abortive

Un groupe de médecins antiavortement s'opposait à la vente en ligne du médicament

SAN FRANCISCO - correspondante

Soulagement dans le camp pro-avortement aux Etats-Unis. Près de deux ans après avoir annulé le droit constitutionnel fédéral à l'avortement, la Cour suprême a voté à l'unanimité, jeudi 13 juin, pour préserver l'accès des Américaines à la mifépristone, la pilule utilisée dans près des deux tiers des avortements aux Etats-Unis.

La haute juridiction avait été saisie par l'administration Biden à la suite de la plainte déposée en 2022 par un groupe de médecins anti-avortement, l'Alliance pour la médecine hippocratique. Ceux-ci estimaient que l'agence chargée de la réglementation sur les médicaments, la Food and Drug Administration (FDA), avait approuvé la vente en ligne de la mifépristone sans s'entourer de garanties suffisantes pour la santé des patientes. Un juge ultraconservateur du Texas leur avait donné raison.

La mifépristone (aussi connue sous le nom de RU 486) avait été approuvée, en 2000, par la FDA, pour des grossesses inférieures à sept semaines (délai étendu à dix semaines en 2016). En 2021, l'agence avait supprimé l'exigence d'obtenir une prescription

en personne, autorisant de fait sa commercialisation en ligne.

Après la décision de la Cour suprême, le 24 juin 2022, renvoyant la légalisation de l'avortement aux Etats, l'accès à la mifépristone par Internet a enflammé le mouvement conservateur, qui croyait avoir porté un coup déterminant à l'IVG grâce à la justice. Depuis, des milliers de femmes ont pu contourner l'interdiction quasi totale de l'avortement décrétée dans une vingtaine d'Etats.

La Cour suprême a estimé que l'Alliance pour la médecine hippocratique n'avait pas le « standing » (« légitimité pour agir ») nécessaire pour pouvoir se porter devant les tribunaux fédéraux, c'est-à-dire qu'elle n'avait pas démontré que ses membres subissaient un préjudice personnel dû à la mesure qu'ils contestent.

La décision souligne que les plaignants ne prescrivent pas eux-mêmes de mifépristone et que la loi fédérale protège déjà les praticiens refusant de pratiquer des avortements. « Le désir d'un plaignant de rendre un médicament moins disponible pour les autres ne constitue pas une légitimité pour intenter une action en justice », écrit le juge conservateur Brett Kavanaugh, au nom de la haute juridiction.

La décision de la Cour ne constitue pas tout à fait une surprise. Nombre de constitutionnalistes avaient évoqué, dès l'audience consacrée à l'affaire, le 26 mars, l'argument de la légitimité à poursuivre. Un motif de renvoi qui permet aux neuf juges d'éviter de se prononcer sur le fond et d'afficher une rare unanimité sur un sujet touchant aux questions de société.

Soulagement mitigé

Les partisans de la liberté de choisir se sont déclarés soulagés. « Les extrémistes religieux ont subi un revers dans leur quête pour nous forcer tous à vivre selon leurs croyances étroites », a noté Rachel Laser, la présidente de l'association Americans United for Separation of Church and State.

Le soulagement n'en est pas moins mitigé. Selon les associations pro-avortement, la question de l'interdiction de la mifépristone risque de se reproduire. Trois Etats dirigés par des conservateurs, le Missouri, le Kansas et l'Idaho, soutiennent qu'ils ont, contrairement aux médecins, la légitimité pour intenter une action en justice, car le médicament pourrait avoir des effets négatifs sur les patientes, ce qui

augmentera les coûts pour leurs systèmes de santé.

L'avortement chimique, à base de deux médicaments (mifépristone et misoprostol) que les femmes peuvent s'administrer elles-mêmes, continue par ailleurs d'être inaccessible dans les cliniques ou les pharmacies des Etats où l'avortement est interdit. Le 23 mai, la Louisiane est devenue le premier Etat à les désigner comme « substances contrôlées dangereuses », la catégorie des médicaments psychoactifs. Toute personne en possession de mifépristone et de misoprostol sans ordonnance pourrait encourir une peine de prison et une amende.

Le président américain, Joe Biden, s'est réjoui de cette décision mais, selon lui, « la lutte continue ». « Des millions d'Américaines vivent aujourd'hui sous de cruelles interdictions d'avortement à cause de Donald Trump », a ajouté la vice-présidente, Kamala Harris. A moins de cinq mois du scrutin présidentiel de novembre, le sujet continue d'alimenter la bataille électorale. Il va faire l'objet de référendums dans une dizaine d'Etats, la plupart pour inscrire le droit à l'avortement dans les constitutions locales. ■

CORINE LESNES

**TOUS UNIS
PAR LE DON**

Cet été,
je donne mon sang...
Et je viens avec des proches !

PARTAGEZ VOTRE POUVOIR.
DONNEZ VOTRE SANG !

RENDEZ-VOUS
SUR NOTRE SITE

dondesang-efs.sante.fr

En Cisjordanie, des bergers chassés de leurs terres

Depuis octobre 2023, une vingtaine de communautés bédouines ont été déplacées de force par des colons juifs

REPORTAGE

JÉRUSALEM - correspondance

Six mois après, le souvenir de la soirée du 28 novembre 2023 hante encore Jamal Mleihat. Alors qu'un vent glacial balayait la vallée du Jourdain, une dizaine de colons juifs ont fait irruption dans son village de Mouarrajat-Est, ont volé ses moutons, puis pénétré dans sa maison où se reposait sa famille, avec son petit dernier, âgé de 40 jours. Ils ont menacé ses proches et frappé sa femme. « *Puis ils sont allés dans d'autres maisons, à la recherche d'autres moutons. Ils nous en ont pris une quarantaine. C'était une nuit d'horreur. On avait peur des colons avant le 7 octobre [2023]. Maintenant, c'est encore pire. Ils sont armés. Et la police laisse faire* », dénonce le père de famille, âgé de 42 ans.

La descente des colons est-elle le signe annonciateur d'un nouvel exil pour cette communauté de bergers, issue de la tribu Kaabneh ? Ces Bédouins ont été expulsés une première fois de leurs terres, au sud de Hébron, lors de la Nakba, l'exode de 700 000 Palestiniens au moment de la création d'Israël, en 1948. Ils se sont réinstallés dans la vallée du Jourdain et sur ses hauteurs, alors placées sous le contrôle de la Jordanie. Les Mleihat, une branche des Kaabneh, se sont établis à flanc de montagne, sur un site baptisé Mouarrajat (« zigzags », en arabe), divisé en deux parties – Mouarrajat-Centre et Mouarrajat-Est – et traversé par la route 449, reliant l'est de Ramallah à la plaine du Jourdain.

Pâturages restreints

Leur existence est précaire. Mouarrajat-Est abrite entre 70 et 80 familles, soit de 600 à 700 personnes. Le hameau, constitué de bicoques en tôle, est situé dans les soixante pour cent de la Cisjordanie classés zone C. Ce label désigne les terres restées sous contrôle israélien après les accords d'Oslo, contrairement aux zones A et B, où l'Autorité palestinienne dispose de quelques pouvoirs. Conséquence de ce zonage, les Mleihat ont l'interdiction de construire des habitations pérennes, sous peine de recevoir un ordre de démolition.

Mouarrajat-Est est pris en étau par des colonies. En contrebas, il y a Mevoot Yericho – la porte de Jéricho, en hébreu, un ancien avant-poste, construit en 1999, longtemps illégal au regard du droit israélien, jusqu'à sa reconnaissance en 2019 par le gouvernement. En surplomb, caché derrière un lacet de la route 449, il y a une colonie encore sauvage avec pour chef un certain Zohar Sabah, un jeune colon aux cheveux longs.



Au début, celui-ci s'est montré respectueux, semblant copier le mode de vie des Bédouins, tout comme Gabriel Nakache, le chef de la sécurité de Mevoot Yericho. « *Quand je pense que Gabriel venait prendre le thé ici, avec sa fille dans les bras, il y a quelques années* », fulmine Souleiman Mleihat, 38 ans, un membre de la communauté, qui s'est fait voler une vingtaine d'ovins, fin mai.

En bon stratège, Zohar Sabah a procédé par étapes. Il a d'abord obligé ses voisins bédouins à respecter des zones de pâturage, alors que, jusque-là, leurs moutons paissaient où ils voulaient. Puis il a réduit la surface de ces zones, forçant les éleveurs à acheter du foin pour nourrir leurs

bêtes. Leurs plaintes auprès de l'armée sont restées lettre morte.

Zohar Sabah n'est pas seul. Il fait partie d'un réseau de colons violents, avec Neria Ben Pazi, âgé de 30 ans, qui a contribué à créer au moins quatre avant-postes. Les deux sont passés par la colonie de Kochav HaShahar, située sur les crêtes. « *Kochav HaShahar est l'une des colonies les plus violentes de Cisjordanie. Ses membres sèment la terreur dans toute la région* », dit Dror Etkes, chercheur pour l'organisation israélienne Kerem Navot, qui surveille l'avancée de la colonisation en Cisjordanie.

Le 7 octobre 2023, le Hamas massacre en une journée quelque 1200 Israéliens, plus que le total des morts de la seconde Intifada (2000-2005). Les violences perpétrées par les colons contre les Palestiniens de Cisjordanie montent aussitôt en flèche. L'armée les équipe de fusils d'assaut, voire les intègre à la défense locale – c'est le cas de Zohar Sabah, qui a été mobilisé et a fait son service sur place. Conséquence immédiate, le long de la route 449, les communautés bédouines isolées se dépeuplent.

Mouarrajat-Est, la plus grande et la plus proche de Jéricho, tient encore. Mais dès le 7 octobre 2023, des colons armés sont venus arracher le drapeau palestinien qui flottait dans l'enceinte de l'école. Depuis ce jour, les provocations et les agressions se

sont enchaînées : barrage routier, parade au milieu du village, jets de pierres sur les maisonnettes, etc. Des colons, peut-être inspirés par des films d'épouvante, ont même creusé de fausses tombes à côté de l'école. Ils ont aussi volé des peluches dans l'établissement, les ont peinturlurées de rouge et les ont pendues à l'entrée, pour terroriser les enfants.

Nettoyage ethnique à bas bruit

« *Les colons n'attaquent pas forcément, mais multiplient les démonstrations de force et les provocations*, raconte Eran Maoz, 23 ans, un militant juif antisioniste, familier de ces communautés pastorales. *Ils peuvent aussi arrêter les Palestiniens, parfois de façon complètement arbitraire, puis les emmener dans des bases militaires où ils peuvent être torturés, pour ensuite être relâchés au milieu de nulle part. Avec ce type de méthodes, Israël peut vider des villages entiers sans avoir à utiliser de bulldozers. Il ne s'agit pas de tuer des gens, juste de les empêcher de vivre.* »

L'ONG israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem observe de près ce nettoyage ethnique à petit feu et bas bruit. Depuis le début de la guerre à Gaza, elle a recensé le déplacement forcé de dix-huit hameaux bédouins de l'est de Ramallah – et de cinq autres dans les collines du sud de Hébron. Seules trois

communautés, les plus importantes, résistent encore, selon Dror Etkes : Mouarrajat-Est, Ras Ein Al-Auja et Maghayir Al-Deir.

Les autorités israéliennes ferment les yeux sur les exactions des colons. Après l'attaque du 28 novembre 2023, l'armée s'est contentée de confisquer l'arme de Zohar Sabah. Neria Ben Pazi a été simplement expulsé de Cisjordanie, alors que ses agissements ont été assimilés à de la torture, ce qui a conduit la France et les États-Unis à le placer sous sanctions. « *Le 12 octobre 2023, il a participé à une violente attaque à Wadi Al-Seeq, lors de laquelle des Palestiniens ont été violemment battus, menottés et photographiés en sous-vêtements. Des colons ont uriné et éteint des cigarettes sur eux* », indique le registre national des avoirs gelés, sur le site du ministère français de l'économie.

L'homme s'est exprimé dans une longue interview au média de droite pro-colons *Makor Rishon*, publiée en février 2024. Il a grandi dans l'ancienne colonie de Kfar Darom, située dans la bande de Gaza. Après le retrait israélien de cette enclave, en 2005, sa famille s'est installée en Cisjordanie. En échec scolaire, errant d'une yeshiva (école religieuse juive) à l'autre, il a réalisé que la saisie des pâturages constituait un efficace levier d'expulsion des populations ru-

Des colons ont volé des peluches dans l'école, les ont peinturlurées de rouge et pendues à l'entrée, pour terroriser les enfants

rales palestiniennes. Il raconte comment cette tactique a reçu, en coulisses, le soutien de hauts gradés de l'armée israélienne, dont le colonel Yonatan Steinberg, commandant de la brigade Nahal, tué le 7 octobre 2023 près de la frontière avec la bande de Gaza, alors qu'il participait à la contre-attaque.

Selon Dror Etkes, le point de rupture survient lorsque les colons surgissent au domicile même des éleveurs. Un type d'action utilisé notamment dans le village de Ras Al-Tin, sur les crêtes au nord de Mouarrajat, qui a été évacué à l'été 2022 : « *Etre attaqué dans sa propre maison est quelque chose que ces gens ne supportent pas. Ils se sentent violés dans leur intimité. La situation n'a jamais été aussi grave. Pendant des années, à cause de la pression internationale, l'Etat n'a pas réussi à expulser ces communautés. Mais en quelques semaines, quelques mois, les colons l'ont fait. Avec le gouvernement actuel, leur marge de manœuvre est sans précédent.* »

Deux des principales figures de l'exécutif, le ministre des finances, Bezalel Smotrich, et celui de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, sont des leaders de la frange suprémaciste et violente du mouvement des colonies. « *L'Etat israélien est aux mains de ces colons extrémistes. Je ne sais pas combien de temps on va pouvoir tenir. On n'a nulle part où aller. C'est une nouvelle Nakba pour nous* », reprend Souleiman Mleihat.

Soudain, une voiture de l'armée surgit. Le villageois parle à l'officier. Il demande le démantèlement d'une petite structure, aménagée en contrebas de Mouarrajat-Est il y a quelques mois par des colons – un espace d'à peine 30 mètres carrés, planté d'oliviers et entouré par une clôture. L'officier écoute poliment, puis repart. Eran Maoz, le militant israélien, regarde les arbres : « *C'est comme ça que ça commence. Dans quelques années, il y aura peut-être une dizaine de maisons, avec l'électricité et l'eau courante.* » Et Mouarrajat-Est aura peut-être disparu. ■

SAMUEL FOREY

Paris-Téhéran : regain de tension malgré la libération d'un otage

Louis Arnaud, un consultant de 35 ans, arrêté en Iran en 2022 et condamné pour atteinte à la sécurité de l'Etat, est arrivé jeudi à Paris

Sorti le 12 juin de sa cellule de la prison d'Evin, près de Téhéran, Louis Arnaud, un consultant de 35 ans, a atterri jeudi matin à Paris, où l'attendaient sa famille et le ministre des affaires étrangères, Stéphane Séjourné.

Emmanuel Macron avait annoncé sa libération mercredi soir, exhortant Téhéran à libérer « *sans délai* » les trois autres Français encore détenus dans ce pays. Louis Arnaud avait entamé un tour du monde en juillet 2022 qui l'avait mené jusqu'en Iran. Il avait été arrêté en septembre de la même année avec d'autres Européens accusés d'avoir participé aux manifestations ayant suivi la mort de Mahsa Amini, assassinée par la police des mœurs pour un voile jugé « mal porté ». Ses compagnons de

voyage avaient été assez vite libérés, mais Louis Arnaud était resté en prison avant d'être condamné, en novembre 2023, à cinq ans de prison pour propagande et atteinte à la sécurité de l'Etat iranien.

Cette libération intervient alors que la tension entre Paris et Téhéran est de nouveau montée après l'arrestation le 4 juin, par la police française, de Bashir Biazar, un ancien haut responsable de la télévision publique du régime iranien. Ce dernier a été placé en centre de rétention administrative dans l'attente de son éloignement du territoire, présenté comme une « *urgence absolue* ».

Installé depuis deux ans en France, Bashir Biazar est accusé par le ministère de l'intérieur d'être un « *agent d'influence ira-*

nien en lien avec les services de renseignement de la République islamique d'Iran », selon l'arrêté d'expulsion émis à son encontre. Le ministère iranien des affaires étrangères a réagi et exigé sa libération. Contacté par *Le Monde*, le ministère de l'intérieur n'a pas souhaité faire de commentaire sur la situation de Bashir Biazar.

Virage répressif

Mercredi, des locaux d'un groupe d'opposition iranien exilé, l'Organisation des moudjahidin du peuple (OMPI), à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), ont été perquisitionnés par les services de police, de gendarmerie et l'Urssaf, selon des informations de LCI et du *Parisien*. Trois personnes ont été interpellées et placées

en rétention administrative pour présence illégale en France.

Ces événements s'inscrivent dans un contexte de plus en plus tendu entre la France et les autorités iraniennes. A la fois pour des raisons diplomatiques, mais aussi à cause de l'activisme de plus en plus visible, selon nos informations, des services iraniens sur le territoire national, même si celui-ci a toujours été relativement soutenu. « *Aujourd'hui, on est un cran plus haut* », souligne une source sécuritaire.

Un activisme qui passe notamment par la surveillance de plus en plus assumée de la diaspora iranienne en France. Des opérations qui sont parfois dénoncées par les personnes ayant eu le sentiment d'avoir été ciblées, au

point de donner lieu à des signalements aux services français, voire au dépôt d'une plainte.

En difficulté sur sa scène intérieure, mais revigoré par le conflit entre Israël et le Hamas où « l'axe de la résistance » a marqué des points, « *le régime iranien est lancé dans une véritable répression transnationale. Toute expression d'opposition, sous une forme ou sous une autre, est vécue comme une attaque contre le régime* », décrit un bon connaisseur de ces dossiers.

Ce virage répressif s'est notamment manifesté, en novembre 2023, par la tentative d'assassinat, en pleine rue, à Madrid, par un tueur à moto, d'Alejo Vidal-Quadras, un ancien dirigeant du parti de la droite radicale espagnol en

Catalogne, qui est l'avocat d'opposants iraniens. En France, les perquisitions des locaux de l'OMPI, à Saint-Ouen-l'Aumône, font suite à un incendie survenu sur place, en juin 2023, qui, selon les services d'enquête français, pourrait avoir été commandité par Téhéran.

Trois Français, Cécile Kohler et Jacques Paris, arrêtés en mai 2022, ainsi qu'un homme prénommé Olivier mais dont le nom de famille n'a pas été rendu public, sont toujours emprisonnés en Iran. La République islamique, qui détient toujours plus de dix ressortissants occidentaux, est accusée de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat. ■

ÉLISE VINCENT ET
MADJID ZERROUKY

Moins de Perrier en raison de captages dégradés

La mauvaise qualité de la ressource en eau contraint l’usine Nestlé Waters de Vergèze à réduire sa production

Face à la dégradation de la qualité de la ressource en eau, les salariés de l’usine de Vergèze (Gard), qui produit les bouteilles des marques Perrier et Maison Perrier, s’inquiètent pour l’avenir du site. Une réunion extraordinaire du comité social et économique (CSE) de Nestlé Waters Sud, la société exploitante, s’est tenue jeudi 13 juin, après le déclenchement, fin mai, d’une procédure d’alerte. Cette procédure permet aux représentants du personnel d’exiger de leur direction des réponses à leurs questions sur la marche de l’entreprise, dès lors qu’ils ont eu « connaissance de faits de nature à affecter de manière préoccupante [s]a situation économique ».

Les questions et les motifs d’inquiétude sont nombreux. Selon les informations de Radio France et du Monde, l’exploitation de deux des sept puits utilisés pour produire la célèbre eau gazeuse a été récemment suspendue, en raison de procédures de désinfection. Le 30 mai, un contrôle de huit inspecteurs de l’agence régionale de santé d’Occitanie et de la direction départementale de la protection des populations a été réalisé sur le site, en présence des avocats de Nestlé Waters. Cette visite a-t-elle conduit à ces mesures de désinfection ? La direction générale de la santé n’était pas en mesure, jeudi 13 juin, de répondre à nos questions. Selon Nestlé, il ne s’agit que d’une « opération de maintenance régulière, qui correspond à [ses] protocoles de gestion de la qualité ».

Traitements non conformes

Ces deux suspensions se sont ajoutées à celle d’un autre captage, ordonnée le 19 avril par le préfet du Gard, en raison d’un « épisode de contamination (...) de plusieurs jours, par des germes témoins d’une contamination d’origine fécale ». Nestlé Waters avait alors dû détruire plusieurs centaines de milliers de bouteilles de Perrier.

Dans une communication à Radio France et au Monde, la société assurait avoir dû détruire 2 millions de bouteilles, mais, de source proche des autorités sani-

La filiale du groupe suisse ne disposerait plus des volumes nécessaires à la production des bouteilles de Perrier de 1 litre

taires, on assure que c’est en réalité près de 3 millions de bouteilles qui ont été concernées, chiffre désormais confirmé, « après inventaire », par Nestlé Waters. L’arrêté préfectoral estimait que ces bouteilles, qui n’ont pas été mises sur le marché, pouvaient « faire courir un risque pour la santé des consommateurs ».

Selon l’exploitant, cette situation n’était que ponctuelle, causée par les pluies soutenues de la mi-mars. Le captage en question est toutefois, selon nos informations, toujours à l’arrêt. Et, avec les opérations de désinfection lancées sur deux autres puits, Nestlé Waters ne dispose plus des volumes d’eau minérale naturelle nécessaires à la production des bouteilles de Perrier vert en plastique de 1 litre. Leur commercialisation est suspendue jusqu’à la fin de l’été, selon nos informations.

« La société va multiplier les petits formats pour maintenir la présence de la marque », dit une source proche du dossier. « Nous intervenons dans un domaine concurrentiel, et ne pouvons pas fournir de données sur les volumes de production et d’approvisionnement pour nos clients », répond Nestlé, qui ne confirme ni n’infirme cette information.

Bien plus qu’une épreuve liée à des conditions météorologiques, le site de Vergèze fait face à la dégradation de la qualité des nappes et à l’obligation de mettre fin aux traitements non conformes que la firme suisse utilisait, de manière illicite, depuis de nombreuses années. Eaux de source et eaux minérales naturelles sont en effet réputées provenir de sources préservées des pollutions et des contaminations diverses, et ne peuvent être commerciali-

sées sous ce label si elles ont été traitées ou désinfectées.

En août 2021, selon l’enquête conduite par Radio France et Le Monde, les responsables de Nestlé Waters ont sollicité un rendez-vous auprès du cabinet d’Agnès Pannier-Runacher, alors ministre déléguée chargée de l’industrie, pour avouer le recours à de tels traitements et demander des adaptations réglementaires, afin de pouvoir poursuivre ces pratiques.

La firme suisse avait pris l’initiative de se dénoncer après avoir eu vent d’une enquête en cours de la direction générale de concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, portant sur les pratiques illicites d’un autre groupe, Alma (Cristaline, St-Yorre, Chateldon, etc.). Nestlé Waters avait pris les devants, craignant de tomber dans les rets des enquêteurs de Bercy.



Des palettes d’eau gazeuse de la marque Perrier, dans l’usine Nestlé Waters, à Vergèze (Gard), en février 2019. LODI FRANCK/SIPA

Selon un rapport de l’inspection générale des affaires sociales rendu en juillet 2022 et tenu confidentiel jusqu’à sa révélation, les responsables des usines Nestlé Waters (Perrier, Vittel, Hépar...) trompaient les agents publics chargés des contrôles en remplaçant les eaux brutes par des eaux désinfectées.

En dépit des avis réservés des administrations sollicitées, la première ministre d’alors, Elisabeth Borne, a décidé, en réunion interministérielle, le 22 février 2023, de réinterpréter la réglementation pour permettre aux industriels – et à Nestlé Waters en particulier – le recours accru à la microfiltration. Celle-ci, tolérée à un seuil de coupure de 0,8 micromètre depuis un avis réglementaire de 2001, peut désormais être utilisée à des seuils inférieurs, susceptibles de bloquer les germes bactériens. Cependant,

les autres techniques de purification, comme les charbons actifs ou les filtres ultraviolets (UV), étant formellement proscrits par la loi ont dû être abandonnés.

De nouveaux risques

Les contaminations répétées et l’abandon de ces autres techniques de purification – condition sine qua non au maintien de l’appellation « eau minérale naturelle » – figurent parmi les causes des difficultés rencontrées par Perrier. Deux des sept puits du site de Vergèze, trop contaminés pour être exempts de traitements de purification, sont désormais utilisés pour produire une nouvelle marque d’eaux pétillantes aromatisées, Maison Perrier, qui ne bénéficie pas du précieux label.

Pour l’eau minérale naturelle Perrier, la disparition des traitements, à base d’UV notamment,

et l’incapacité des microfiltres à retenir les virus présentent de nouveaux risques. Dans une note rendue en octobre 2023, l’Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’environnement et du travail en a pris acte et a présenté un « plan de surveillance renforcé » des sites de production, préconisant la surveillance de certains virus et substances chimiques – de telles mesures de contrôle ne sont pas, à l’heure actuelle, prévues par la réglementation.

Face à l’inquiétude de ses salariés, la société se veut rassurante sur l’avenir du site et entend protéger ses captages pour réduire les risques de contamination. « Nous avons investi significativement, assure le géant de l’agroalimentaire, et continuerons de le faire, pour protéger ce patrimoine unique et assurer son avenir. » ■

STÉPHANE FOUCART

Climat : à Bonn, les négociations préparatoires de la COP29 piétinent

Les 6 000 délégués réunis en Allemagne ne sont pas parvenus à progresser sur la question des financements du Nord à destination du Sud

Peu d’avancées pour beaucoup de frustration, de colère et de déception. Les négociateurs et observateurs ont quitté Bonn (Allemagne), jeudi 13 juin, la mine sombre, après dix jours de pourparlers climatiques empoisonnés par des questions financières opposant pays du Nord et du Sud. « Les négociateurs n’agissent pas comme si nous étions dans une crise climatique : ils se montrent du doigt et disent “votre côté du canot de sauvetage est en train de couler”, sans comprendre que l’on est tous sur le même bateau », regrette Alden Meyer, expert au sein du think tank E3G et vétéran des négociations climatiques.

Le travail des 6 000 délégués, lors de ces négociations intermédiaires techniques – sans ministres ou chefs d’État –, était de préparer la prochaine conférence mondiale sur le climat, la COP29, qui aura lieu à Bakou (Azerbaïdjan), en novembre. Avec un dossier central et ultrasensible : avancer sur un nouvel objectif mondial en matière de financement climatique, que les pays doivent adopter à la COP. Il est

censé remplacer, à partir de 2025, la somme des 100 milliards de dollars par an (93 milliards d’euros) que les pays développés s’étaient engagés à mobiliser à destination de ceux en développement – un objectif atteint en 2022, avec deux ans de retard.

« Amnésie collective »

Les négociateurs sont parvenus à un document de travail informel de 35 pages contenant encore toutes les options, les pays s’étant contentés de réitérer leurs positions sur les questions les plus litigieuses. Le principal point d’achoppement réside dans le montant de cette nouvelle enveloppe. L’Inde, le groupe arabe et le groupe Afrique ont proposé entre 1 000 milliards et 1 300 milliards de dollars par an entre 2025 et 2030, des sommes rejetées par les pays développés.

« Nous n’avons rien entendu de leur part sur leur vision du quantum [montant] », a regretté le négociateur égyptien, lors d’échanges tendus mardi. La représentante de l’Australie a répondu que ce montant est « l’étoile au sommet du sapin de Noël » et ne de-

vrait être décidé qu’une fois fixée la structure de l’objectif.

Les pays développés ne veulent plus être les seuls à mettre la main au pot. Ils poussent pour élargir la base des contributeurs, définie en 1992, aux pays qui sont aujourd’hui devenus d’importantes puissances économiques et de gros pollueurs, comme la Chine ou les pays du Golfe. « Nous n’avons pas l’intention de faire partie de votre responsabilité », a répondu le délégué de la Chine, opposant une fin de non-recevoir.

« La Chine redoute un effet domino sur son statut de pays en développement dans d’autres arènes, auquel elle tient », décrypte Lola Vallejo, conseillère spéciale climat au sein de l’Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

« C’est ahurissant de voir les pays développés refuser de livrer un chiffre pour remplir leur obligation dans le cadre de l’accord de Paris », regrette Mariana Paoli, responsable du plaidoyer à l’ONG Christian Aid. « C’est comme si une voiture rentrait dans votre mur et voulait faire payer tout le monde pour les dégâts sur le mur », compare-t-

Les pays développés ne veulent plus être les seuls à mettre la main au pot. Ils poussent pour inclure la Chine et les pays du Golfe

elle, en référence à la responsabilité historique des nations industrialisées dans la crise climatique. Les Etats ne sont pas parvenus à s’accorder sur les autres enjeux tels que les bénéficiaires de cette enveloppe ou les sources (publiques, privées, taxes) et la qualité des financements (prêts, dons).

L’argent étant le nerf de la guerre dans les négociations climatiques, « chaque dialogue s’est vu contaminé par la finance », note Marta Torres Gunfaus, la directrice du programme climat de l’Iddri. Les pays se sont notamment divisés sur l’interprétation et les modalités de la mise en œuvre du « bilan

mondial », l’état des lieux de l’action climatique qui avait abouti, à la COP28 de Dubaï fin 2023, à un engagement de transition hors des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). « Les débats de Bonn n’ont laissé que très peu de place sur la question de comment sortir des fossiles », regrette Tom Evans, expert à E3G. « En six mois, il semble y avoir une amnésie collective », moque Alden Meyer.

Des engagements insuffisants

Les pays ont également manqué d’ambition autour des nouveaux plans climatiques qu’ils doivent présenter d’ici à février 2025, avant la COP30, comme le prévoit l’accord de Paris. Les Emirats arabes unis, l’Azerbaïdjan et le Brésil (les présidences des COP28, COP29 et COP30, qui travaillent ensemble dans une « troïka ») ont promis de les livrer cette année, mais reste à voir « s’ils seront alignés avec l’objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, l’abandon des combustibles fossiles et l’objectif de triplement des énergies renouvelables », prévient Tom Evans. Pour l’instant, les engagements des pays sont haute-

ment insuffisants puisqu’ils mènent la planète vers un réchauffement dévastateur de 2,5 à 2,9 °C à la fin du siècle. Les contributions du Kenya, de la Colombie, de la Barbade, du Bangladesh ou de l’Australie pourraient suivre, estime Marta Torres Gunfaus.

Alors que la présidence azerbaidjanaise n’impulse pas une dynamique suffisante, les experts s’inquiètent d’une érosion du leadership de l’Union européenne après la progression des conservateurs et de l’extrême droite lors des élections européennes.

L’ambition climatique dépendra également des élections générales britanniques le 4 juillet et surtout de la présidentielle américaine en novembre. « La Chine est réticente à prendre des décisions définitives sur le climat tant qu’elle ne sait pas qui sera le futur président américain », prévient Tom Evans. Sur une route vers la COP29 semée d’embûches, les observateurs scruteront également de près les résultats du G7, qui se tient en Italie du 13 au 15 juin, et du G20 présidé par le Brésil en novembre. ■

AUDREY GARRIC

Bac 2024 : la « reconquête » difficile du mois de juin

Le calendrier de l'examen a été repensé après une large démobilisation des élèves constatée au troisième trimestre

Loi du tumulte de la scène politique, en pleine tempête après la dissolution de l'Assemblée nationale, 535 423 élèves de 1^{re} générale et technologique inaugurent, vendredi 14 juin, la session du baccalauréat 2024. La séquence s'ouvre sur l'épreuve écrite anticipée de français, avant que les élèves de terminale ne passent l'épreuve de philosophie, le 18 juin, puis celles de spécialité, du 19 au 21 juin. Viendront ensuite l'oral de français, du 24 juin au 5 juillet, et le grand oral de terminale, du 24 juin au 3 juillet.

Un calendrier repensé – le sixième depuis la mise en place, en 2019, de la réforme de l'ancien ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer – pour répondre aux écueils de l'agenda initial de la réforme du bac. Il prévoyait les épreuves de spécialité, comptant pour un tiers de la note finale de l'examen, au mois de mars.

Cette organisation devait permettre d'alléger le mois de juin et de prendre en compte les notes des épreuves de spécialité dans Parcoursup. Effective pour la première fois en 2023, elle a cristallisé les critiques du fait de ses conséquences sur le rythme des apprentissages des élèves et sur le déroulé du troisième trimestre, théâtre d'une large démobilisation des lycéens. Selon une note statistique du ministère publiée en avril, l'absentéisme des élèves en lycée général et technologique a ainsi augmenté au printemps 2023 (14,6 % des élèves absents en mars 2023, contre 8,2 % en 2022).

Alors ministre de l'éducation, Gabriel Attal, depuis devenu premier ministre, avait annoncé, fin août 2023, le report des épreuves de spécialité au mois de juin et la

concentration des épreuves sur les quinze derniers jours. *« Avec des cours assurés jusqu'à la mi-juin, ce calendrier des épreuves de fin d'année permettra une véritable reconquête du mois de juin pour l'ensemble des lycéens »*, faisait valoir le ministère de l'éducation nationale en septembre, soucieux de continuer à afficher l'ambition de tous les ministres depuis quinze ans pour le dernier mois de l'année scolaire.

« Un long tunnel »

Dans les lycées, enseignants et chefs d'établissement s'accordent à dire que le retour à un bac en fin d'année a mis fin à la désorganisation du troisième trimestre qui a caractérisé la session 2023, et a permis de *« garder les élèves jusqu'en juin »*. Pour autant, la *« reconquête reste une idée illusoire »* du fait de l'organisation des examens et des procédures administratives, souligne Xavier Bunel, proviseur et représentant du SGEN-CFDT : *« Les équipes des lycées sont dans un long tunnel entre début juin et la mi-juillet. Il faut gérer l'organisation de toutes les épreuves, mais aussi les affectations et les inscriptions des élèves, ainsi que la préparation de la rentrée suivante. »*

« Les élèves sont présents pour les spécialités, mais ne viennent plus dans les autres matières », explique Alice, professeure à Nîmes



Les épreuves de spécialité du baccalauréat, à Paris, le 20 mars 2023. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Comme avant la réforme, les cours peuvent être maintenus jusqu'à un jour ou deux avant la première épreuve. Les équipes constatent néanmoins toujours une « évaporation » des lycéens après les conseils de classe du troisième trimestre. Sans compter que les épreuves expérimentales en sciences et celles de langues se déroulent début juin et mobilisent ponctuellement élèves et enseignants.

« En terminale, beaucoup d'élèves viennent à la carte. Ils restent jusqu'au bout en cours de spécialité, car ils doivent passer les épreuves du bac, mais pas dans les cours du tronc commun, évalués au contrôle continu, pour lesquels il n'y a plus d'enjeu de note après le conseil de classe », relève Yvon Manach, proviseur et représentant du syndicat des personnels de direction, le SNPEN-UNSA, dans l'académie de Toulouse. Une observation partagée par Alice (elle a requis l'anonymat), qui enseigne l'histoire-géographie à Nîmes, dont les cours de tronc commun sont désertés par les élèves de terminale depuis début juin : *« Ils sont présents pour réviser les spécialités mais ne viennent plus dans les autres matières »*, note celle qui compte également moitié moins d'élèves de 1^{re}.

Quant à ceux de 2^{de}, exempts d'examens et cœur de cible de la

« reconquête du mois de juin », leurs conseils de classe ont lieu à la fin du mois de mai et au début du mois de juin. Et les équipes continuent à observer, à des degrés divers, une démobilisation dans la foulée. *« La reconquête reste un slogan politique »*, assure Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU, premier syndicat enseignant du secondaire.

« Afin de parvenir à cette pleine reconquête du mois de juin, essentielle à l'élévation du niveau des élèves, il serait particulièrement souhaitable que les conseils de classe de 2^{de} puissent se tenir le plus proche possible de la mi-juin », avait demandé Gabriel Attal en septembre 2023, en actant le nouvel échelonnement des examens. Mais ce dernier n'est pas le seul déterminant du calendrier de la fin de l'année dans les établissements.

Création d'un stage obligatoire

« Nous sommes contraints par les délais légaux des procédures d'orientation et d'affectation, et, là-dessus, rien n'a changé », explique Bruno Bobkiewicz, proviseur à Paris du SNPEN-UNSA. L'administration fixe en effet des dates précises – généralement autour du 10 juin – pour faire remonter les vœux d'orientation et d'affectation des élèves. Un enjeu fondamental à la fin de la 2^{de} où se décident, outre les redoublements, les

« Nous sommes contraints par les délais légaux des procédures d'orientation et, là-dessus, rien n'a changé »

BRUNO BOBKIEW
représentant du syndicat
SNPDEN-UNSA

orientations en voie générale ou technologique, et les réorientations en lycée professionnel.

Pour que les familles qui le souhaitent puissent faire appel des décisions, là encore selon un calendrier précis, les lycées sont contraints de réunir les conseils de classe de 2^{de} suffisamment tôt. *« Nous devons recevoir toutes les familles dont le vœu n'est pas conforme à la décision du conseil, pour qu'elles puissent décider ou non de faire appel, cela prend du temps »*, détaille Damien Coursodon, proviseur à Lyon et représentant d'ID-FO, qui a, cette année, dû mener une trentaine d'entretiens.

« Nous pourrions gagner du temps en décalant ces procédures à la fin du mois, mais cela nécessite une décision politique », souligne M. Bobkiewicz. L'ancien ministre

Pap Ndiaye avait confié, en 2023, une mission à l'ancien recteur William Marois pour réfléchir à des *« pistes d'amélioration des fins d'année scolaire »*, dont certaines concernaient le séquençage de l'orientation. Ses conclusions ont été remises à Gabriel Attal en septembre 2023, sans faire l'objet d'une communication publique.

Dans la perspective d'employer le mois de juin pour les 550 000 élèves de 2^{de} générale et technologique, Gabriel Attal a décidé la création d'un stage obligatoire, du 17 au 28 juin. Mais les syndicats d'enseignants et de chefs d'établissement, qui ont d'emblée exprimé leurs réserves sur la pertinence et la faisabilité d'une telle mesure, constatent qu'une large partie des élèves n'en a pas trouvé – le ministère estimait, lui, que 70 % avaient une convention de stage signée début juin.

Dans un communiqué, la FCPE, première fédération de parents d'élèves du public, se montre très critique d'un dispositif qui *« exacerbe les inégalités sociales et territoriales »*, *« une mesure irréaliste transférant sur les familles et la société la responsabilité "d'occuper" ce mois de juin que le lycée ne peut reconquérir faute de moyens »*. Le dossier du « mois de juin » n'est pas encore clos pour la Rue de Grenelle. ■

ÉLÉA POMMIERS

Les syndicats pénitentiaires et la chancellerie signent un accord

Ce texte acte plusieurs mesures pour renforcer la sécurité des surveillants après l'attaque mortelle d'un fourgon, le 14 mai, dans l'Eure

Le rendez-vous était prévu depuis près de trois semaines, mais il tombe en pleine crise politique, laissant tout le monde dans l'incertitude. Les syndicats pénitentiaires – UFAP-UNSA Justice, FO-Justice, CGT-Pénitentiaire, Syndicat pénitentiaire des surveillants – et Eric Dupond-Moretti, le ministre de la justice, ont signé, jeudi 13 juin, un protocole d'accord à la suite du relevé de décision du 21 mai.

Ce texte actait plusieurs mesures pour renforcer la sécurité des surveillants. Une semaine avant, le 14 mai, un convoi pénitentiaire, transportant Mohamed Amra, était attaqué au péage d'Incarville (Eure). Deux agents pénitentiaires furent tués par le commando, trois autres blessés. Un mouvement de grève avait alors frappé tous les établissements pénitentiaires de France.

« Le protocole est la déclinaison méthodologique du relevé de décision, cela ne change rien », précise Wilfried Fonck, patron de l'UFAP-

UNSA-Justice. En effet, le document signé jeudi reprend les objectifs déjà énoncés au mois de mai, entre autres : sécurisation des véhicules, notamment leur banalisation, mais aussi installation de pare-buffle, de vitrage de sécurité, acquisition de nouvelles voitures plus puissantes ; dotation en armes longues et en armes automatiques, généralisation des holsters à la cuisse ou à la poitrine, gilets pare-balles lourds pour certaines missions ; accélération du déploiement des brouilleurs de téléphone et de drones ; refonte des niveaux d'escorte.

L'éventualité de modifier l'article L225-1 du code pénitentiaire, régissant les fouilles intégrales des personnes détenues, est aussi abordée. Cette demande constante des syndicats est actuellement à l'étude pour voir si cela peut être fait en respectant la Constitution et les engagements conventionnels de la France, notamment la Convention européenne des droits de l'homme.

Sont aussi prévues la poursuite et l'extension des opérations de type « cellule nette » avec une augmentation du rythme des fouilles des lieux de détention.

Autre sujet sensible : la limitation des extractions judiciaires et médicales en recourant à la visioconférence et au déplacement des magistrats sur les lieux de détention. Si les syndicats pénitentiaires y sont favorables, ce n'est pas le cas des magistrats. Ces derniers soulèvent plusieurs problèmes comme l'impossibilité d'entendre plusieurs détenus en même temps, alors qu'ils sont incarcérés dans des endroits différents, et une perte de temps considérable pour eux, alors qu'ils fonctionnent déjà à flux tendu. La chancellerie va devoir donc faire preuve de conviction et de pédagogie pour ne pas ouvrir un nouveau front, cette fois avec la magistrature.

Est également prévue *« l'ouverture d'une large concertation pluridisciplinaire »* à propos de la surpopulation carcérale. Enfin, un co-

mité de suivi, qui doit veiller à l'avancement et à l'application de l'accord, a été institué. Il sera présidé par le directeur de l'administration pénitentiaire, Sébastien Cauwel, nommé en avril.

« On est un peu dans le flou »

Une chose est sûre : le moment pour entamer ces discussions est étrange, car tout le monde est suspendu aux législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Quel gouvernement devra appliquer cette feuille de route ? N'y a-t-il pas un risque de retournement de situation ? *« On est un peu dans le flou et l'on ne sait pas qui sera chargé de mettre en œuvre ces engagements »*, reconnaît M. Fonck. Ce qui est concerné en premier lieu est la modification éventuelle de l'article L225-1 du code pénitentiaire, qui devait être incluse dans le projet de loi sur la criminalité organisée, dont la discussion était prévue pour l'automne.

Selon le ministère de la justice, la phase de concertation et de con-

sultation sur ce plan de réforme visant particulièrement la lutte contre le narcotrafic, attendu comme ambitieux, n'est pas au point mort. Jean-François Ricard, conseiller spécial du garde des sceaux, a ainsi reçu, mardi 11 juin, l'Union syndicale des magistrats, tandis que des visioconférences se poursuivent avec les juridictions interrégionales spécialisées, les syndicats, les conférences de magistrats, ou encore les représentants des forces de l'ordre.

Parmi les mesures attendues figuraient un renforcement du statut du repent, des cours d'assises spécialement réservées aux affaires liées au narcotrafic, mais aussi la création d'un parquet spécifique. Ces derniers mois, au-delà de la multiplication des homicides liés aux trafics, l'exécutif avait été particulièrement mis sous pression depuis la publication, le 14 mai, d'un rapport sénatorial dépeignant un pays *« submergé »* par le narcotrafic et fustigeant des réponses politiques inadéquates.

C'était ce même jour que Mohamed Amra s'évadait au péage d'Incarville, lors du dramatique assaut, avant qu'il se volatilise, ainsi que son commando armé, sur les routes normandes. Amra, surnommé « La Mouche », est, depuis lors, l'homme le plus recherché de France et fait l'objet d'une notice rouge d'Interpol, étendant sa chasse au-delà des frontières françaises. L'enquête, menée par la police judiciaire de Rouen et l'Office central de lutte contre le crime organisé, se poursuit après un premier mois de traque, mais Amra reste introuvable. Fin mai, Eric Dupond-Moretti, avait, par ailleurs, annoncé avoir confié une enquête à l'inspection générale de la justice, afin de savoir *« s'il y a eu des failles »* dans le partage d'informations entre la police, la justice et l'administration pénitentiaire ayant permis ou facilité son évasion. ■

ABEL MESTRE
ET THOMAS SAINTOURENS

Attentat de Nice : les deux accusés condamnés en appel

La cour d’assises a prononcé une peine de dix-huit ans de prison, la même qu’en première instance, contre deux amis du terroriste

Aucune expertise récente n'a pu le confirmer (le tueur a été abattu par la police), mais Mohamed Lahouaiej Bouhlel présentait tous les symptômes d'un sévère dérèglement psychique : il frappait régulièrement sa femme, l'a violée avec un manche à balai, a menacé de la défenestrer avec ses deux filles, lui a uriné dessus et a, à l'occasion, déféqué sur le plancher... Fait rare dans la litanie des attentats qui ont endeuillé la France, il n'a d'ailleurs laissé aucune revendication de son acte ni la moindre allégeance à un groupe terroriste. Les deux procès de l'attentat qui a fait 86 morts, le 14 juillet 2016 à Nice, resteront comme un cas d'étude dans l'histoire de la justice antiterroriste. En premier lieu, parce que les motivations de son auteur, Mohamed Lahouaiej Bouhlel, le chauffeur-livreur tunisien qui a précipité son camion sur la foule rassemblée sur la promenade des Anglais, avaient probablement plus à voir avec la psychiatrie qu'avec une réelle conviction idéologique. En l'absence du tueur, deux de ses amis, Mohamed Ghraieb, un réceptionniste d'hôtel franco-tunisien de 48 ans, et Chokri Chafroud, un migrant tunisien sans papiers de 44 ans, avaient été condamnés, le 13 décembre 2022, à dix-huit ans de réclusion criminelle pour « association de malfaiteurs terroriste ». Clamant leur innocence, ils avaient fait appel. Ils ont de nouveau été condamnés, jeudi 13 juin, à la même peine,

alourdie d'une période de sûreté des deux tiers. « *Les proches de Mohamed Lahouaiej Bouhlel avaient observé sa radicalisation* », a expliqué Christophe Petiteau, le président de la cour d'assises spéciale de Paris, en motivant son verdict. Il est vrai que Mohamed Lahouaiej Bouhlel avait commencé à s'intéresser à la religion musulmane quelques semaines avant son passage à l'acte, même s'il ne la pratiquait pas (il buvait, se droguait, avait un amant et ne priait jamais). Il consommait également des vidéos d'exaction issues de la propagande djihadiste, parmi une multitude de vidéos gore d'actes de torture ou d'accidents de voiture dont il raffolait.

Actes matériels
Mais est-ce véritablement sa radicalisation idéologique que ses deux amis auraient dû percevoir, ou sa dangerosité psychiatrique ? Et, surtout, dans quelle mesure ont-ils contribué à alimenter sa pulsion de mort ? Quelques mois avant l'attentat, Chokri Chafroud, qui se trouvait alors en Tunisie, avait envoyé plusieurs messages incriminants à Lahouaiej Bouhlel sur Facebook. Il s'y lamentait de ses échecs et de la situation économique de son pays : « *C'est le bordel la Tunisie* », « *il n'y a ni travail ni avenir, rien à part l'humiliation* »... Mais ce migrant en errance et à l'intelligence très limitée, selon les experts, laissait surtout exploser sa colère dans une violence verbale qui interroge. Décrivant la foule rassemblée sur une plage de Sousse, il écrivait : « *T'as envie*

La cour a retenu que tous deux avaient été associés à la location du camion utilisé pour l'attentat, ce qu'ils nient

d'un semi-remorque rempli de ciment qui leur rentre dans le cul de leur mère à tous. » Puis, en avril 2016 : « *Vas-y remplis le camion avec 2000 tonnes de fer et nique coupe-lui les freins mon ami et laisse-moi regarder.* » La cour a estimé que ces propos avaient pu « influencer » Mohamed Lahouaiej Bouhlel.

Quant à Mohamed Ghraieb, le président a relevé que « *malgré sa laïcité revendiquée* », il avait « justifié » dans deux messages envoyés en janvier 2015 à Mohamed Lahouaiej Bouhlel l'attentat commis contre *Charlie Hebdo* : « *Je suis pas Charlie. Qu'ils aillent se faire enculer* » et « *T'as vu comment Dieu les a envoyé des soldats d'Allah pour les finir comme des m.!!* » Chokri Chafroud aurait donc inspiré le mode opératoire du tueur, tandis que Mohamed Ghraieb l'aurait encouragé à se rapprocher d'une lecture djihadiste du monde. Mais les mots, aussi violents soient-ils, ne suffisent pas à constituer une « association de malfaiteurs terroriste ». Il faut des actes matériels.

La cour a d'abord retenu que les accusés avaient « participé » à la recherche d'une arme à feu à la demande de Lahouaiej Bouhlel, arme qu'ils ne lui ont pas fournie. Elle a aussi retenu que tous deux avaient été associés à la location du camion utilisé pour l'attentat, ce qu'ils nient. Tandis qu'il se trouvait dans une agence de location ADA, Mohamed Lahouaiej Bouhlel avait en effet envoyé à chacun le SMS « *ADA* », auquel ils n'avaient pas répondu, et dont ils assurent n'avoir pas compris le sens. Le terroriste les avait en outre invités, séparément, à une petite balade à bord de son camion de location, quelques jours avant le massacre.

Mohamed Lahouaiej Bouhlel est-il un grand psychopathe érotomane ayant impliqué malgré eux ses deux amis dans sa pulsion de mort ? A-t-il été influencé, encouragé, voire assisté dans la mise en œuvre de son projet ? La cour d'assises spéciale de Paris a eu par deux fois l'intime conviction que Mohamed Ghraieb et Chokri Chafroud avaient conscience que leur ami allait commettre un attentat et qu'ils l'avaient aidé matériellement.

« *Les deux accusés ont cinq jours pour se pourvoir en cassation* », a conclu le président. Leurs avocats, qui avaient plaidé l'acquiescement au motif que ce dossier ne reposait que sur des « *fantasmes* » et des « *hypothèses* », n'ont pas attendu ce délai. Ils ont annoncé jeudi soir qu'ils allaient saisir la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire. ■

SOREN SEELOW

Mort de Steve Maia Caniço : une « peine de principe » requise contre le commissaire

Le procureur a demandé de déclarer M. Chassaing coupable des faits d’homicide involontaire

NANTES - correspondant

Ce jeudi 13 juin, Grégoire Chassaing n'a manifestement pas envie de rester sous le feu roulant des questions de M^e Cécile de Oliveira et de M^e William Pineau, avocats de la famille de Steve Maia Caniço. Envolé, la voix calme et posée de la veille : cette fois, le ton se fait cassant et autoritaire (« *Je pense que j'ai été clair hier, je me suis exprimé sur la question* », évacue-t-il à plusieurs reprises), et l'effet produit est désastreux.

Observant que le commissaire exprime un mea culpa pour avoir mis en difficulté ses effectifs, M^e William Pineau demande : « *Est-ce que vous ressentez des regrets par rapport à la mise en danger qu'a représentée l'action policière placée sous votre commandement pour les danseurs de la dernière heure qui se tenaient quai Wilson ?* » La réponse du prévenu fuse, glaciale : « *Ce n'est pas l'objet de ce procès, maître.* »

L'objet de ce procès consiste à déterminer si le commissaire, toujours très bien noté par sa hiérarchie, a commis des fautes, ou pas, lors de l'intervention qu'il a dirigée, lors de la Fête de la musique 2019 à Nantes, pour faire cesser une soirée électro qui se tenait quai Wilson, site alors depourvu de la moindre barrière de sécurité sur sa majeure partie. Cette nuit-là, peu après 4 heures, horaire fixé pour la fin des réjouissances, un DJ a relancé la musi-

que, et le climat s'est embrasé en un éclair. Les policiers, qui soutiennent avoir essuyé rapidement « *un déluge* » de projectiles, ont riposté en déversant une pluie de grenades lacrymogènes, qui a semé la panique. A 4h33, Steve Maia Caniço, animateur périscolaire de 24 ans sans histoire, s'est noyé dans la Loire.

Preuve de la confusion de la scène : cinq ans après le drame, le recensement précis du nombre de personnes tombées dans la Loire, tout au long de la nuit et plus spécifiquement durant l'intervention policière, varie encore, aussi bien du côté des autorités que des secouristes. Autre fait inquiétant : le décompte des armes employées (lacrymogènes, grenades de désencerclement, lanceurs de balles de défense) demeure sujet à caution, n'ayant pas fait l'objet de déclarations rigoureuses.

Jacques Schneider, saisi du dossier en tant qu'inspecteur général de l'administration à l'époque, relève « *le manque de discernement dans la conduite de l'opé-*

ration de police à partir de 4 heures du matin » et note : « *La solution était de ne pas intervenir de cette manière et d'attendre l'arrivée des CRS en renfort. Il aurait fallu faire comme en 2017.* »

« Cloué au pilori »
A l'heure des réquisitions, Philippe Astruc, procureur de la République, et son adjoint Tanguy Courroye, demandent au tribunal correctionnel de Rennes de condamner M. Chassaing pour homicide involontaire. Le commissaire divisionnaire n'est « *ni un lampiste ni un bouc émissaire* », indique Philippe Astruc, avant de préciser : « *Mais il n'est clairement pas seul à porter le poids de ce décès.* » La ville de Nantes et la préfecture, note-t-il, avaient connaissance de l'installation des sound systems sur un site dangereux « *dès lors qu'il n'était pas convenablement protégé* ». Des fêtards ont mené « *des actions hostiles* » à l'encontre des policiers. Et le DJ qui a voulu jouer les prolongations porte, à ses yeux, « *une responsabilité morale* » dans le drame qui est advenu.

Le ministère public requiert une « *peine de principe* » à l'encontre de M. Chassaing, sans en préciser « *la nature* » ou « *le quantum* », déléguant cette responsabilité à « *l'appréciation fine* » du tribunal. Aucune interdiction d'exercer n'est sollicitée : « *L'action conduite pendant quelques minutes, pour fautive qu'elle soit, ne vient pas invalider, ni l'homme ni le professionnel* », énonce M. Astruc.

Aucun doute possible, selon Tanguy Courroye : l'existence d'« *un lien de causalité* » entre l'intervention policière et la chute fatale de Steve est établie. A l'horaire fatidique de 4h33, l'usage des armes par les effectifs de M. Chassaing n'était « *ni absolument nécessaire ni strictement proportionné* », épingle le vice-procureur, qui note également qu'« *un repli était possible* ». L'usage des grenades lacrymogènes, reprend-il, aurait dû être pros crit, conformément aux instructions de la note de service de la direction départementale de sécurité publique de Loire-Atlantique.

Avant même les réquisitions, l'émotion a chaviré le commissaire. « *Je ne pourrai jamais ressentir ce que ressent la famille de Steve* », lâche-t-il, la voix étranglée par un sanglot. Invité par son avocat, M^e Louis Cailliez, à fendre l'armure, il livre son sentiment, a posteriori, d'avoir été « *envoyé au casse-pipe et se désole d'être cloué au pilori depuis cinq ans, pointé du doigt comme le seul fautif* ». « *Me retrouver seul à la barre cette semaine, alors qu'il y a d'autres responsabilités, c'est très dur à vivre* », confie-t-il. Il répète qu'il a « *essayé de faire au mieux* », et reprend : « *Je n'ai pas commis de faute ce soir-là.* » Assurant : « *J'ai régulièrement des SMS de collègues qui me disent : On aurait fait la même chose à ta place.* » M^e Cailliez va plaider la relaxe. Le jugement doit être mis en délibéré. ■

YAN GAUCHARD

A Emmaüs, la fédération cherche une sortie de crise

L'association de lutte contre la pauvreté est mise en cause pour travail dissimulé

Voilà près d'un an qu'Emmaüs est pris dans la tourmente. Jeudi 13 et vendredi 14 juin, l'association de lutte contre la pauvreté fondée par l'abbé Pierre se réunissait en assemblée générale et devait chercher l'épilogue d'une crise inédite. Plusieurs communautés, parmi les quelque 120 que compte le mouvement, ont été ébranlées par des grèves de compagnons qui dénoncent leurs conditions de travail.

Un numéro du magazine d'investigation *Complément d'enquête*, diffusé le 6 juin sur France 2, a révélé, en outre, des cas de défaillance de sécurité des compagnons, de mauvais traitements, de harcèlement et même des soupçons de détournement de fonds.

Des perquisitions ont, par ailleurs, été effectuées, le 4 juin, sur quatre sites de l'association dans le Tarn-et-Garonne, dans le cadre d'une enquête ouverte par le parquet de Montauban sur des faits de travail dissimulé au détriment de personnes vulnérables.

Un procès s'est enfin tenu, le 13 juin, devant le tribunal judiciaire de Lille au cours duquel trois dirigeants de communautés de Saint-André-lez-Lille et de Nieppe (Nord) ont notamment répondu des faits de travail dissimulé. Le procureur a requis un an de prison avec sursis et 2000 euros d'amende à l'encontre du président de la Halte-Saint-Jean, et deux ans de prison avec sursis et 3000 euros d'amende à l'encontre de la directrice. Six mois de prison avec sursis ont été requis à l'encontre d'un ancien responsable de la communauté de Nieppe. La décision du tribunal sera connue le 5 juillet.

« Activité solidaire »
Une vingtaine de compagnons de la Halte-Saint-Jean avaient à l'origine déposé plainte pour « traite des êtres humains », une qualification que n'a pas retenue la justice. Tous en situation irrégulière, et en grève depuis juillet 2023, ils dénonçaient des conditions de travail harassantes – à raison de quarante heures par semaine et pour certains depuis plusieurs années – et des promesses de régularisation non tenues. La personnalité de la dirigeante de la communauté était aussi mise en cause.

Officiellement, les compagnons des communautés Emmaüs ne sont pas des salariés mais pratiquent une « *activité solidaire* ». Ils participent au tri de vêtements ou de livres, au débarras de meubles, à la réparation d'appareils électroménagers, à la vente d'articles ou encore à des travaux d'entretien des bâtiments. En échange de quoi, ils sont nourris, logés et perçoivent une rétribution.

En 2008, pour clarifier la situation juridique des communautés, un statut d'organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires (Oacas) a été imaginé par les pouvoirs publics. Les structures agréées garantissent aux personnes accueillies un habitat digne, un soutien financier et un accompagnement social. Elles cotisent à l'Urssaf, ce qui permet aux compagnons de bénéficier de tous les droits qui découlent du régime général de la protection sociale : arrêt de travail et indemnités journalières, accident du travail ou encore retraite. Le statut Oacas avait été refusé par cinq communautés du Nord, dont celles dans la tourmente aujourd'hui.

Dispositif d'alerte
Depuis la loi relative à l'immigration de 2018, une instruction ministérielle prévoit, en outre, que les personnes sans papiers accompagnées depuis trois ans par des communautés, qui ont le statut d'Oacas, peuvent demander une régularisation. Depuis plusieurs années, le public des compagnons a, en effet, évolué. « *60 % des 7000 personnes accueillies en communauté sont sans papiers* », juge le délégué général de la fédération Emmaüs France, Tarek Daher. Mais il y a une limite à la disposition : la décision de régularisation reste à l'appréciation des préfets, dans le cadre de l'admission exceptionnelle au séjour. « *C'est une réalité qui nous percute. Ce sont des gens jeunes, diplômés, qui restent plus longtemps et qui ont un espoir pas toujours bien compris. Ce qui donne un pouvoir exorbitant aux personnes. On n'a peut-être pas assez réfléchi à l'évolution de notre cadre.* »

Les crises dans plusieurs communautés ont révélé la difficulté de la fédération à gérer des situations dysfonctionnelles. « *Les gens peuvent manquer de moyens pour nous alerter* », concède Tarek Daher, dont la fédération a décidé de lancer des audits sociaux dans toutes les communautés qui font de l'hébergement et de l'accompagnement.

Un dispositif d'alerte a aussi été pensé, qui doit être opérationnel dans le courant du mois de juillet. Piloté par un cabinet d'experts externe, il est censé permettre de recueillir des signalements. Vendredi, une motion devait par ailleurs être votée en assemblée générale, pour obliger les communautés récalcitrantes et les futures communautés à adopter le statut Oacas. « *Nous devons faire évoluer nos statuts pour donner à la fédération plus de leviers sur les communautés* », ajoute M. Daher. La fédération planche sur des réformes statutaires pour développer ses capacités de contrôle et de sanction. ■

JULIA PASCUAL

JUSTICE

Un trafic de Fentanyl démantelé en Bretagne

Trois personnes ont été mises en examen, jeudi, par un juge d'instruction, à Rennes, après le démantèlement d'un réseau d'obtention illicite de Fentanyl, un médicament très addictif. Il s'agit de deux hommes et une femme, de nationalité géorgienne. L'affaire a débuté, en mai 2023, lorsque le commissariat de police de La Baule (Loire-Atlantique) a interpellé en flagrant délit un homme présentant des ordonnances volées ou falsifiées à des pharmaciens. – (AFP)

Un pédiatre mis en examen pour agressions sexuelles à Metz

Un pédiatre a été mis en examen pour des faits d'« agressions sexuelles aggravées » et de « harcèlement sexuel », et placé sous contrôle judiciaire avec l'interdiction d'exercer son activité hors la présence d'une personne tierce. Il lui est reproché d'avoir commis ces faits à Metz, entre janvier 2021 et le 3 juin 2024. Selon *Le Républicain lorrain*, ils auraient été exercés sur trois mineurs dans le cadre de ses fonctions. Les faits de harcèlement sexuel viseraient un adulte. – (AFP)

Derrière l'IA, la déferlante des data centers

Ces usines du numérique sont de plus en plus nombreuses, puissantes et voraces en énergie

ENQUÊTE

Créer un texte, une photo ou une vidéo à partir d'une simple commande écrite... Depuis le lancement de ChatGPT fin 2022, les intelligences artificielles (IA) génératives suscitent l'engouement des internautes, des entreprises et des Etats. Mais derrière ces créations synthétiques et ces assistants virtuels se cache une expansion bien réelle et terrestre : celle des data centers, ces centres de données où se trouvent les ordinateurs permettant de faire fonctionner les IA.

«Après l'étincelle du numérique puis la flamme du cloud, l'intelligence artificielle allume le feu. La quantité de demande et d'argent investi est incroyable», s'enthousiasme Charles Meyers, patron d'Equinix, un des grands opérateurs mondiaux de data centers pour des entreprises ou des acteurs du cloud, c'est-à-dire l'hébergement en ligne de données et de services.

«Le besoin de calcul informatique pour l'IA a été multiplié par un million en six ans et il décuple chaque année», a asséné le patron de Google, Sundar Pichai, le 14 mai. En conséquence, Amazon, Microsoft, Google et Meta (Facebook, Instagram) vont, en 2024, investir 200 milliards de dollars (187 milliards d'euros) en nouvelles infrastructures, soit 45 % de plus qu'en 2023 et 180 % par rapport à 2019, a calculé le cabinet d'analyse de marché Bernstein Research. Alimentées par le prix des processeurs spécialisés – plusieurs dizaines de milliers de dollars pour une puce («graphics processing unit», GPU) du leader Nvidia –, les dépenses en serveurs dédiés à l'IA vont, selon ces analystes, quintupler entre 2022 et 2025, passant de 25 à 125 milliards de dollars par an.

Les géants rivalisent d'annonces avec des investissements pluriannuels impressionnants. Amazon : 15,7 milliards d'euros en Espagne, 7,8 milliards d'euros en Allemagne ou 8,2 milliards d'euros à Singapour. Microsoft : 2,95 milliards d'euros en Suède, 3,2 milliards d'euros en Allemagne, 2,67 milliards d'euros au Japon ou 1,4 milliard d'euros aux Emirats arabes unis. Google : 4,66 milliards d'euros à Singapour, 1,85 milliard d'euros en Malaisie, près d'un million d'euros au Royaume-Uni...

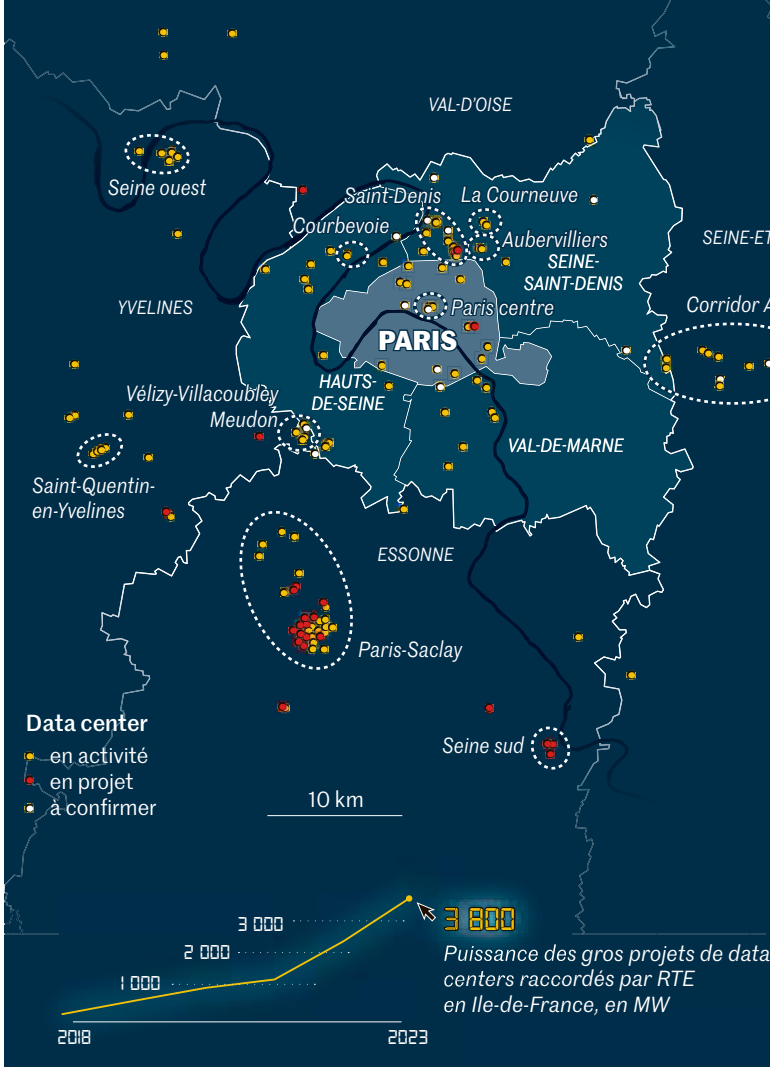
Une offensive en France La France a l'intention de surfer sur ce tsunami. «Nous avons la capacité d'accueillir de nouveaux data centers et de développer les existants», a lancé Emmanuel Macron, à l'Élysée, le 21 mai, devant le gratin de l'IA. C'est un enjeu de «souveraineté», a insisté le président, appelant l'Europe à combler son «retard», en passant de 3 % à 20 % des GPU mondiales d'ici à 2030 ou 2035.

Quelques jours plus tôt, au sommet Choose France, Microsoft a promis 4 milliards d'euros pour l'IA et les data centers : le numéro deux du cloud va renforcer ses centres de Paris et de Marseille, mais aussi en ouvrir un près de Mulhouse, à Petit-Landau (Haut-Rhin), un village de 800 habitants doté d'un terrain libre et de bonnes connexions aux réseaux. «Comme les routes, les ports et les aéroports, les centres de données sont l'infrastructure socle de l'économie numérique du XXI^e siècle», a expliqué le vice-président de Microsoft chargé du développement durable, Brad Smith, saluant aussi au passage «le soutien de la France au nucléaire, au solaire et à l'éolien».

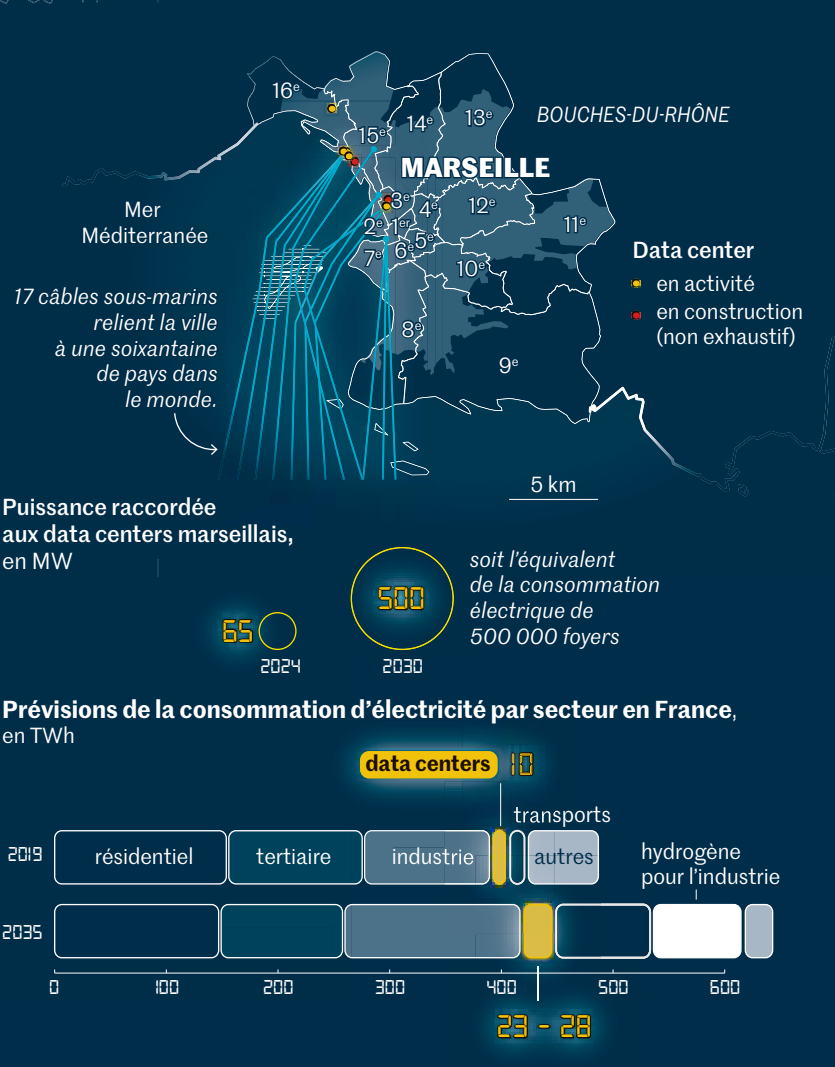
Le même jour, Amazon s'est engagé à injecter 1,2 milliard d'euros pour renforcer ses data centers (et ses entrepôts pour le commerce en ligne) en France, où le groupe a prévu d'investir 6 milliards d'euros dans le cloud d'ici à 2031. Toujours à Choose France, Equinix a dévoilé un grand centre de données à Meudon (Hauts-de-Seine), à 630 millions d'euros. «C'est la première fois que le gouvernement est aussi allant sur l'IA», apprécie M. Meyers. Le français Data4 avait pris les devants en annonçant, en mai 2023, un «campus» de data centers à Nozay (Essonne), sur un ancien site d'Alcatel-Lucent (devenu Nokia).

Signe du gigantisme alimenté par l'IA, Microsoft promet de disposer en France, d'ici à la fin 2024, de 25 000 GPU. «C'est quasiment l'objectif annuel de 30 000 que nous avait fixé la Commission de l'IA», s'est félicité M. Macron, en référence au rapport remis mi-mars par les

En Ile-de-France, une très forte concentration de data centers



Marseille, deuxième « hub » français des données grâce à ses câbles Internet sous-marins



experts mandatés par l'exécutif. A titre de comparaison, le «supercalculateur» installé fin 2023 à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) par Scaleway, filiale d'Iliad, fondé par Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du Monde), était avec 1 016 GPU considéré alors comme l'un des plus puissants d'Europe...

«La France est dans une phase de rattrapage», décrypte Géraldine Camara, déléguée générale de France Datacenter, l'organisation du secteur : deux fois inférieure à celle de l'Allemagne, la puissance électrique installée des centres de données de l'Hexagone devrait doubler d'ici à 2028 et plus que tripler d'ici à 2033. «Le pays a des atouts, mais les procédures administratives sont complexes et longues», souligne M^{me} Camara.

Pour lever ces freins, le gouvernement avait introduit en avril une mesure législative proposée par la Commission de l'IA : donner aux centres de données le statut de «projet d'intérêt national majeur», créé par la loi sur l'industrie verte de 2023, et ainsi être autorisés par l'Etat et non plus par le maire de la commune concernée. Si elle était relancée, cette mesure annulée par la dissolution s'ajouterait au tarif préférentiel de l'électricité accordé aux data centers, sous certaines conditions : 12 euros par MWh au lieu de 22,50 euros.

Bond de la consommation électrique Cette course à l'IA soulève de nombreuses questions, notamment énergétiques. Une requête sur un assistant comme ChatGPT consommerait dix fois plus d'électricité qu'une recherche classique sur Google, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans les data centers, une «baie» – ces armoires où s'empilent les ordinateurs – de GPU dédiées à l'IA nécessite six à neuf fois plus de puissance électrique qu'une «baie» de processeurs classiques (dédiés aux autres services fournis par les opérateurs de cloud), selon Equinix. «Ces GPU représentent moins de 10 % des processeurs dans nos data centers, mais déjà bien plus de 10 % de notre consommation électrique. Et cette part va augmenter», prévient M. Meyers, alors que l'électricité, premier poste de dépense des data centers, représente 30 % à 50 % de leurs coûts. Et la soif d'énergie va croissant : il existe, aux Etats-Unis ou en Corée du Sud, des projets de campus d'une puissance de 1 GW, soit un réacteur de centrale nucléaire.

AMAZON, MICROSOFT, GOOGLE ET META VONT INVESTIR 200 MILLIARDS DE DOLLARS EN NOUVELLES INFRASTRUCTURES EN 2024, SOIT 45 % DE PLUS QU'EN 2023

Au niveau mondial, les besoins électriques de l'intelligence artificielle et des cryptomonnaies devraient passer de 460 TWh en 2022 (soit 2 % de la consommation) à 620 TWh ou 1 050 TWh en 2026, selon l'AIE, soit un ajout «équivalent à la Suède ou l'Allemagne». Aux Etats-Unis, où sont installés un tiers des data centers mondiaux, le secteur représente 200 TWh (4 % de la consommation) et devrait passer à 260 TWh (6 %). En Europe (16 % des centres), le besoin passerait de 100 TWh (4 % de la consommation) à 150 TWh. Celui de la Chine (10 % des data centers) grimperait de 200 TWh à 300 TWh.

En France, la croissance attendue est aussi spectaculaire. En septembre 2023, RTE, l'opérateur du réseau de transport d'électricité, prévoyait 15 TWh à 20 TWh de consommation annuelle pour les centres de données en 2030, puis 28 TWh en 2035, contre 10 TWh aujourd'hui. Et la barre pourrait monter, selon RTE, jusqu'à 80 TWh si l'on prenait en compte tous les projets récents et si les data centers utilisaient toute leur puissance disponible, alors que 20 % à 40 % sont mobilisés actuellement. «Nous n'avons pas d'inquiétude particulière sur la capacité à couvrir cette demande, dans la mesure où la production d'électricité et l'efficacité énergétique sont aussi censées augmenter», rassure Jean-Philippe Bonnet, directeur adjoint du pôle stratégie, prospective et évaluation de RTE. Mais il reconnaît certaines difficultés : «Il faut développer le réseau électrique pour accompagner l'expansion et la progression en taille. Cela suppose un minimum de délai pour planifier les infrastructures, obtenir les autorisations et... les construire. Or, nous manquons encore d'outils de planification territoriale associant pleinement collectivités et Etat.

Efforts d'efficacité et achats de renouvelables En pleine crise énergétique et climatique, le secteur est conscient de la sensibilité du sujet des ressources. «Il y a un risque lié à l'empreinte de l'IA, mais il faut mettre cela en perspective avec les 26 000 TWh de la demande électrique mondiale annuelle. Et avec les gains d'efficacité du secteur», a relativisé l'analyste de l'AIE Thomas Spencer, début juin, au salon Vivatech. «Pour la même quantité d'électricité, nous produisons trois fois plus de calcul informatique qu'il y a cinq ans», plaide-t-on chez Google, qui, comme

les autres géants du cloud, a amélioré le refroidissement de ses centres ou développé des puces moins énergivores. Le coût électrique d'une requête effectuée sur l'assistant d'IA intégré à son moteur de recherche a baissé de 80 % en un an, assure l'entreprise.

«Le problème est que les besoins en calcul vont dans le même temps augmenter encore plus, car on développe les usages en mettant de l'IA générative partout : dans les réseaux sociaux, les moteurs de recherche, la bureautique... C'est l'effet rebond», objecte Sasha Lucioni, spécialiste des questions énergétiques pour la plate-forme d'IA Hugging Face. En effet, l'efficacité n'empêche pas la consommation électrique du secteur d'augmenter : celle de Google a doublé entre 2018 et 2022.

Autre argument des géants de la tech : leurs investissements dans les énergies renouvelables. Amazon se targue d'en être le premier acheteur mondial, avec «500 projets éoliens et solaires, produisant l'équivalent de la consommation annuelle de 7,2 millions de foyers américains». A Choose France, Microsoft a annoncé ses premiers contrats d'achat d'électricité à long terme («PPA», power purchase agreement), en France, où il compte disposer «d'environ 100 MW de nouveaux projets d'énergie renouvelable d'ici à la fin 2024». Avec ces contrats, les grands du secteur «ajoutent de l'électricité décarbonée au réseau», défend le patron d'Equinix, qui a investi 250 millions d'euros dans six fermes éoliennes en France pour une consommation «équivalente à 660 000 foyers».

Mais les PPA ont leurs limites. Leur énergie est souvent produite sur un lieu éloigné des centres et elle est intermittente, car liée au soleil et au vent : il faut donc quand même les brancher au réseau électrique local. C'est pour cela que Google et Microsoft ont l'objectif d'alimenter leurs centres avec des énergies décarbonées 24 heures sur 24, grâce à des raccordements directs aux unités de production, des batteries, etc. Mais ces connexions ne seront pas généralisées avant 2030, au mieux.

Hugues Ferrebœuf, spécialiste du numérique du think tank sur l'énergie et le climat Shift Project, relève un autre problème : «Comme il y a des limites logistiques et matérielles pour fabriquer les systèmes de production d'énergies renouvelables, les grands acteurs du numérique décarbonent leur consommation en préemptant ces ressources

Aux Etats-Unis, l'insatiable appétit d'électricité de la tech

La montée de l'IA a amplifié les besoins. La situation aggrave le bilan carbone du secteur et risque de saturer les réseaux électriques

NEW YORK - correspondant

En 2020, Microsoft s'engageait à avoir des émissions carbonées négatives d'ici à 2030. Quatre ans plus tard, le bilan est catastrophique : les émissions de la firme fondée par Bill Gates ont augmenté de 30 %, sous-traitants compris. « Cette hausse provient principalement de la construction de davantage de data centers », écrit le groupe dans son rapport annuel, publié début mai. « En 2020, nous avons dévoilé notre projet de décrocher la lune en matière de réduction carbone. C'était avant l'explosion de l'intelligence artificielle [IA] », a déclaré, à l'agence Bloomberg, Brad Smith, vice-président de Microsoft chargé du développement durable. Aujourd'hui, constate-t-il, « la lune est cinq fois plus éloignée qu'elle ne l'était en 2020 ».

Les géants du numérique américains, avec leurs centres de données gigantesques, sont devenus des gouffres énergétiques et le phénomène va en s'amplifiant avec les besoins en calcul liés à l'IA. Selon le dernier rapport, publié en janvier par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les Etats-Unis abritent le tiers des 8 000 data centers de la planète. Et leur part dans la consommation d'électricité du pays devrait bondir de 4 % à 6 % entre 2022 et 2026, passant de 200 à 260 térawattheures, soit environ l'équivalent de la production de 43 réacteurs nucléaires.

Entre juillet 2023 et fin juin, Microsoft aura dépensé 50 milliards de dollars (46,44 milliards d'euros) pour ses centres de données et la tendance devrait se poursuivre. « La réponse n'est pas de ralentir l'expansion de l'IA, mais d'accélérer les travaux nécessaires pour la rendre plus respectueuse de l'environnement », a précisé M. Smith. La firme s'efforce d'arriver avec son énergie renouvelable clés en main. En mai, elle a annoncé avoir signé un accord avec le canadien Brookfield Asset Management pour investir plus de 10 milliards de dollars dans le développement de capacités d'énergies renouvelables pour ses centres de données.

Pour réduire leur empreinte carbone, les groupes américains utilisent toute une série de mécanismes plus ou moins crédibles. Dans certains cas, ils achètent des crédits d'énergie renouvelable pour prétendre qu'ils utilisent de l'énergie verte, mais cette technique s'apparente à acheter des droits à polluer. Et, de plus en plus, ils concluent des accords d'achat d'électricité verte.

Les conditions deviennent de plus en plus strictes : un décret signé par le président américain, Joe Biden, fin 2021, exige qu'en 2030 la moitié de l'électricité soit utilisée à l'heure où elle est produite et dans la région de consommation. Bref, on ne peut pas prétendre utiliser la nuit à New York de l'énergie solaire produite le jour au Texas. Cette règle évite un flou trompeur. Parfois, à écouter les entreprises new-yorkaises, on a le sentiment qu'il existe dix chutes du Niagara tant chacun se prévaut d'utiliser l'énergie renouvelable de la célèbre cataracte.

En mars, Amazon Web Services a acheté pour 650 millions de dol-

lars un site de centres de données dans le nord-est de la Pennsylvanie, à côté d'une centrale nucléaire de 2 500 mégawatts, pour l'aider à atteindre ses objectifs d'émissions. Celui-ci pourrait consommer jusqu'à 900 mégawattheures, l'équivalent d'un réacteur nucléaire.

Cette fringale d'électrons suscite l'inquiétude des gestionnaires du réseau électrique américain. PJM, qui alimente treize Etats du Nord-Est, met en garde contre un effet de ciseau avec l'explosion de la demande électrique (10 térawattheures, d'ici à 2029, soit l'équivalent de la consommation de New York) et la fermeture programmée de centrales à charbon et nucléaires, qui vont ôter 40 térawattheures, d'ici à 2030. « Les chiffres ne collent pas », prévient l'entreprise dans son rapport.

Pays habitué aux coupures

L'opérateur électrique de l'Ohio, American Electric Power (AEP), estime que la demande d'électricité, tirée en grande partie par les centres de données, devrait plus que doubler, d'ici à 2030. Il a demandé à sa tutelle étatique de pouvoir forcer les entreprises à payer l'électricité commandée, à hauteur de 90 % pendant dix ans, même s'ils ne l'utilisent pas. « Nous voulons nous assurer que les clients seront là avant d'investir des milliards de dollars dans le transport », a déclaré Marc Reitter, président d'AEP Ohio, à l'agence Bloomberg.

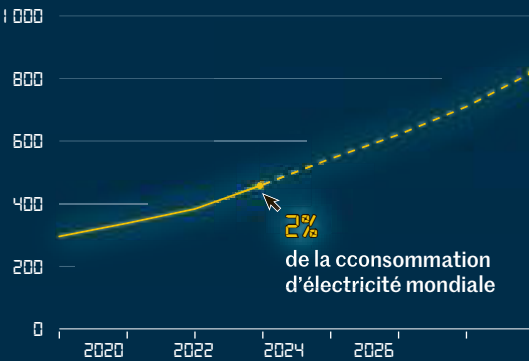
La consommation d'électricité américaine devrait croître de 3 % en 2024 et de 1 % en 2025. Ce chiffre modeste n'empêche pas la crainte de pénuries, dans un pays habitué aux coupures – qu'il s'agisse de celles de New York, en 1977, du nord-ouest du pays, en 2003, du Texas, à l'hiver 2021, ou celles régulières de Californie.

Ainsi, les élus de Géorgie, dans le sud du pays, ont voulu couper les aides fiscales accordées aux centres de données pour s'installer dans le Sud, mais ils se sont heurtés au veto du gouverneur, le républicain Brian Kemp. Ce dernier a estimé que ce gel « brutal » saperait « les investissements réalisés par ces opérateurs ». Les opposants dénoncent une hausse annoncée des prix de l'électricité et le recours aux énergies fossiles pour pallier la pénurie. « Accorder un allègement fiscal aux centres de données sans enquêter sur leur impact sur notre environnement et sur les factures payées [par les Géorgiens] est une vision à courte vue », a déclaré Jennette Gayer, directrice de l'ONG Environment Georgia, dans un communiqué.

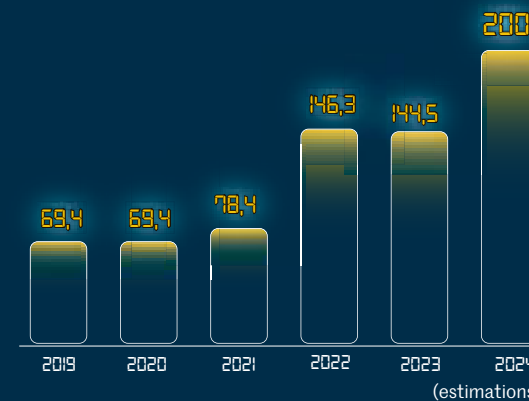
Chacun commence à mesurer l'impasse, d'autant que les centres de données ne sont pas seuls à faire croître la demande. Il faut ajouter le développement des véhicules électriques, l'implantation des usines de microprocesseurs, comme celle d'Intel dans l'Ohio, ou les nombreuses usines de batteries en construction. « Nous n'allons pas construire 100 gigawatts de nouvelles capacités d'énergies renouvelables en quelques années, a déclaré, en mars, à la CERWeek, Ernest Moniz, l'ancien secrétaire à l'énergie de Barack Obama, grand défenseur du gaz naturel. Nous sommes un peu coincés. » ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Dans le monde, la consommation d'électricité des data centers va doubler d'ici à 2026, en TWh



Investissements d'Amazon, Microsoft, Google et Meta dans les usines de serveurs, en milliards de dollars



Sources : AIE ; Bloomberg ; Bernstein Research ; RTE ; Institut Paris Région ; TeleGeography ; Enedis
Infographie Le Monde : Benjamin Martinez et Riccardo Pravettoni

rare, qui ne sont plus disponibles pour d'autres usages. » Enfin, utiliser de l'énergie verte n'empêche pas forcément de voir ses émissions de CO₂ augmenter : Microsoft a dû reconnaître un bond de 30 % en 2023, en raison des émissions indirectes liées à la construction des nouveaux data centers et à la fabrication des puces des serveurs...

Pour rendre leur stockage de données plus « acceptables », les acteurs proposent aussi dans leurs nouveaux projets de récupérer leur chaleur pour chauffer des équipements, comme Equinix avec la piscine olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Scaleway a lui passé un accord avec RTE et Enedis, pour « s'effacer volontairement » du réseau électrique en cas de pic de consommation, « généralement l'hiver, en fin de journée ».

Crainte de tensions locales sur le réseau Sera-t-on un jour obligé de choisir entre débrancher des data centers, des chauffages d'immeubles, des usines ou des transports ? « On peut toujours jouer à se faire peur », relativisait début juin la secrétaire d'Etat chargée du numérique, Marina Ferrari, en rappelant que la France a « relancé le nucléaire » avec six projets de réacteurs EPR. Elle reconnaissait toutefois un besoin de « mailler le territoire » pour compenser la « très grande concentration de projets en Ile-de-France et à Marseille ». C'est aussi l'approche d'Etix Everywhere, qui projette des « data centers de proximité » à Lille, Toulouse ou Lyon, afin d'éviter la saturation redoutée à Paris et à Marseille.

Dans le Bassin parisien, le besoin estimé de puissance électrique avoisinerait 7 GW à l'horizon 2030, soit cinq à sept réacteurs nucléaires, selon l'Institut Paris Région : Cécile Diguet, directrice du département transformations urbaines de l'agence d'urbanisme d'Ile-de-France, met en garde contre ce « processus d'accélération inquiétant », réalisé « sans planifications industrielle, environnementale et spatiale ». « Attention à ne pas fragiliser le réseau comme en Irlande », prévient-elle.

Dans ce pays, les centres de données devraient consommer un quart de l'électricité nationale en 2026, quasiment deux fois plus qu'en 2021. « Il existe un risque important pour la sécurité de l'approvisionnement en électricité », prévenait, fin 2021, EirGrid, le RTE irlandais. Depuis, les raccordements ne sont

LES BESOINS ÉLECTRIQUES DE L'IA ET DES CRYPTOMONNAIES DEVRAIENT PASSER DE 460 TWH EN 2022 À 620 TWH OU 1 050 TWH EN 2026 AU NIVEAU MONDIAL

plus autorisés qu'au cas par cas. Les Pays-Bas ou l'Allemagne ont aussi encadré l'expansion des usines de données, de même que Singapour. A Taïwan, leur consommation d'eau pour le refroidissement a fait s'insurger les agriculteurs... Les centres de données vont-ils susciter des protestations, comme les entrepôts d'e-commerce ces dernières années ?

A Marseille, la dizaine de projets recensés pourrait plus que doubler le parc actuel. Inquiète des conséquences de cette frénésie, l'équipe municipale de gauche élue en 2020 s'est mobilisée, car « les centres de données concurrencent d'autres activités qui ont aussi des besoins électriques, comme le port et le réseau de bus », explique Laurent Lhardt, adjoint chargé du dynamisme économique, de l'emploi et du tourisme durable. Pour mettre le holà, le conseil municipal a créé en octobre une commission de concertation chargée d'auditionner les porteurs de projets.

La tech, nouvelle alliée du nucléaire Ces dilemmes naissants risquent de devenir plus pressants. « Nous ne mesurons pas encore pleinement les besoins en énergie de l'IA. Il n'y a pas moyen d'y arriver sans une avancée scientifique », a prophétisé Sam Altman, le fondateur d'OpenAI à Davos en janvier. Pour éviter l'impasse, le créateur de ChatGPT et de nombreux patrons de la tech se tournent vers le nucléaire. Début mars, Amazon a racheté le campus de data centers attendant à la centrale de Susquehanna (Pennsylvanie), s'assurant jusqu'à 900 MW de puissance. Et de nombreux acteurs, dont Equinix, espèrent à terme intégrer dans leur centre des mini-réacteurs nucléaires ou « SMR ». Microsoft a pour cela recruté fin 2023 Archana Manoharan et Erin Henderson, deux cadres de l'industrie nucléaire. Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a aussi investi dans la start-up de mini-réacteurs Terra Power et Sam Altman dans Oklo.

Les géants de l'IA sont même des apôtres de la fusion nucléaire, vue comme la promesse d'une énergie « illimitée et propre » : Google DeepMind participe à des recherches, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a investi dans la start-up General Fusion, Bill Gates dans Commonwealth Fusion Systems et Sam Altman dans Helion. Cette dernière a noué un accord d'achat de sa future énergie avec Microsoft et discute avec OpenAI, a révélé début juin le *Wall Street Journal*. Et les deux partenaires (Microsoft a investi 13 milliards de dollars dans OpenAI) nourriraient un projet géant de 5 GW pour 2028, selon *The Information*.

Mais ces programmes s'apparentent à une fuite en avant hasardeuse, note Sasha Luccioni : « Construire des centrales ou des SMR, cela prend des années, alors que le besoin pour l'IA est lui immédiat. Il y a un décalage ». En effet, pour l'heure, le SMR restait à l'état de projet et la fusion est une piste de recherche.

Technologie contre sobriété Inquiets du risque de voir s'installer dans le débat public l'idée que « l'IA, c'est énergivore et mauvais pour l'environnement », le gouvernement comme les géants du numérique cherchent à déplacer le sujet : cette technologie peut aussi être la solution. L'IA ne pourrait-elle pas aider à améliorer les prévisions météo, mieux piloter les réseaux électriques, proposer des trajets moins émetteurs de CO₂ ou innover dans les isolants et les batteries ? « Ce débat est difficile à avoir car ces gains hypothétiques ne sont pas bien chiffrés », rétorque M^{me} Luccioni, pour qui, en cette période de « technoptimisme très fort », la priorité est plutôt de se demander : « A-t-on vraiment besoin de l'IA générative partout ? »

La solution serait de développer des IA plus spécialisées, plus simples et plus « frugales » : la chercheuse aimerait créer « une sorte de Nutri-Score de l'IA » affichant la consommation énergétique de chaque modèle. Le ministre de l'écologie, Christophe Béchu, avait d'ailleurs annoncé en mai la création d'un « référentiel d'évaluation environnementale des IA », pour favoriser la technologie « sobre ». Une autre force de rappel, économique, pourrait jouer : des investisseurs commentent à s'inquiéter du décalage entre les coûts colossaux des data centers et les perspectives de revenus des IA génératives, pour l'heure bien moins pharaoniques. ■

ADRIEN PÉCOUT, OLIVIER PINAUD ET ALEXANDRE PIQUARD

Dans l'Italie de Meloni, la tentation du nucléaire

La Péninsule veut renouer avec l'atome, qu'elle avait rejeté après les accidents de Tchernobyl et de Fukushima

ROME - correspondant

L'Italie veut renouer avec l'atome une fois pour toutes. «*Nous sommes convaincus que, compte tenu de la demande et dans l'optique de la décarbonation, nous ne pouvons pas faire à l'avenir sans une part de nucléaire dans notre production d'énergie*», explique au Monde le ministre italien de l'environnement et de la sécurité énergétique, Gilberto Pichetto Fratin. Après avoir été à l'avant-garde du nucléaire, l'Italie l'a abandonné à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986. Depuis, le retour à l'atome est un thème récurrent. Il est revenu sur le devant de la scène avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et les défis qu'elle a posés en matière d'autonomie énergétique.

Dans un pays qui dépendait de Moscou pour 40 % de ses réserves en gaz – principale composante du «mix» italien –, la question des approvisionnements en énergie a ouvert un nouveau débat sur le nucléaire et, cette fois, le gouvernement d'extrême droite et de droite de la présidente du conseil, Giorgia Meloni, semble déterminé à aller de l'avant en dépit des échéances de très long terme et d'une opinion publique rétive.

Question de la fusion

Pour Rome, il s'agit de retrouver un héritage mis de côté pendant quatre décennies. La patrie du physicien Enrico Fermi (1901-1954), pionnier de l'atome, a construit sa première centrale en 1963 et a été un temps le troisième producteur d'énergie nucléaire derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Après une impulsion dans les années 1970 et une intensification des efforts visant à construire de nouvelles centrales, en coopération avec la France et l'Allemagne, les artisans du nucléaire transalpins ont dû faire face à l'influence croissante d'un mouvement d'opinion défavorable, de mobilisations nationales en résistances locales.

Le désastre de Tchernobyl a eu, par la suite, raison de la filière, avec la tenue, en 1987, d'un référendum abrogatif au cours duquel 80,6 % des votants se sont exprimés contre la poursuite de la produc-

Pour les autorités de Rome, il s'agit de retrouver un héritage mis de côté pendant quatre décennies

tion d'énergie nucléaire. A la fin des années 2000, les ambitions déjà abouties d'un gouvernement mené par Silvio Berlusconi, très favorable à une réintroduction du nucléaire, se sont brisées sur les effets dans l'opinion d'une nouvelle catastrophe, celle de Fukushima, au Japon. Un deuxième référendum, en 2011, a alors confirmé l'issue du précédent et la renonciation de l'Italie à l'atome.

«*Avec la nécessaire sortie des énergies fossiles, le besoin de soutien aux énergies renouvelables intermittentes que sont le solaire et l'éolien et à des fins de sécurité énergétique, en lien avec le contexte géopolitique, le nucléaire doit être considéré comme une solution*», juge M. Fratin. Après un vote du Parlement en ce sens, une plate-forme nationale sur le nucléaire soutenable a été montée par son ministère en septembre 2023. Elle doit livrer à l'automne ses premières conclusions sur les perspectives qui se présentent à l'Italie.

Les efforts s'orientent vers le secteur des petits réacteurs modulaires (SMR ou «*small modular reactors*») fabriqués en série en usine et sur des réacteurs modulaires avancés (AMR ou «*advanced modular reactors*») de quatrième génération encore à l'état de recherche, mais susceptibles d'offrir des solutions nouvelles, avec l'utilisation comme combustible de déchets nucléaires retraités.

Par ailleurs, le pays entend s'impliquer davantage dans le champ de la fusion nucléaire, considéré par ses défenseurs comme l'énergie de l'avenir, à la fois abondante, sûre et propre. La question de la fusion devrait d'ailleurs figurer dans le communiqué final du sommet du G7 présidé par l'Italie, qui se termine samedi 15 juin. Le nucléaire fait également partie

des scénarios du plan national intégré pour l'énergie et le climat, que Rome doit envoyer à Bruxelles d'ici à la fin du mois de juin. «*Le nucléaire n'est pas une alternative aux renouvelables, mais un complément qui permet de stabiliser les coûts de l'énergie*», estime Gilberto Pichetto Fratin.

Afin de donner corps à ses aspirations nucléaires, l'Italie a rejoint l'Alliance industrielle européenne sur les petits réacteurs modulaires, lancée par la Commission en vue de produire des premiers prototypes en 2030. Rome est également observateur de l'Alliance européenne du nucléaire voulue par la France en mars. Par ailleurs, les efforts transalpins ne partent pas de zéro. Le secteur a survécu à la fermeture des centrales. «*Nos entreprises sont reconnues pour leur grande expertise, bien qu'elles soient situées dans un pays qui ne produit pas d'énergie nucléaire*», affirme M. Fratin.

L'Italie compte un acteur important dans ce domaine, Ansaldo Nucleare, dont les compétences vont de la construction de centrales à la recherche en matière de traitement des déchets. La compagnie est d'ailleurs impliquée, avec l'italien Edison et EDF, dans un projet de collaboration pour le développement du nucléaire dans la Péninsule.

Contraintes politiques

La start-up Newcleo, de Stefano Buono, implantée à Turin, Lyon et Londres, est également lancée dans la course aux petits réacteurs. Elle doit en construire un en France, avec le soutien des pouvoirs publics. L'ancienne société nationale d'électricité Enel est par ailleurs un exploitant nucléaire par le biais de ses filiales espagnole et slovaque.

Malgré ces atouts, la route du retour au nucléaire sera longue. «*Nous sommes complètement déstructurés juridiquement face à*

Les efforts s'orientent vers le secteur des petits réacteurs modulaires fabriqués en série en usine

la perspective d'une réintroduction du nucléaire. Il nous faut un nouveau cadre», admet M. Fratin. C'est faire litière des contraintes politiques qui se profilent. Le gouvernement est déjà confronté à de grandes difficultés pour établir un site de stockage unique des déchets radioactifs actuels provenant de ses anciennes centrales et des usages médicaux du fait d'hostilités locales.

«*Revenir sur les référendums serait très compliqué. Personne ne veut une centrale près de chez soi.*

Comme tous les grands projets en Italie, le retour du nucléaire se heurterait à l'absence de consensus solide et étendu. Mais on doit essayer...», pense Davide Tabarelli, président du groupe de réflexion Nomisma Energia et hautement favorable à l'atome. Un sondage SWG indique que seulement 51 % des Italiens seraient favorables à la réintroduction de cette énergie.

Pour ses détracteurs, le verdict est simple. Ainsi, Michele Governatori, du centre de recherche ECCO Climate, juge que le discours du retour au nucléaire serait lié à l'existence «*d'une classe d'experts et d'industriels orphelins du nucléaire et d'acteurs de l'énergie qui n'ont pas assez investi dans les renouvelables. Tous ont intérêt à cette rhétorique qui projette les solutions dans un temps très long et constitue donc une distraction par rapport à l'urgence de la décarbonation*».

ALLAN KAVAIL

L'éolien flottant soumis à des vents contraires en France

Du fait de la conjoncture, trois projets de fermes pilotes en Méditerranée connaissent des difficultés financières

S'éloigner des côtes, c'est voguer sur des flots incertains. La France attend toujours la mise en service de ses trois premières petites fermes pilotes pour de l'éolien flottant. Des projets ballottés au gré de la conjoncture, après un appel d'offres conclu dès 2016 par l'Agence de la transition écologique.

L'éolien en mer peut s'installer de deux manières – soit «posé» sur des fondations, cas le plus répandu, soit «flottant», autrement dit relié aux fonds marins par des lignes d'ancrage, dans des zones plus profondes. Si elle franchissait le stade du prototype, cette deuxième option permettrait une production d'électricité encore plus au large. De quoi minimiser les conflits d'usage de la mer et... capter des vents plus forts.

Les démonstrateurs prévoient chacun trois éoliennes, en Méditerranée. EDF espère une mise en service pour la «*rentrée*» de septembre. En Provence, à 17 kilomètres au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône), ses machines seront censées produire l'équivalent à l'année de la

consommation électrique de 45 000 habitants. Davantage d'incertitude entoure les deux autres chantiers. Celui d'Engie se situe dans le golfe du Lion, entre Leucate (Aude) et Le Barcarès (Pyrénées-Orientales). Celui du petit groupe énergétique français Qair, au large de Gruissan et de Port-la-Nouvelle, également dans l'Aude. Les deux auraient plutôt 2025 pour horizon, au mieux.

Impact environnemental

«*La viabilité* [de ces fermes pilotes] *est en jeu*» et «*leur équilibre économique est (...) fondamentalement remis en question*», alertaient les trois entreprises, au mois de février, dans une lettre au ministre de l'économie, Bruno Le Maire, ainsi qu'au ministre délégué à l'industrie et à l'énergie, Roland Lescure.

Les discussions avec le gouvernement se poursuivent. Au vu de «*différents chocs exogènes*» (pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine, inflation du coût des matières premières pour les fournisseurs, hausse des taux d'intérêt auprès des banques), les entre-

prises demandent à l'Etat de renforcer son soutien.

«*Notre projet ne pourra pas aller au bout sans une nouvelle intervention*», affirme Olivier Guiraud, directeur général des énergies marines renouvelables chez Qair. La société est l'actionnaire majoritaire d'Eolmed (avec 63 %), le chantier au large de Gruissan. C'est le plus petit des trois porteurs de projet, sans doute aussi le plus alarmiste, malgré l'appui de TotalEnergies (20 %).

En 2022, le coût prévisionnel d'Eolmed tournait autour de 308 millions d'euros. Il atteint désormais 374 millions et com-

Qair, Engie et EDF entendent obtenir une réévaluation à la hausse du tarif de rachat d'électricité garanti par l'Etat

prend déjà 78 millions d'euros d'aides étatiques: une moitié sous forme de subvention à l'investissement, l'autre d'avances remboursables. «*Avant même d'envisager un nouveau subventionnement*», l'entourage de M. Lescure souligne «*le besoin de remettre la main collectivement sur la maîtrise industrielle de ce projet, car ses coûts et son calendrier sont très loin d'être tenus*».

Qair, Engie et EDF entendent obtenir une réévaluation à la hausse du tarif de rachat d'électricité garanti par l'Etat. Ils souhaiteraient une indexation couvrant l'inflation dès les années de construction, et non pas uniquement à partir de la future mise en service des éoliennes. A quoi bon insister encore pour des fermes pilotes?

«*La technologie autour de l'éolien flottant n'a pas encore le même degré de maturité que celle de l'éolien posé*», justifie Cédric Philibert, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales. Dans le cas d'Eolmed, un flotteur à base de béton était d'abord envisagé, avant la conception d'un modèle en acier.

«*L'autre utilité des démonstrateurs est d'en savoir plus sur l'impact environnemental de ces objets flottants, sur leurs conséquences en matière de biodiversité ou bien pour les pêcheurs*», ajoute Michel Gioria, délégué général de France Renouvelables, organisation de la filière éolienne. Fin 2022, un miniprogramme était déjà tombé à l'eau, pour des raisons économiques: le pétrolier Shell avait alors abandonné son projet d'installer trois éoliennes au large des côtes bretonnes.

«*L'Etat a surtout hâte de passer à des fermes plus puissantes et à des tarifs moins élevés que les fermes pilotes*», résume M. Philibert. La France a attribué un premier projet commercial d'ampleur pour du flottant, en mai, à un consortium belgo-allemand. Elicio et BayWa programment un parc de treize machines à partir de 2031, pour un total de 250 mégawatts. Soit huit à dix fois plus de puissance qu'une ferme pilote, pour un tarif de rachat presque trois fois moins élevé: 86 euros par mégawatt-heure, sur vingt ans. ■

ADRIEN PÉCOUT

INFORMATIQUE

Offre de l'Etat pour racheter les activités sensibles d'Atos

L'Etat a fait une offre de 700 millions d'euros pour acheter les activités d'Atos considérées stratégiques et sensibles, dont les supercalculateurs utilisés pour la dissuasion nucléaire, a affirmé, vendredi 14 juin, le groupe informatique français, lourdement endetté et en pleine restructuration. Cette offre vise à éviter que ces activités ne tombent entre les mains d'acteurs étrangers. Elle intervient deux jours après le choix du consortium mené par Onepoint pour la reprise d'Atos. – (AFP)

CONSOMMATION

L'activité des Galeries Lafayette proche de son niveau d'avant-Covid-19

Le volume d'affaires des magasins sous enseigne Galeries Lafayette en France et au niveau international (19 détenu en propre et 37 affiliés) a progressé de près de 8 % en 2023, à 3,6 milliards d'euros, et pourrait «*revenir à son niveau d'avant-Covid-19 en 2024*», a précisé son directeur général, Nicolas Houzé, jeudi 13 juin, dans un communiqué.

Le plan des Etats-Unis pour isoler l'économie de guerre russe

De nouvelles sanctions américaines visent à couper Moscou de la Chine, accusée de faciliter les visées de Vladimir Poutine en Ukraine

NEW YORK - correspondant

La Bourse de Moscou a interrompu, jeudi 13 juin, les transactions en dollars et en euros. C'est la conséquence immédiate de la série de sanctions prises par les Etats-Unis à la veille de la réunion du G7, pour étouffer l'économie de guerre russe. Les Etats-Unis ont menacé de couper de l'accès au dollar tous ceux qui passeraient par la Bourse de Moscou, accusée de permettre le financement par des capitaux étrangers du complexe militaro-industriel russe.

« En raison de l'introduction de mesures restrictives par les Etats-Unis contre le Moscow Exchange Group, les transactions boursières et les règlements d'instruments livrables en dollars américains et en euros sont suspendus », a déclaré la banque centrale de la Fédération de Russie. Les échanges doivent désormais se dérouler de gré à gré, comme c'est déjà le cas pour environ 60 % des transactions.

« Réseaux de contournement »
« Imaginez une ville médiévale où le marché central serait fermé. Il y aurait toujours des agriculteurs qui voudraient vendre de la nourriture et des villageois qui voudraient en acheter. Il leur suffirait de se retrouver dans certains coins de la ville, a expliqué au Financial Times Janis Kluge, chercheur à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité. C'est ce qui va se passer en Russie. »

Selon l'agence Bloomberg, la question est de savoir si et comment les transactions en yuans, la monnaie chinoise, qui représentent plus de la moitié des échanges de devises étrangères de la Russie,

pourraient être affectées. Les banques chinoises sont susceptibles d'abandonner leur coopération avec la chambre de compensation nationale russe, sous la pression des Etats-Unis. C'est là le cœur du sujet. Ces sanctions visent avant tout à couper Moscou de la Chine, accusée de faciliter l'effort de guerre de Vladimir Poutine.

« Nous sommes particulièrement préoccupés par l'ampleur des exportations de biens à usage dual [civil et militaire] en provenance de Chine. La Russie continue d'utiliser des réseaux de contournement et d'évasion des sanctions pour se procurer des composants tels que la microélectronique, qu'elle utilise pour fabriquer des armes. Les importations en provenance de Chine combient des lacunes décisives de la défense russe pour produire des armes et renforcer sa base militaro-industrielle », accuse, dans un communiqué, publié mercredi 12 juin, le département d'Etat, qui détaille les sanctions prises contre sept entités chinoises soupçonnées de subvenir aux besoins militaires russes.

La Chine a déclaré qu'elle s'opposait aux sanctions et indiqué son intention de protéger les droits et les intérêts de ses entreprises et de ses citoyens. « Nous exhortons les Etats-Unis à cesser immédiatement d'abuser des sanctions unilatérales illégales et à se concentrer sur un cessez-le-feu », a déclaré, jeudi, le ministère chinois des affaires étrangères, lors d'un point presse cité par l'agence Reuters. Des industriels installés en Turquie sont aussi visés, tout comme des entreprises de Biélorussie, du Kazakhstan, de Singapour ou des Emirats arabes unis.

L'objectif global est de restreindre l'accès aux financements du complexe militaro-industriel russe

L'objectif global est de restreindre l'accès à la technologie et aux financements du complexe militaro-industriel russe, en sanctionnant leurs fournisseurs à l'étranger, dans le cadre de sanctions dites « secondaires ». La tactique consiste à étouffer ces entreprises qui n'ont aucune activité américaine, en menaçant leurs partenaires économiques : fournisseurs, banquiers, etc.

Des sociétés-écrans visées
« L'économie de guerre russe est profondément isolée du système financier international, a déclaré la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, dans un communiqué, mercredi. Les mesures prises s'attaquent à leurs derniers moyens d'obtenir des matériaux et des équipements internationaux. Nous augmentons le risque pour les institutions financières qui traitent avec l'économie de guerre russe tout en diminuant la capacité de la Russie à bénéficier de l'accès à la technologie, aux équipements, aux logiciels et aux services informatiques étrangers. »

Ces nouvelles mesures étendent la portée d'une décision prise par le président Joe Biden en décembre 2023, en élargissant les sanctions contre les entités financières étrangères qui traiteraient

avec l'économie de guerre russe. « Ceux qui financent et facilitent les transactions de biens qui finissent sur le champ de bataille seront confrontés à de graves conséquences », à savoir le refus d'accès au système financier américain et au dollar, avait mis en garde Mme Yellen. Désormais, le nombre d'entités russes « infréquentables », parce que faisant partie du complexe militaro-industriel, passe de 1200 à 4500. Le Trésor américain étend les sanctions contre des banques russes précédemment ciblées, notamment VTB et Sberbank, pour inclure les succursales et filiales, en particulier en Chine, en Inde, à Hongkong et au Kirghizistan.

Par ailleurs, le ministère du commerce américain a déclaré qu'il ciblait les sociétés-écrans de Hongkong qui détournent des semi-conducteurs vers la Russie, prenant des mesures qui affecteraient pour près de 100 millions de dollars (93 millions d'euros) d'articles prioritaires pour Moscou. Selon l'agence Reuters citant des responsables ukrainiens, des puces et d'autres technologies fabriquées aux Etats-Unis ont été découvertes dans un large éventail d'équipements russes, allant des drones aux radios, en passant par les missiles et les véhicules blindés récupérés sur le champ de bataille.

Les Américains ont aussi décidé de sanctionner des projets d'exploitation de gaz naturel liquéfié dans l'Arctique, des dizaines de compagnies minières russes et d'accentuer la pression sur Rosatom, le géant du nucléaire, le tout dans le but de réduire les revenus à venir de la Russie. ■

ARNAUD LEPARMENTIER



PERTES & PROFITS | TESLA PAR PHILIPPE ESCANDE

Elon Musk et les largesses des actionnaires

On connaît des présidents de la République qui rêveraient d'un tel plébiscite. Comme une rock star, Elon Musk est monté sur la scène de l'assemblée générale de Tesla en dansant. « Je vous aime, vous êtes les actionnaires les plus géniaux de toutes les entreprises américaines », a-t-il lancé à ses fans, jeudi 13 juin, à Austin (Texas). Il faut dire que le génie des actionnaires, et particulièrement les individuels, qui représentent près de 30 % de son capital, a consisté à approuver, pour la deuxième fois, un bonus de près de 48 milliards de dollars (44,5 milliards d'euros) pour le chef à la valeur du cours de Bourse actuel.

Ce pactole n'est pas de l'argent frais, mais des actions de son entreprise, qu'il pourra acheter au prix de 2018, date du premier vote de cette gratification. A l'époque, bien peu de gens pensaient une telle réalisation possible. La firme était valorisée moins de 60 milliards de dollars, ce qui était déjà considérable pour un si petit constructeur automobile.

Le plan prévoyait un versement en douze tranches, la première à partir d'une valorisation de 100 milliards de dollars, puis par tranche de 50 milliards jusqu'à un plafond 650 milliards. Absurde à l'époque ; même Toyota, le leader mondial du secteur, valait trois fois moins que cela. Pourtant, Tesla a fait bien mieux, touchant les 1 000 milliards de dollars fin 2021. La firme n'était plus considérée comme un fabricant de voitures, mais d'ordinateurs sur roues et devait donc être comparée à Apple ou à Microsoft plutôt qu'à Volkswagen.

Depuis, l'euphorie s'est tassée. La société a perdu 27 % de sa valeur en 2024 et sa valorisation est redescendue à 570 milliards, ce qui reste deux fois plus que Toyota. Au vu des performances de 2023, Elon Musk a remporté son pari. Mais, à la suite d'une plainte d'un actionnaire, le tribu-

nal du Delaware, où est enregistrée l'entreprise, s'est prononcé contre cette gratification extravagante, jugeant que le conseil d'administration n'était pas indépendant et que les actionnaires n'étaient pas suffisamment bien informés. D'où le vote de confirmation de jeudi. Cela permettrait au patron de Tesla de porter sa participation dans l'entreprise de 13 % à plus de 20 %.

Une vieille et funeste erreur
Toutefois, ce n'est pas encore gagné. La cour du Delaware doit encore statuer. L'entreprise espère que ce nouveau vote infirmera les griefs du tribunal. D'ailleurs, le conseil d'administration de la société en a profité pour faire approuver le déménagement du siège légal vers le Texas, moins regardant sur la gouvernance.

Cette affaire réveille deux démons du capitalisme américain. D'abord, sa démesure, qui considère que le cours de Bourse est la bonne jauge de la qualité d'un patron. L'envolée de l'action Tesla doit à la réussite du pari de son dirigeant, mais aussi largement à l'envolée des valeurs de la technologie ces dernières années. Un PDG peut influencer la performance productive et financière de son entreprise, pas l'évolution de la Bourse, qui utilise d'autres critères dans ses évaluations.

Cet alignement total des intérêts du manager sur ceux de l'actionnaire est une vieille et funeste erreur. La deuxième est la dévotion du conseil d'administration au dirigeant de l'entreprise, alors qu'il devrait être un lieu de contre-pouvoir, s'inquiétant de la dispersion de son patron et débattant de sa stratégie.

Au lieu de cela, le conseil de Tesla, composé d'amis de M. Musk, de membres de sa famille et d'affidés, laisse libre cours à l'hubris du « big boss », alors que l'aveuglement du chef a souvent été la cause de l'effondrement des empires. ■

L'expérimentation de taxis volants autorisée à Paris pendant les JO

Des minihélicoptères transportant un pilote et un passager procèderont à des vols d'essai

C'est in extremis, à quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris, que les premiers taxis volants à circuler en France ont obtenu, mercredi 12 juin, le feu vert des autorités pour procéder à des vols expérimentaux en région parisienne, le temps des Jeux. Et ce malgré plusieurs avis défavorables de l'administration. Pas question, d'ailleurs, de commercialisation. Le ministre des transports, Patrice Vergriete, a seulement « autorisé l'expérimentation », se félicite tout de même Edward Arkwright, directeur général de Groupe ADP.

Depuis quelques jours, et en toute hâte, le gestionnaire d'aéroports installe un vertiport sur une barge ancrée à quelques encablures de la gare d'Austerlitz et au pied de la Cité du design et de la mode, dans le 13^e arrondissement de Paris. Elle est destinée à accueillir les appareils du constructeur allemand Volocopter, des engins au look futuriste, à mi-chemin entre le drone et l'hélicoptère. A l'occasion des Jeux de Paris, ils devraient effectuer « quelques vols », indique encore le numéro deux d'ADP.

En pratique, chaque taxi volant ne transportera que deux personnes, un pilote et son passager. Pour le gestionnaire d'aéroports, cette phase de test sera limitée dans le temps puisque « la barge

devra être démontée au plus tard le 31 décembre 2024 », signale le directeur général. Le site de démonstration d'Austerlitz ne sera pas le seul point de départ des appareils. Ces engins, aussi dénommés VTOL (pour « vertical take-off and landing »), « aéronefs à décollage vertical », voleront aussi depuis quatre autres vertiports installés à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines), à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et aux aéroports du Bourget (Seine-Saint-Denis) et de Roissy-Charles-de-Gaulle (Val d'Oise). Grâce au vertiport d'Austerlitz, les taxis volants pourront entrer dans Paris sans passer au-dessus des habitations mais en survolant la Seine.

« Aberration écologique »
En effet, les VTOL de Volocopter n'ont pas obtenu de certification autorisant une exploitation commerciale. Il n'empêche, cette expérimentation est une petite victoire pour Groupe ADP et ses partenaires, en l'occurrence la RATP, la région Ile-de-France et la direction générale de l'aviation civile.

Les promoteurs de l'opération ont dû éviter nombre d'obstacles. Le moindre étant finalement celui placé par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA). Cette dernière a imposé aux VTOL des normes de certification aussi sévères que pour un avion

de ligne. Un taxi volant développé par le constructeur américain Joby s'est crashé en Californie en février 2022. Il s'agissait toutefois d'un engin différent de ceux de Paris car sans navigateur, et piloté à distance.

Outre les contraintes techniques, le projet taxis volants est, grâce à l'autorisation ministérielle, passé à travers plusieurs censures administratives et politiques. En septembre 2023, l'Autorité environnementale avait rendu un avis défavorable à l'exploitation des taxis volants le temps des JO. Selon elle, l'étude d'impact du vertiport d'Austerlitz était « incomplète ». Elle jugeait les appareils pas assez sobres en matière de consommation électrique et trop bruyants pour décoller et atterrir sur une barge ancrée dans la capitale. La Mairie de Paris s'était aussi opposée aux VTOL. Le Conseil de Paris avait, en novembre 2023, rendu un avis négatif, qualifiant le projet d'« absurde » et d'« aberration écologique ».

Nouveau coup dur, en février, le commissaire chargé de mener une enquête publique a estimé qu'installer un vertiport dans Paris générerait trop de nuisances. A l'époque, il considérait que « les gains potentiellement apportés par le projet ne justifient pas les inconvénients qui seront supportés pendant l'expérimentation ».

Toutefois, le dernier mot devant revenir au ministre des transports, ce dernier a décidé de donner son aval aux taxis volants, considérés comme une « vitrine du savoir-faire français » à l'occasion des JO.

In fine, au sortir des Jeux, « les taxis devraient obtenir leur certification, attendue fin septembre, début octobre, pour voler au-dessus des zones habitées », annonce M. Arkwright. Une manière, pour les promoteurs du programme, de « démontrer le potentiel technique et commercial » des VTOL, explique le directeur général d'ADP. En effet, avec la certification, les taxis pourront transporter un passager payant à chaque vol. Le prix de la course a été estimé autour de 110 euros.

Enfin, avec le sésame de l'EASA en poche, Groupe ADP pourra aussi tester « des vols sanitaires avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris », ajoute M. Arkwright. Le vertiport d'Austerlitz n'a pas été choisi au hasard. Il est tout proche de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. « Sans expérimentation, il est difficile de répondre aux interrogations légitimes liées au projet, dont nous sommes convaincus de l'utilité, notamment en matière sanitaire », a conclu Augustin de Romanet, PDG de Groupe ADP. ■

GUY DUTHEIL

HORS-SÉRIE

Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE

Franz Kafka

L'insaisissable

Un entretien avec le biographe Reiner Stach

Franz Kafka

L'INSAISISSABLE

Un hors-série du « Monde »

120 pages - 11 €

Chez votre marchand de journaux

et sur lemonde.fr/boutique

Les maisons fissurées un peu mieux assurées

La reconnaissance de la catastrophe naturelle est facilitée mais l’indemnisation reste ardue

Il est des listes qui donnent le vertige. Ainsi de l’interminable énumération des communes reconnues en état de catastrophe naturelle au titre de la sécheresse de 2022 (les arrêtés pour 2023 ne sont pas encore publiés) : elles sont plus de 6800. Une commune sur cinq.

Sur ces territoires, les maisons bâties sur des sols argileux se fissurent et voient leur structure menacée par les successions de sécheresses et de fortes pluies, qui provoquent le retrait-gonflement des argiles et des dégâts à parfois plusieurs dizaines ou centaines de milliers d’euros. Un phénomène massif, la moitié des maisons de métropole reposent sur un terrain moyennement ou fortement exposé.

Mais aussi longues soient-elles, les listes des communes au statut Cat Nat (catastrophes naturelles) laissent chaque année de côté nombre de territoires, donc de sinistrés, ont déploré plusieurs rapports récents, notamment celui remis au gouvernement fin 2023 par le député du Nord Vincent Ledoux (Renaissance).

Des maisons elles aussi victimes du retrait-gonflement des argiles, mais situées dans des communes non reconnues Cat Nat parce qu’elles n’ont pas demandé l’arrêt ou ont essuyé un refus. La part des refus varie fortement selon les années, c’est 27 % pour

2022, et en moyenne 52 % de 2010 à 2020, d’après France Assureurs. Or, sans arrêté, pas d’assurance – c’est une condition à l’indemnisation. Pour élargir le nombre de communes éligibles, l’exécutif a modifié les critères par une circulaire publiée le 6 mai. Elle s’applique aux épisodes de retrait-gonflement des argiles survenus depuis le 1^{er} janvier.

Manque de compétence

L’impact attendu est important : les études de Météo-France et de la Caisse centrale de réassurance « anticipent une hausse moyenne du nombre de communes reconnues annuellement d’environ 17 % », dit le ministère de l’intérieur, précisant qu’elle est mesurée sur la période 2018-2022, marquée par plusieurs sécheresses très intenses. En pratique, une commune au sol argileux pourra désormais bénéficier d’un arrêté Cat Nat si elle répond à l’un des trois critères d’éligibilité suivants.

Le premier : avoir subi une sécheresse (mesurée par un indicateur d’humidité des sols superficiels) d’une intensité jugée « anormale ». Pour l’être, il faudra que « l’année pour laquelle la reconnaissance est requise (année N) figure parmi les trois les plus sèches des trois dernières décennies », détaille Albert Dehaudt, président de l’association de sinistrés Cat Nat Flandres-HdF. Un mode de

LES COMMUNES
RECONNUES EN ÉTAT DE
CATASTROPHE NATURELLE
AU TITRE
DE LA SÉCHERESSE
DE 2022 SONT PLUS
DE 6 800

calcul bien plus favorable qu’il ne l’était auparavant, puisqu’il fallait jusqu’ici que l’année N soit l’une des deux plus sèches des cinq dernières décennies.

Nouveau, aussi : un arrêté pourra être pris si la commune a subi une succession de sécheresses d’ampleur significative (trois en cinq ans), même si leur intensité n’est pas suffisante pour être jugée anormale. Précisément, il faudra que l’année N soit l’une des six plus sèches des trois dernières décennies, et que deux autres années durant les quatre précédentes satisfassent également ce critère. Enfin, une commune limitrophe d’une collectivité répondant à l’une des deux conditions précitées pourra dans certains cas être reconnue victime de retrait-gonflement des argiles. « Deux voisins de part et d’autre de la même route sur la même veine d’argile mais dans deux communes différentes pouvaient être traités différemment, nous avons fait pression pour mettre fin à cette injustice », note M. Dehaudt.

« Que le nombre de communes reconnues augmente est une bonne chose, mais ce qui compte surtout pour les sinistrés, c’est l’expertise. C’est l’expert qui fait qu’ils seront indemnisés ou pas », ajoutait-il. Il dénonce des délais d’expertise trop longs, « supérieurs à cinq ans », un manque d’indépendance, voire, de compétence de certains experts. « Ces derniers doivent faire la preuve de leur indé-

pendance vis-à-vis des assureurs et avoir été formés spécifiquement au RGA », renchérit M. Ledoux. Une réforme pour encadrer l’expertise avait été annoncée en mai, toutefois elle pourrait faire les frais de la dissolution. Le décret en préparation sera-t-il publié avant le second tour des élections législatives ? Le ministère de l’intérieur ne nous a pas répondu.

Si M. Ledoux salue les mesures actées, il les juge incomplètes. « En ouvrant le spectre des communes pouvant être reconnues, on lève un des freins à l’indemnisation. Mais il faut de toute urgence un plan de prévention massif du retrait-gonflement des argiles. Rien n’a été fait à ce sujet. Les mesures préventives sont connues et ne coûtent souvent pas très cher, elles doivent être écrites et diffusées. » Exemples qu’il cite : la gestion des eaux sur le terrain et celle de la végétation autour de la maison – les racines pouvant aspirer l’eau en profondeur et aggraver le retrait-gonflement des argiles. « Nous n’avons toujours pas non plus instauré de gouvernance nationale et territoriale du phénomène malgré l’enjeu », déplore-t-il.

Un autre point fait débat : si la circulaire a élargi le nombre de communes potentiellement éligibles à la reconnaissance Cat Nat, un arrêté du 5 février restreint, lui, le nombre de sinistrés éligibles à l’indemnisation, en excluant de la garantie les dégâts subis par les éléments annexes de la maison, garage, terrasse, etc. En outre, le décret prévoit que seuls seront dorénavant indemnisés les sinistres affectant « la solidité du bâti ou entrav[an]t l’usage normal des bâtiments », ou susceptibles d’évoluer en ce sens. Les fissures jugées juste « esthétiques » ne le seraient plus. France Assureurs regrette que les textes manquent de lisibilité. La rédaction du texte est en effet peu précise. « L’expert pourra interpréter », lance M. Dehaudt. ■

AURÉLIE BLONDEL



SOS CONSO

CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAIS

Pacs « fictif », droits de succession et prescription

L’administration fiscale doit agir dans des délais déterminés quand elle « reprend » une déclaration qui comporte des erreurs ou des omissions, pour la rectifier : six ans lorsqu’elle doit faire des recoupements pour comprendre la situation du contribuable ; trois ans seulement lorsqu’elle dispose d’emblée des éléments nécessaires. Si elle dépasse les délais, son action est prescrite, comme le montre l’affaire suivante.

Le 1^{er} août 2014, l’administration fiscale reçoit la déclaration de succession de M. X, décédé en février, ainsi que le testament du défunt. Celui-ci, veuf sans enfants, institue son frère légataire universel. Il lègue à son auxiliaire de vie, qu’il « considère comme [sa] fille », et que son épouse considérait, aussi, « comme sa propre famille », la somme de 310 000 euros, « à laquelle pourra s’ajouter la vente du contenu de [son] appartement ».

La déclaration de succession précise que M. X, 95 ans, domicilié dans une résidence pour personnes âgées, a conclu devant notaire un pacte civil de solidarité (pacs) avec M^{me} Y, 60 ans, huit jours avant de mourir. Ce qui permet à M^{me} Y de bénéficier de l’exonération des droits de mutation par décès, prévue à l’article 796-0 bis du code général des impôts. Or, le 16 janvier 2018, l’administration lui réclame... 347 535 euros, qui comprennent 60 % de droits pour transmission entre non-parents, et des pénalités. Elle affirme que le pacs était « fictif », parce que conclu dans le but d’« éluder » ces droits, et non dans celui d’organiser, comme l’impose le code civil, une « vie commune », notion qui suppose, « outre une résidence commune, une vie de couple », ainsi que l’a précisé le Conseil constitutionnel. En effet, indique l’administration, les domiciles des pacsés étaient distincts. De plus, leur relation était de nature « filiale » et non « sentimentale ».

M^{me} Y lui oppose la prescription : son droit de « reprise » ne pouvant être exercé que jusqu’à la fin de la troisième année suivant celle de la déclaration, soit jusqu’au 31 décembre 2017, elle a agi avec seize jours de retard. L’administration réplique que, pour apprécier le caractère fictif du pacs, elle a eu besoin d’investigations complémentaires, justifiant un délai de six ans. La justice lui donne tort, en première instance puis en appel : la déclaration de succession et le testament lui permettaient déjà d’établir le caractère fictif du pacs, compte tenu des deux adresses des pacsés, de leur différence d’âge et de la nature de leurs relations. Les investigations complémentaires n’ont fait que « confirmer » ces éléments, comme le soutient M^e Géraud Mégret, avocat de M^{me} Y auprès de la Cour de cassation. Celle-ci rejette le pourvoi de l’administration, le 29 mai : M^{me} Y peut garder son legs. ■

LA NOTION
DE VIE COMMUNE
SUPPOSE, « OUTRE
UNE RÉSIDENCE
COMMUNE, UNE
VIE DE COUPLE »

1520 EUROS

C’est le montant de la franchise pour les sinistres « sécheresse » indemnisés dans le cadre du régime Cat Nat (contre 380 euros pour les autres sinistres couverts par ce régime – inondations, séismes, etc.). Cette franchise pouvait auparavant être majorée (doublée, triplée voire quadruplée) si la commune n’était pas dotée d’un plan de prévention des risques naturels prévisibles, en présence de plusieurs arrêtés de catastrophe naturelle portant sur le même péril dans les cinq dernières années. Ce n’est plus le cas pour les particuliers depuis 2023.

IMMOBILIER

Comment et quand renégocier le taux de son crédit

La Banque centrale européenne a annoncé le 6 juin la baisse de ses taux directeurs, qui sont passés de 4 % à 3,75 %. Ce mouvement met fin au statu quo en vigueur depuis septembre 2023, après quatorze mois de hausse. C’est une bonne nouvelle pour les particuliers ayant un projet d’achat immobilier dans les prochains mois, car la baisse des taux des crédits immobiliers amorcée fin 2023 devrait se poursuivre.

Début juin, les banques prêtaient en moyenne à 3,75 % sur vingt ans, d’après le courtier Meilleurtaux. « Nous anticipons des taux moyens autour de 3,5 %, sans doute pour le début de l’automne », indique Maël Bernier, porte-parole de Meilleurtaux. Toutefois, la dissolution de l’Assemblée nationale à la suite des élections européennes a jeté une ombre au tableau, le taux de l’OAT 10 ans, qui sert de référence aux crédits, ayant remonté après l’annonce des résultats.

La détente fragile des conditions de crédit laisse un goût amer aux emprunteurs ayant acheté fin 2023, lorsque les taux des crédits étaient au plus haut. Tout n’est pas perdu pour eux. Il sera bientôt temps de réfléchir à renégocier leur prêt. Compte tenu des frais engendrés, l’opération n’a de sens que si l’emprunteur peut obtenir un taux d’intérêt au moins 100 points de base en dessous de son crédit initial. Ceux ayant contracté un prêt à

| Jusqu'à 0,5 point de baisse en six mois | | | |
|---|----------------|-------------|-------|
| Durée d'emprunt | Taux moyen (%) | | Ecart |
| | Décembre 2023 | 7 juin 2024 | |
| 7 ans | 3,8 | 3,6 | 0,2 |
| 10 ans | 3,85 | 3,6 | 0,25 |
| 15 ans | 4,2 | 3,7 | 0,5 |
| 20 ans | 4,3 | 3,8 | 0,5 |
| 25 ans | 4,4 | 3,95 | 0,45 |

Infographie Le Monde Source : Empruntis

4,4 % fin 2023 doivent donc viser un nouveau taux à 3,4 % pour se lancer dans l’opération, voire patienter quelques mois de plus pour attendre le seuil symbolique des 3 % afin d’augmenter le gain. Il s’agit bien là du taux personnalisé proposé à l’emprunteur, et non de la moyenne du marché.

S’adresser à sa banque

Or, les meilleurs dossiers obtiennent déjà moins de 3,5 % sur vingt ans. « Il faut par ailleurs être dans les cinq ou six premières années de remboursement, durant lesquelles la part des intérêts dans la mensualité est la plus élevée », indique Pierre Chapon, cofondateur de Pretto. Le plus simple est de commencer par s’adresser à sa

banque pour renégocier le taux. Sa réaction dépendra de l’historique de la relation et de sa volonté de conserver son client. Il est probable que le nouveau taux proposé ne soit pas aussi avantageux que celui que l’emprunteur pourrait obtenir dans un autre établissement. « Mais cela peut avoir du sens d’accepter puisque cela évite de changer de banque », note Pierre Chapon.

Pour optimiser le gain, il faut faire jouer la concurrence. Il s’agit alors de monter un nouveau dossier complet de prêt pour faire racheter son crédit initial par un autre établissement. Avec une différence de taille par rapport à la recherche du premier crédit : l’emprunteur n’est cette fois pas contraint par le

temps, puisqu’il est déjà propriétaire. Les sueurs froides liées à la date butoir de la signature chez le notaire sont évitées.

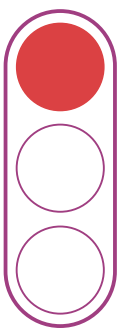
Les contrats de prêt prévoient systématiquement des pénalités en cas de rachat par un autre établissement (elles ne s’appliquent pas en cas de renégociation du taux avec sa banque). Elles sont plafonnées à six mois d’intérêts ou 3 % du capital restant dû.

« Dans la pratique, il n’est pas possible d’échapper à ces pénalités. Certains emprunteurs négocient leur exonération en cas de revente du bien, mais cela ne s’applique pas au rachat du prêt par une banque concurrente », signale Cécile Roquelaure, directrice des études d’Empruntis. S’y ajoutent des frais de dossier pour la nouvelle banque, des frais de garantie et le changement d’assurance emprunteur, car celle-ci est liée au contrat de prêt. « Soit un total d’environ 4 % du capital restant dû », évalue Sandrine Allonier, porte-parole de Vousfinancier.

Le jeu en vaut cependant la chandelle. Un acheteur ayant emprunté 250 000 euros sur vingt ans à 4,5 % en décembre 2023 réaliserait un gain de 9 800 euros sur le coût de son crédit en le renégociant à 3,5 % en décembre 2024, selon les calculs d’Empruntis. « La mensualité passe de 1 582 euros à 1 495 euros dans notre exemple, soit un gain de 87 euros », précise Cécile Roquelaure. ■

AGNÈS LAMBERT

CLIGNOTANT



PLACEMENTS Recrudescence des arnaques

L’année 2023 a été marquée par la recrudescence des escroqueries financières. L’Autorité des marchés financiers et l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ont ainsi inscrit 1 350 noms de sites ou d’acteurs non autorisés sur leurs cinq listes noires. Au total, 6 425 noms étaient recensés sur ces cinq listes noires au 31 décembre 2023. Les deux autorités relèvent la multiplication de faux contrats en finance-ment participatif, des offres de placements frauduleux relatifs aux énergies renouvelables, aux résidences senior et étudiant ou encore aux parkings.

QUESTION À UN EXPERT

Quel type de société peut-on transmettre avec le régime Dutreil ?

VÉRONIQUE MOUREAUX, ingénieure patrimoniale chez Edmond de Rothschild

Afin de bénéficier du pacte Dutreil, dispositif qui vise à faciliter les transmissions des entreprises familiales par un avantage fiscal, la société doit, notamment, exercer une activité éligible. Selon l’article 787 B du code général des impôts (CGI), celle-ci devait être industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale. Pour mettre un terme aux nombreux contentieux qui se sont noués autour de cette définition laconique, le législateur en a clarifié les contours dans la loi de finances pour 2024. Ainsi, il confirme la doctrine administrative en décidant que les activités commerciales éligibles sont celles visées par le CGI à l’exception de la gestion par une société de son propre patrimoine immobilier. Les activités de locations meublées et équipées sont donc exclues. La loi de finances précise que l’activité opérationnelle doit être exercée à titre principal par la société. Enfin, mettre en place un pacte Dutreil est admis sur les titres d’une « holding animatrice », que la loi définit désormais selon les critères suivants : son activité principale est la participation active à la conduite de la politique du groupe, celui-ci est constitué de sociétés éligibles qu’elle contrôle directement ou indirectement, et, le cas échéant, elle rend à titre purément interne des services administratifs, financiers, juridiques. ■

Un Euro «à l'ancienne», dans un contexte tendu

Vingt-quatre sélections participent au championnat d'Europe de football, organisé en Allemagne

PADERBORN, MUNICH (ALLEMAGNE) -
envoyés spéciaux

Un Euro 2021 organisé dans onze villes pour autant de pays, avec des jauges réduites, en raison de la pandémie de Covid-19. Une Coupe du monde 2022 au calendrier décalé pour s'adapter aux conditions climatiques du Qatar, par ailleurs décrié pour son bilan en matière de droits humains. Une édition 2026 programmée aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique. La suivante qui s'étalera sur trois continents.

Et au milieu de cela ? Un championnat d'Europe des nations à l'ancienne, avec un seul pays d'accueil, sur une terre de football traditionnelle : l'Allemagne. Où les dix sites de compétition sont accessibles en train et dont les concepteurs ont œuvré à regrouper géographiquement les premiers matchs de chacune des vingt-quatre équipes engagées, pour limiter les déplacements et le recours à l'avion. Un hôte qui ne soulève pas, non plus, de cas de conscience, et qui est allé jusqu'à mettre en place un mécanisme de signalement et de « safe spaces » dans les stades, pour les personnes qui ne s'y sentiraient pas en sécurité.

Vendredi 14 juin, à 21 heures, la sélection allemande va donner, face à l'Ecosse, à Munich, le coup d'envoi d'un tournoi revenu de manière salubre à une formule plus classique. De Hambourg, au nord, à la capitale bavaroise, au sud, en passant notamment par la Ruhr, les dix stades retenus n'ont pas nécessité de grands travaux, le pays regorgeant déjà d'enceintes modernes et rodées à l'accueil de nombreux supporteurs.

De fait, la Bundesliga peut se targuer de connaître l'affluence moyenne la plus élevée des championnats nationaux européens. Signe de l'engouement populaire pour cet Euro : quelque 2,7 millions de billets ont été vendus. Et, comme un symbole, la compétition trouvera son épilogue dans le stade de Berlin, l'Olympiastadion, le 14 juillet.

Néanmoins, derrière ce beau tableau, plusieurs menaces pèsent sur cette édition 2024, qui se tien-

L'ombre de la Russie planera sur la compétition, malgré l'absence de son équipe

dra dans un contexte de sécurité renforcée. Une priorité « absolue », a répété la ministre de l'intérieur allemande, Nancy Faeser, alors que les autorités se sont préparées à « tous les dangers concevables ». La menace cyber. Terroriste aussi. Depuis l'attentat dans une salle de concerts de Moscou, le 22 mars, le Vieux Continent est en état d'alerte. Une vigilance encore renforcée après une attaque au couteau survenue le 3 juin à Mannheim, dans le Bade-Wurtemberg, en marge d'une réunion publique du mouvement d'extrême droite Pax Europa – qui entend dénoncer l'islam politique –, lors de laquelle un représentant des forces de l'ordre a trouvé la mort et cinq autres personnes ont été blessées.

Un sens politique

« La police sera très présente partout où un grand nombre de personnes se déplacent. Ce sera un effort majeur (...), mais c'est également crucial pour le tournoi », a insisté Mme Faeser. Car se pose également le risque d'affrontements entre supporteurs. A l'automne 2023 et au début de l'hiver, des violences ont émaillé les championnats de plusieurs nations qualifiées, dont la France, l'Allemagne et la Turquie.

Et puis, il y a le contexte géopolitique. Même si Israël ne s'est pas qualifié pour le tournoi, des manifestations liées à la guerre à Gaza pourraient s'inviter en tribune. Le conflit en Ukraine, lui, sera assurément une des composantes du rendez-vous, alors que la sélection bleu et jaune participe à sa première grande compétition internationale depuis l'invasion du pays par les troupes russes.

L'ombre de la Russie survolera également cet Euro, malgré l'absence de son équipe – mise au ban par les institutions du football. A travers la Géorgie notamment,



Une patrouille de police sur le gazon installé pour l'Euro devant la porte de Brandebourg, à Berlin, jeudi 13 juin. RALF HIRSCHBERGER/AFP

qui fera ses débuts dans le tournoi. En mai, son Parlement a adopté un projet de loi sur l'« influence étrangère » très proche de celui en vigueur depuis 2012 chez son grand voisin du Nord et vertement décrié dans le camp progressiste. Plusieurs joueurs de Willy Sagnol, premier Français à disputer un Euro comme sélectionneur d'une nation étrangère, ont d'ailleurs déjà fait part de leur opposition à ce texte.

Au lendemain des élections européennes qui ont vu l'extrême droite progresser dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la compétition est d'autant plus symbolique que cinq candidats formels à l'adhésion se sont qualifiés : l'Albanie, la Géorgie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine. Ancien capitaine de l'équipe d'Allemagne et directeur du comité d'organisation, Philipp Lahm n'a pas hésité, dans un entretien à *L'Equipe*, le

13 juin, à donner un sens politique au tournoi : « Nous pouvons montrer dans les prochaines semaines que la meilleure façon de vivre ensemble est encore la démocratie. »

La renaissance de la Mannschaft

Et sur le terrain ? Ce cru 2024 se distingue par une nouveauté réglementaire : pour la première fois, seuls les capitaines de chaque équipe seront autorisés à s'adresser à l'arbitre en cours de match, sous peine de sanction pour les autres joueurs. Les six têtes de série – Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, France et Portugal – peuvent légitimement prétendre au statut de favori, mais aucune ne semble nettement supérieure aux autres.

Avec leur parcours récent (trois finales disputées lors des quatre derniers tournois majeurs), Kylian Mbappé et les Bleus sont présentés comme de sérieux préten-

dants au sacre. Une posture rarement confortable, comme ce fut le cas à l'Euro 2021, lorsque la France avait été éliminée en huitièmes de finale par la Suisse.

Spectaculairement bien dotés en profils offensifs, les Three Lions anglais emmènent de nouveau avec eux des espoirs de titre, inassouvis depuis 1966. Valeurs sûres, la Roja espagnole et la Selección de Cristiano Ronaldo s'appuient sur des styles de jeu bien rodés et des parcours probants lors des éliminatoires. La Belgique arrive, elle, avec des armes rajeunies. Et, après une longue traversée du désert – sortie dès la phase de groupes des deux dernières Coupes du monde –, la Mannschaft donne des signes de renaissance. Emmenée par son jeune technicien Julian Nagelsmann, elle espère revivre un été aussi brillant et populaire que celui du Mondial 2006 à domicile.

Il faudra aussi compter avec les autres sélections expérimentées. De l'Italie, tenante du titre, à la Croatie du vétéran Luka Modric (38 ans), en passant par les Pays-Bas. Le format de la compétition prévoit que quatre des six troisièmes de la phase de groupes seront qualifiés pour les huitièmes de finale, ce qui limite, en théorie, le risque d'une élimination précoce des grandes écuries.

A l'heure du coup d'envoi, une chose est sûre : cet Euro rapportera à la fédération européenne, l'UEFA, des revenus importants. L'organisateur prévoit 2,4 milliards d'euros de recettes (dont 60 % de droits médias), selon l'organisation interprofessionnelle Sporsora. Une progression de 27 % par rapport à la précédente édition. ■

ALEXIS DELCAMPRE,
AUDE LASJAUNIAS
ET DENIS MÉNÉTRIER

Le football, ce miroir de la société allemande

Depuis le « miracle de Berne », en 1954, les résultats de la Mannschaft ont souvent coïncidé avec les dynamiques à l'œuvre dans le pays

BERLIN - correspondance

Le lancement de l'Euro 2024 de football, vendredi 14 juin, fait remonter à la surface un anniversaire mythique pour l'Allemagne : celui de la Coupe du monde de l'été 1954.

Cette année-là, en Suisse, la jeune équipe nationale n'est qu'un outsider de la compétition. Après un démarrage difficile, elle est parvenue, à l'étonnement général, à se hisser en finale contre la Hongrie, archifavorite du tournoi. Menés 2 à 0 dès la 8^e minute, les Allemands réussissent à égaliser, puis inscrivent le but de la victoire à six minutes du coup de sifflet final, à l'issue d'un match d'une intensité extrême.

La surprise est énorme. L'euphorie de ce succès embrase tout un pays. Ce « miracle de Berne » du 4 juillet 1954 est un moment fondateur pour la jeune République fédérale d'Allemagne (RFA), qui s'est dotée de sa Loi fondamentale tout juste cinq ans plus tôt. « L'Etat ouest-allemand devait alors se créer une nouvelle identité, car ses symboles classiques – l'armée, par exemple – étaient devenus inutilisables après l'expérience nazie. Le football est venu combler ce vide »,

analyse Wolfram Pyta, historien à l'université de Stuttgart et spécialiste de l'histoire sportive allemande. L'année 1954 est aussi celle des débuts du *Wirtschaftswunder*, le « miracle économique » : une croissance forte et continue, qui permettra la reconstruction rapide du pays grâce au plan Marshall, et le développement de son industrie exportatrice.

Une expression du « Heimat »

La Coupe du monde de 1954 marque le moment où le football, terrain innocent, non nationaliste, va permettre à tout un pays de s'affirmer comme nation et de communier dans une expérience collective. Il devient un jeu à la fois populaire et porteur d'identité et de cohésion sociale. « Après la seconde guerre mondiale, les associations ont permis de recréer des communautés locales avec les nombreux déplacés. Depuis, les clubs de football sont restés des espaces de rencontre privilégiés entre des gens très différents, qu'ils soient étrangers ou de classes sociales diverses. Qu'on veuille jouer sur le terrain ou supporter depuis les tribunes, le club de football reste la meilleure adresse pour s'intégrer, y compris, de plus en

plus, pour les femmes », explique Nils Havemann, historien spécialiste de l'histoire du football.

Cela explique aujourd'hui l'omniprésence du football dans les conversations et la vie de quartier. Toutes ligues confondues, il existe aujourd'hui 24 500 clubs de football en Allemagne, qui comptent au total sept millions de membres, soit 8 % de la population du pays.

« Le football en Allemagne, ce n'est pas un business, c'est une expression du "Heimat" », poursuit M. Pyta. Le mot, qu'on peut traduire par la région d'origine ou tout simplement « chez soi », désigne un espace apolitique et familial, porteur de culture populaire. La règle du 50 + 1 découle de cette conception du football. Elle interdit que des investisseurs privés puissent prendre la majorité des droits de vote des sociétés capitalistiques dans lesquelles les clubs ont transféré leurs équipes professionnelles. Aucun milliardaire étranger ne peut donc racheter un club allemand de l'élite. Malgré quelques contournements, les adhérents de ces institutions conservent ainsi la mainmise sur ce qui est considéré comme un bien culturel collectif.

Plusieurs moments forts du football ont marqué l'histoire allemande et constitué un miroir de leur temps : la Coupe du monde de 1974, remportée à domicile par la Mannschaft, notamment grâce au talent de Franz Beckenbauer, correspond à un moment de transformation importante de la société allemande, vers plus d'individualisme. La victoire lors du Mondial 1990 souligne, quant à elle, la réunification des deux Allemagnes.

Le « conte d'été » de 2006

Le Mondial 2006, où la Mannschaft termine à la troisième place, est aussi reconnu par les historiens comme un tournant dans la conscience de soi du pays. « En 2006, les Allemands ont pu, pour la première fois, montrer leurs drapeaux noir, rouge et or, être fiers de leur nation, sans que cela soit interprété comme un emblème nationaliste », poursuit Wolfram Pyta. La compétition a aussi conféré aux Allemands l'impression de vivre dans un pays vraiment accueillant. »

Le *Sommermärchen*, le « conte d'été » de 2006, annonce la décennie dorée des années 2010, où la croissance insolente du « mo-

Le Mondial 2006 est reconnu par les historiens comme un tournant dans la conscience de soi du pays

dèle allemand » a fait référence. C'est pendant cette période que, sous la férule du sélectionneur Joachim Löw, la Mannschaft remporte la Coupe du monde de 2014 au Brésil.

L'Euro 2024 en Allemagne sera-t-il un autre *Sommermärchen*, capable d'apporter l'énergie collective dont le pays a tant besoin ? Peut-être mais, mis à part le chancelier Olaf Scholz, peu semblent croire à la victoire finale. Selon un sondage, paru le 12 juin, de la chaîne NDR, seuls 4 % des Allemands estiment que la sélection nationale est en mesure de remporter le titre. La Bundesbank ne prévoit pas d'effet majeur sur la conjoncture en berne : les surplus de vente de saucisses et de bière ne suffiront pas à relancer dura-

blement le « made in Germany ». Et les parallèles entre les performances décevantes de la Mannschaft au cours des dernières années et la crise qui affecte le modèle allemand dans ses fondements : vieillissement de la population, inflation, érosion des industries traditionnelles et remise en cause de la mondialisation. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, l'Allemagne doit se soucier de sa propre sécurité. Et la montée de l'extrême droite, qui a remporté 15 % des suffrages aux élections européennes du 9 juin, pose un défi à sa démocratie qui s'était longtemps crue protégée.

Mais en football, comme en politique, personne n'est à l'abri d'une surprise. L'effet positif du tournoi sera peut-être à mesurer ailleurs : dans la capacité des Allemands à accueillir dans de bonnes conditions les centaines de milliers de visiteurs de toute l'Europe et à se laisser porter par leur enthousiasme. Ce qui pourrait faire de l'Euro 2024 un chapitre de l'histoire du pays illustrant non plus les performances exceptionnelles de l'Allemagne, mais sa capacité à jouer collectif en Europe. ■

CÉCILE BOUTELET

La foire Art Basel échappe aux turbulences

Le rendez-vous annuel d'art contemporain, qui se tient en Suisse jusqu'au 16 juin, réunit 286 galeries

REPORTAGE BÂLE (SUISSE)

La poussée de l'extrême droite aux élections européennes, l'impasse de la guerre à Gaza, les signes avant-coureurs d'un choc financier aux Etats-Unis semblent glisser sur le petit monde de l'art. Seul le premier élément crée un semblant d'excitation : « *Pensez-vous que le Rassemblement national va revendre les œuvres d'art contemporain des FRAC* [fonds régionaux d'art contemporain] *s'il arrive au pouvoir ?* », nous demande un jeune marchand, visiblement intéressé. Après tout, la tourmente révolutionnaire de 1789 avait permis à tous les châteaux anglais de se meubler en style Louis XVI à peu de frais, et certains, sans vergogne, flairent déjà des occasions, même si une majorité s'inquiète d'une possible dégradation de l'économie.

Mardi 11 juin, premier des deux jours réservés aux professionnels ou assimilés, les bouchons de champagne sautaient, comme si de rien n'était, dans la cour intérieure de la foire Art Basel, où les VIP de l'art mondialisé se donnent rendez-vous chaque année, pour un petit déjeuner arrosé, avant de courir les 286 stands de galeries (dont 22 nouveaux participants) de 40 nations. On y trouve la crème de l'art moderne et contemporain. « *On se croirait dans l'Allemagne des années 1930 : on s'amuse, alors que le monde est au bord du précipice* », selon une habituée de ce grand raout. Le soir, les marchands désireux d'accéder au bar des Trois Rois, l'hôtel

le plus luxueux de Bâle (Suisse), et d'y rencontrer de probables grandes fortunes, étaient si nombreux qu'ils formaient une file dans la rue, et que la direction de l'établissement a dû créer une carte coupe-file pour ses habitués...

Tous les collectionneurs n'étaient pas de la fête. Bien des Américains ont préféré rester chez eux, tout en missionnant leurs conseillers, venus nombreux. Le contingent asiatique (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Japon ou Chine) était également important, marchands en hausse, collectionneurs en baisse par rapport à l'édition précédente. Les indicateurs, cependant, n'étaient pas des plus encourageants. Le volume des ventes aux enchères en mai, à New York, où s'échange le très haut de gamme, s'est contracté de plus de 20 %. Christie's et Sotheby's ont annoncé un plan de licenciements, principalement à Londres.

Véritable émulation

A Manhattan, près d'une douzaine de galeries ont fermé en 2024, certaines vénérables comme la Marlborough, créée il y a près de quatre-vingts ans, ou la très pointue Cheim & Read, ouverte depuis un quart de siècle, et d'autres plus récentes, mais qui n'ont pas survécu à leur dixième anniversaire. A Paris, une galeriste chevronnée déplore un climat atone, « *pas ou presque de visiteurs ces derniers mois...* ». Et ajoute : « *Désormais, nombreux sont ceux qui, lors d'une vente, préfèrent régler leurs arriérés de loyer que payer son dû à l'artiste.* »

« *Le marché de l'art a drastiquement changé depuis le 7 octo-*

« **Gouvernails rouges** » (1967), d'Alexander Calder, galerie Helly Nahmad, à Art Basel (Suisse), le 11 juin.

COURTESY OF ART BASEL

« **On se croirait dans l'Allemagne des années 1930 : on s'amuse alors que le monde est au bord du précipice** », dit une habituée



bre [2023] », dit Marc Glimcher, puissant propriétaire de la galerie américaine Pace, en référence à l'attaque terroriste menée par le Hamas en Israël. « *Tout a baissé d'au moins 20 % : les ventes, les prix, le nombre d'acheteurs et, surtout, l'énergie.* » « *Certains collectionneurs se sont retirés, d'autres restent actifs, mais de façon réfléchie, abonde sa tout aussi puissante consœur new-yorkaise Dominique Lévy. On est dans une position de transition et d'incertitude.* »

Gil Brandes en sait quelque chose. Il est un des rares acheteurs israéliens à avoir fait le voyage jusqu'à Bâle. « *J'ai pris deux jours pour respirer* », dit cet amateur chevronné, qui a tapissé d'œuvres ses résidences et bureaux à Tel-Aviv. L'œil vissé sur l'actualité, l'homme d'affaires vitupère contre le gouvernement de Benyamin Netanyahou, pleure les morts dans les deux camps... « *Mais je continue d'acheter, c'est plus fort que moi.* »

L'énergie dont parle M. Glimcher était d'ailleurs palpable le premier jour d'ouverture d'Art Basel. Une des raisons ? Un coup de poker des organisateurs : ils ont pratiquement doublé le nombre d'invitations VIP. Une telle affluence est généralement nuisible aux transactions : dans ce cas, elle a créé une véritable émulation. Il fallait acheter avant les autres. Ainsi, *La Femme juive*, un Dubuffet de 1950, dont le propriétaire, le MoMA de New York – aux Etats-Unis, les musées, privés en grande majorité, ont le droit de revendre des œuvres de leur collection –, avait chargé la galerie Applikat-Prazan de le céder au mieux, a trouvé acquéreur dans les cinq premières minutes après l'ouverture. Il était affiché à 2 millions de dollars (1,85 million d'euros).

Dès le démarrage du salon, les transactions sont allées bon train. « *Un soulagement* », reconnaît Maïke Cruse, nouvelle directrice d'Art Basel, résumant la position de nombreux exposants. « *Ça s'est passé beaucoup mieux qu'on ne l'espérait* », reconnaît le mar-

chand parisien Marcel Fleiss. La galerie Georges-Philippe et Nathalie Vallois a vendu une pou-belle d'Arman et un des fameux *Tirs*, de 1963, de Niki de Saint Phalle au collectionneur suisse Jean-Claude Gandur, qui prévoit de les montrer dans son futur musée à Caen, en 2030.

Le galeriste parisien Thaddaeus Ropac s'est défait de deux peintures et d'une sculpture de Georg Baselitz pour des sommes à sept chiffres. Hauser & Wirth, qui figure dans le club très resserré des galeries d'influence mondiale, aligne des ventes de haut vol, comme ce dessin de 1946 d'Arshile Gorky, cédé pour la coquette somme de 16 millions de dollars. « *On est très confiants dans la résilience du marché de l'art* », fait savoir le cofondateur de la galerie, Iwan Wirth, qui, non content de posséder déjà seize espaces dans le monde, vient d'en ouvrir un nouveau, à Bâle, non loin du Kunstmuseum, et, surprenant les visiteurs, a choisi d'y exposer une quinzaine de tableaux du Danois Wilhelm Hammershoi (1864-1916). Depuis la disparition d'Ernst Beyeler (1921-2010), dont la galerie était toute proche, la cité n'abritait plus de grand marchand. Il semble que l'on en ait trouvé un.

Son confrère new-yorkais Peter Freeman, qui ouvrira, en octobre, un nouvel espace à Paris, après douze années d'absence, fait preuve du même optimisme : « *Vous croyez que je me mettrais un bail sur le dos si j'étais inquiet ?* » Et d'ajouter : « *Nos clients sont plus*

riches que jamais, les taux d'intérêt sont élevés, la Bourse est à la hausse. Ce qui peut manquer, c'est la motivation, mais ils l'ont retrouvée à Bâle. »

Il faut dire que le rez-de-chaussée de la foire est alléchant. Par quoi commencer ? Les « *Features* », cette section jubilatoire qui braque le projecteur sur les artistes oubliés ou sous-évalués, comme César Domela (1900-1992), défendu par les galeries Le Minotaure et Alain Le Gaillard, ou le Brésilien Heitor dos Prazeres (1898-1966), à la fois peintre et grand compositeur de samba, dont les œuvres faussement naïves sont présentées par la galerie Almeida & Dale ? Ou encore par ces pépites recueillies depuis des lustres par des marchands sérieux, comme la galerie 1900-2000 et sa série de Francis Picabia, ou la galerie Lahumière, qui montre un ensemble d'Auguste Herbin et un autre d'Alberto Magnelli, deux artistes parmi les pionniers de l'abstraction. Sans oublier les assemblages aux couleurs toxiques du plus Parisien des Japonais, Tetsumi Kudo (1935-1990), exposés par Christophe Gaillard.

« Revivals » d'artistes

Les résultats plus que satisfaisants – inespérés – d'Art Basel confirment toutefois des tendances de fond du marché. Les acheteurs, désormais plus frileux, se concentrent sur les totems de l'histoire de l'art, dont la cote ne vacille pas au moindre coup de froid. Ainsi du sculpteur Alexander Calder (1898-1976), en majesté dans de nombreux stands, à commencer par Helly Nahmad, qui demande 5,5 millions de dollars du *Gouvernails rouges*, de 1967, occupant l'entrée de son stand. Son Georges Braque de 1937, *La Pianiste*, est, lui aussi, digne d'un grand musée. Les autres tableaux de la même série peints par le cofondateur du cubisme y sont d'ailleurs tous déjà : celui-ci est le dernier sur le marché. Place aussi aux *revivals* d'artistes injustement boudés par les

« **La Femme juive** », de Dubuffet, a trouvé acquéreur dans les cinq premières minutes après l'ouverture



THEATRE
DE LORIENT
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL



« Nos clients sont plus riches que jamais, les taux d'intérêt sont élevés, la Bourse est à la hausse »

PETER FREEMAN
galeriste

historiens de l'art. A commencer par les femmes surréalistes, dont les enchères de mai ont confirmé la percée. La galerie Wendi Norris consacre son stand aux tableaux de Leonora Carrington (1917-2011). Cette peintre surréaliste d'origine britannique, au destin hors norme, a connu une reconnaissance posthume dès 2012, lors d'une exposition organisée au Lacma, à Los Angeles. « Ses prix ont depuis augmenté de 10 % à 12 % par an », résume Wendi Norris, qui a cédé un double portrait de la fin des années 1930, dont elle demandait 2,5 millions de dollars. Pour mémoire, en mai, un tableau, adjugé pour 495 000 dollars, en 1995, s'est revendu à 28,5 millions de dollars.

La cote de l'artiste expressionniste américaine Joan Mitchell (1925-1992) est aussi au beau fixe. Aux premières heures du vernissage, la galerie David Zwirner se félicitait d'avoir vendu pour 20 millions de dollars une peinture monumentale de 1990-1991. Même entreprise de réhabilitation de Tom Wesselmann (1931-2004), qui, avec Andy Warhol et Roy Lichtenstein, est l'un des emblèmes du pop art américain. Après avoir porté les deux premiers vers des sommets du marché, les marchands tentent désormais de revigorer le troisième, dont le nom reste associé à sa série des « Great American Nudes », grandes blondes en tenue d'Eve, dont le premier date de 1961. C'est un spécimen de 1965 que présente la galerie Christophe Van de We-

ghe pour 5,5 millions de dollars. « Vous vous rendez compte, on a un chef-d'œuvre de Wesselmann pour même pas 6 millions de dollars, alors qu'une œuvre majeure de Warhol vaut plus de 100 millions et un Lichtenstein autour de 55 millions !, martèle ce New-Yorkais d'origine belge. Six millions, c'est le prix de certains jeunes artistes que l'on fait monter, alors que l'on n'a aucune idée d'où ils seront dans cinq ans. Wesselmann, lui, est dans l'histoire de l'art. » La galerie Almine Rech a vendu pour sa part un tableau de 2004 pour environ 2,5 millions de dollars.

Au premier étage, dévolu aux galeries plus contemporaines, les ventes sont moins frénétiques et spectaculaires qu'antan, et certains font grise mine. D'autres tirent leur épingle du jeu : Mehdi Chouakri a vendu, dès le premier jour et à un seul collectionneur, la totalité de ses tableaux de Johanna Dumet (née en 1991), une Française installée, comme lui, à Berlin. Avec une régularité de métro-nome, Nathalie Obadia a cédé chaque jour des œuvres de Fabrice Hybert (né en 1961) ou de Laure Prouvost (née en 1978) « à de nouveaux collectionneurs ».

Emmanuel Perrotin et son voisin Jeffrey Deitch occupent depuis plusieurs années l'un des pires endroits de la foire, coupé qu'il est par un escalier desservant le troisième étage, où se trouvent les réserves des exposants (et un showroom que les galeries peuvent louer pour leurs clients privilégiés et des transactions plus discrètes). De cet inconvénient, ils ont fait un avantage, en obtenant que la foire déplace les cloisons de leur parcelle, ce qui les dote d'un niveau supplémentaire. Avec leur triplex (ils utilisent aussi le large palier), les accrochages sont plus aérés, et ils montent presque jusqu'au ciel. ■

ROXANA AZIMI
ET HARRY BELLET

Art Basel, Bâle (Suisse).
Jusqu'au 16 juin. Artbasel.com

La genèse de « Ziggy Stardust » qui mena Bowie à la célébrité

Le coffret « Rock'n'Roll Star ! » permet de suivre, sur 5 CD et 1 Blu-ray audio, des étapes de la création du cinquième album, paru en 1972

MUSIQUE

La chanson, enregistrée à San Francisco, le 11 ou le 12 février 1971, dans un hôtel Holiday Inn, s'intitule *So Long 60s* (« au revoir les années 1960 »). Son interprète, qui s'accompagne à la guitare acoustique douze cordes, est David Bowie (1947-2016). Il est aux États-Unis pour une tournée de promotion de *The Man Who Sold The World*, commercialisé en novembre 1970 – en Europe, ce sera en avril 1971. Le 13 février, chez le producteur Tom Ayers, à Los Angeles, il enregistre une ébauche de *Hang On To Yourself*.

En ouverture du coffret *Rock'n'Roll Star !*, publié vendredi 14 juin, ces deux documents marquent le début de la genèse du cinquième album studio de Bowie, *The Rise and Fall of Ziggy Stardust and The Spiders from Mars* (juin 1972). Un succès critique et commercial, l'ascension de Bowie vers la célébrité – mais pas de chute, contrairement au personnage de Ziggy qu'il a créé. Au Royaume-Uni, la « Bowiemania » sera aussi folle que la Beatlemania neuf ans plus tôt.

Sur le même modèle que les précédents coffrets, *Conversation Piece* (2019), consacré à l'album *David Bowie* de 1969, et *Divine Symmetry* (2022), à propos de *Hunky Dory* (décembre 1971), *Rock'n'Roll Star !* résume les étapes d'un travail créatif. Ici en cinq CD, un Blu-ray audio et un recueil superbe de photographies, textes explicatifs et notes manuscrites.

Passage à « Top of the Pops »

Voici d'abord, par le seul Bowie, chez lui, à Haddon Hall, à Londres, les premiers jets de composition. Dont *Ziggy Stardust*, brouillon déjà bien pensé, *Lady Stardust*, au piano, ou *Soul Love*, avec sa partie chorale, presque aboutis. Le son est parfois touffu, la valeur « historique » importante.

Puis, c'est la formation d'un groupe, The Arnold Corns (Bowie au chant, à la guitare et au piano, Mark Carr Pritchett à la guitare, Pete De Somogyi à la basse, et Tim Broadbent à la batterie) pour enregistrer en studio *Moonage Daydream* et *Hang on to Yourself*. Un 45-tours, avec sur la pochette, le créateur de costumes pour Bowie Freddie Burretti, est publié en mai 1971. Et passe inaperçu.

Place aux Spiders from Mars, Mick Ronson (1946-1993) à la guitare, Trevor Bolder (1950-2013) à la basse et Woody Woodmansey à la batterie, qui vont commencer à répéter, en novembre 1971, à Haddon Hall, les thèmes que Bowie envisage pour *Ziggy Stardust*. Les trois ont participé à l'album *Hunky Dory*. Suivent des passages lors d'émissions de radio ou de télévision pour la BBC début 1972.

Les séances proprement dites pour l'album ont lieu en novembre 1971 et en février 1972 aux studios Trident, à Londres. Onze chansons se retrouveront sur l'album – les *Moonage Daydream* et *Hang On To Yourself* des Spiders sont des sommets –, d'autres sont travaillées durant la même période, *Shadow Man*, *Holy Holy*, *It's Gonna Rain Again*, *Looking For a Friend* (The Arnold Corns l'avaient déjà enregistrée), *Velvet Goldmine*, *Sweet Head...* Une quinzaine de ces extraits de séances est proposée. Le passage de Bowie et les Spiders from Mars diffusé le 6 juillet, dans « Top of the Pops », sera le grand déclencheur de la réaction du public.

Sur le Blu-ray audio, le disque est disponible dans son mixage original stéréo, et le mixage surround



David Bowie, lors de la tournée « Ziggy Stardust », en Californie, en 1972.

ARMANDO GALLO/GETTY IMAGES

5.1 réalisé en 2003 qui apporte de l'ampleur sans exagérer les effets. L'on y trouve aussi, en haute définition (96 kHz/24 bit), des titres de singles, les chansons mises de côté, des versions différentes. Ainsi qu'un montage conçu en décembre 1971, avec notamment

la reprise de l'adaptation en anglais par Mort Shuman d'*Amsterdam*, de Jacques Brel, de *Round and Round*, de Chuck Berry, d'*Holy Holy*, et surtout des absences cruciales, celles de *Starman*, *Suffragette City* et le point culminant final, *Rock'n'Roll Suicide*. L'on peut

supposer que cette configuration de *Ziggy Stardust* n'aurait pas eu le même impact. ■

SYLVAIN SICLIER

Rock'n'Roll Star !, de David Bowie, coffret 5 CD et 1 Blu-ray Parlophone/Warner Music.

25.05
— 22.09
MuMa Le Havre

Photographier
en Normandie
1840-1890

NORMANDIE
IMPRESSIONNISTE
2024

Musee d'Orsay | BnF Bibliothèque nationale de France

Le Monde | Télérama | NORMANDIE | Centre des Arts | SEAPRIGO | SG | Grand Ouest

Le Havre | Caen | Normandie | Paris | France

Le Havre | Caen | Normandie | Paris | France

La guerre industrielle de Staline

Gil Rabier analyse la manière dont l'URSS a développé son économie entre 1941 et 1945

ARTE.TV
À LA DEMANDE
DOCUMENTAIRE

Scénario écrit en 1943, film tourné en 1944, projeté en 1945, puis censuré par le pouvoir stalinien et interdit durant une dizaine d'années. Tel a été le destin étonnant d'un long-métrage soviétique intitulé *Des gens ordinaires*, dont de nombreux extraits sont diffusés au cours de ce documentaire signé Gil Rabier et Olivier Wieviorka. Un film de propagande écrit par Grigori Kozintsev et Leonid Trauberg, destiné à montrer aux foules le courage d'un directeur, des ingénieurs et des ouvriers d'une usine d'avions, obligés, face à l'avance allemande, de délocaliser celle-ci en urgence, de Leningrad à des centaines de kilomètres plus à l'est. Puis contraints de fournir de plus en plus d'avions.

Pourquoi ce film, seule fiction à évoquer l'incroyable organisation mise en place pour prolonger l'effort de guerre, a-t-il été interdit par Staline dès la victoire acquise ? Parce qu'il ne représente ni les hauts dignitaires du régime ni les soldats héroïques. Il montre que le déménagement réussi des usines repose sur le peuple, sa capacité à suivre ses talents d'improvisation.

« Front du travail »
Auteur, en 2020, d'un documentaire intitulé *Les Nazis et l'argent*, Gil Rabier décortique cette fois la manière dont l'URSS a réussi, dans des conditions extrêmes, à maintenir, puis à développer, une économie de guerre. Économie qui, au fil du temps, permettra aux Soviétiques de reconquérir leurs territoires, puis d'aller jusqu'à Berlin. Cette guerre économique menée par l'URSS, entre 1941 et 1945, pour assurer la production d'ar-

mement a débuté par une décision radicale. Dès le 23 juin 1941, au lendemain de l'attaque surprise des troupes allemandes, Staline décide d'évacuer les industries vitales des territoires menacés : sidérurgie, métallurgie, ateliers d'assemblage de tanks et d'avions, fabriques de munitions, centrales électriques, fabriques d'uniformes, stocks de charbon. Dans le chaos d'une guerre totale, d'immenses convois ferro-

viaires sont organisés. Ouvriers et usines de pièces détachées sont transportés loin du front. Dès le 24 juin, le laminoir d'acier blindé pour tanks de Marioupol part vers l'est. Des milliers d'autres suivront et s'installeront dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan. A l'aide d'archives filmées et photographiques, d'extraits de films de propagande et d'éclairages d'historiens, Gil Rabier analyse cette lutte industrielle et cette

incroyable capacité de mobilisation et de résistance d'un peuple. A chaque fois que l'armée allemande s'approche d'une ville, les usines se déplacent. Les terribles conditions d'installation, puis de travail, des ouvriers et techniciens sont aussi analysées en détail. Les protestations sont rares. « *Dès les années 1930, toute la mobilisation de la société soviétique est une mobilisation guerrière. On ne parle que de front du travail,*

de soldats de l'industrialisation », rappelle l'historien Nicolas Werth. « *Ce qui est extraordinaire, c'est que, dès l'été 1942, l'économie de guerre a commencé à se redresser de façon spectaculaire* », ajoute l'historien britannique Richard Overly. ■

ALAIN CONSTANT

Les Usines de Staline face aux armées d'Hitler, de Gil Rabier (Fr., 2024, 87 min).



Image extraite du documentaire « Les Usines de Staline face aux armées d'Hitler ». GOGOGO FILMS

Un concert fiction plonge dans « L'Histoire de la Petite Sirène »

Cédric Aussir et Pierre Senges ont adapté pour France Culture le conte d'Andersen, avec l'Orchestre Philharmonique de Radio France

FRANCE CULTURE
À LA DEMANDE
PODCAST

Fermez les yeux et écoutez. D'abord, c'est le ressac qui vous emporte. Suivent quelques remous. Quelques mots à peine, et voilà que l'orchestre prend le relais et nous immerge tout à fait dans l'univers de *La Petite Sirène*, le conte d'Andersen adapté en concert fiction pour Radio France. Dans le studio 104 de la « maison ronde », en ce jour

de filage, tout le monde est en place : les musiciens du Philharmonique ; la bruiteuse Elodie Fiat, assistée d'Eléonore Malo ; les comédiens et Cédric Aussir. Le réalisateur avait envie de donner à entendre une sirène impatiente d'aller voir ailleurs. Pour l'incarner, Camille Claris, qui forme, tantôt avec sa grand-mère, tantôt avec la sorcière (les excellentes Francine Bergé et Johanna Nizard), des binômes savoureux. D'ailleurs, les dialogues sont particulièrement réussis. C'est Pierre

Senges (auquel on doit entre autres *Les Voyages de Gulliver*, réalisé par Laure Egoroff) qui s'est emparé du texte originel. Et il faut saluer ici la prouesse de l'écrivain devant la difficulté majeure de cette adaptation : comment faire entendre le personnage principal alors même qu'il devient muet à la moitié du récit ? Défi relevé haut la main, car, de cette contrainte, Pierre Senges a fait une richesse, imaginant des dialogues de sourds (plus que d'amour) entre un prince (étourdi

du souvenir d'une belle qu'il veut se rappeler blonde) et la sirène, sans voix, qui tente de lui faire comprendre qui elle est vraiment : « *C'est merveilleux/Nous sommes d'accord/Comme j'aimerais la revoir/Mais je suis devant toi* », etc. Merveilleux malentendus et quiproquos aussi drôles que cruels, qui rappellent certaines comédies sentimentales des années 1930 et 1940, offrant aux auditeurs plusieurs niveaux de lecture. Autre défi : le choix de ne pas avoir recours à un narrateur exté-

rieur, mais de laisser entièrement la parole aux personnages : « *C'est plus difficile, mais c'est mieux, surtout pour un jeune public* », confie Pierre Senges. Et de préciser que chaque genre requiert des compétences ou une attention différentes – roman, livret, fiction audio : « *Pour la radio, il faut bien comprendre qu'un comédien va prendre en charge votre texte et passer chaque mot au crible, il faut donc faire attention à être le plus juste et le plus précis possible. De même qu'il faut veiller à l'intention de*

chaque réplique et se poser les bonnes questions : Qui l'a dit ? A qui cela s'adresse-t-il ? Est-ce ironique ? Est-ce un ordre ? En général, c'est le comédien qui a raison. Si le comédien ne l'entend pas, l'auditeur ne l'entendra pas davantage ». A les entendre aujourd'hui, on se dit que c'est parfaitement réussi. ■

ÉMILIE GRANGERAY

L'Histoire de la Petite Sirène, adaptation du conte d'Andersen par Pierre Senges. Réalisé par Cédric Aussir (Fr., 2024).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 139
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| I | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | |

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 138

HORIZONTALEMENT I. Protestation. II. Le. Aguerri. III. Usé. Assai. Tu. IV. Minarets. IUT. V. Adnée. Serrer. VI. Suédés. Muera. VII. Same. Été. Sal. VIII. III. Prune. SI. IX. Er. Patates. X. Réjouissante.

VERTICALEMENT 1. Plumassier. 2. Résiduaire. 3. Ennemi. 4. Ta. Aède. Pô. 5. Egarée. Pau. 6. Suse. Serti. 7. Tests. Tuas. 8. Arasements. 9. Tri. Ru. Eea. 10. II. Ires. Sn. 11. Tueras. 12. Neutralité.

HORIZONTALEMENT

I. Toujours devant, quoi qu'il arrive. II. Indispensables aux êtres vivants. Parti à l'aventure. III. Facilite l'évacuation. Enfants d'Ouranos et de Gaïa. IV. Beau morceau pour l'artiste. Doublement équipée. V. Ses lecteurs attendaient toujours la suite. Sur la tête du combattant et les épaules du prélat. VI. Préposition. Fera les comptes en n'oubliant personne. VII. Sacré autour du pape. Chez Nini. VIII. Heureusement pas rencontrées. Chargé de métal alcalin. IX. Négation. Fait monter le rouge chez le cruciverbiste. Ecorce en poudre. X. Abattraït brutalement.

VERTICALEMENT

1. Déforme des couches et forme des montagnes. 2. Poulets faisandés. Donnée pour être perdue à la fin. 3. Découpé à l'oral. Démonstratif. 4. Bon gros à consulter, réduit ici. Rester en plein soleil. 5. Léda sans tête. Gardera au secret. 6. Réunit les syndicats et les patrons. Vite faites mal faites. 7. Examinées et appréciées. 8. Doublié chez le parfumeur. Bande de papier. 9. Venues de chez Valéry. 10. Fournisseur de sucre au Canada. Dégagea. 11. Cendrier. Marquai en surface. 12. Fatiguerait leur auditoire.

SUDOKU

N°24-139

| | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 4 | 7 | 1 | 3 | 9 | 5 | 6 | 2 |
| 9 | 5 | 3 | 8 | 6 | 2 | 1 | 7 | 4 |
| 2 | 1 | 6 | 5 | 7 | 4 | 8 | 9 | 3 |
| 1 | 8 | 9 | 7 | 4 | 3 | 6 | 2 | 5 |
| 4 | 7 | 2 | 9 | 5 | 6 | 3 | 8 | 1 |
| 6 | 3 | 5 | 2 | 8 | 1 | 9 | 4 | 7 |
| 7 | 9 | 4 | 6 | 1 | 5 | 2 | 3 | 8 |
| 5 | 2 | 8 | 3 | 9 | 7 | 4 | 1 | 6 |
| 3 | 6 | 1 | 4 | 2 | 8 | 7 | 5 | 9 |

Très difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



EN VENTE
CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

JOAILLERIE

Plus mirifique, plus pléthorique, plus fastueux... Dans le monde du luxe, le retour des beaux jours rime avec le lustre de collections de haute joaillerie dévoilées à une clientèle ultraprivilégiée dans des villes européennes. Les bijoux ont beau continuer d'être façonnés place Vendôme, à Paris, ses acheteurs jubilent d'être invités à Rome (par Bulgari), Monaco (Chanel) ou Venise (Chaumet), les maisons les couvant d'attentions, de dîners mondains en présentations dans des villas sécurisées, afin d'espérer les voir sortir le chèque. Entrée de gamme? Environ 100 000 euros pièce. Avant l'envol, pour les plus spectaculaires, au-delà des 10 millions d'euros.

A chaque marque un choix de destination selon son style. Cartier, soucieux de conforter sa position de leader et adepte de voyages culturels, a choisi Vienne, s'invitant fin mai au MAK, le Musée autrichien des arts appliqués, avec façade néo-Renaissance, splendeur artistique et valse traditionnelles. Le joaillier de la rue de la Paix en fait l'écrin d'une collection centrée sur le bestiaire, un thème familial davantage qu'une prise de risque. « Cette année, nos bijoux mettent en scène l'animal, mais dans la nature et à travers une lecture ambiguë, faite de jeux de dissimulation », précise Pierre Rainero, directeur du style, de l'image et du patrimoine de Cartier.

Cela donne des propositions subtiles et détonantes dans un jeu de lignes très étudié : un collier souple dont des alternances de diamants et d'onyx évoquent un paysage abstrait aussi bien que la tête d'un zèbre ; un autre, en or rose, aux mailles graphiques comme des traces laissées dans le sable et qui camouflent une tortue piquée de rubellites en trompe-l'œil ; un troisième tout en tubes d'émeraudes, rinceaux d'or et diamants, dans lequel on devine un flamant rose caché entre des roseaux.

Petits lapins et papillons

« Que le traitement soit naturaliste ou plus abstrait, nous nous sommes intéressés à la personnalité de l'animal », explique Jacqueline Karachi, directrice de création haute joaillerie. Les panthères – un animal totem, entré dans le vocabulaire Cartier en 1914 – donnent à voir cet éventail d'attitudes et de caractères : bondissante (sur un bracelet-bague parsemé de taches de saphir), se hasardant sur des blocs de glace (en diamants et cristaux de roche), protégeant jalousement un trésor (une boule de diamant jaune), se promenant à sa guise (une broche fixée sur l'épaule)...

« Parmi la centaine de bijoux présentés, environ un tiers a fait l'objet d'un travail de sculpture en 3D », souligne Jacqueline Karachi. Un record. Parmi eux, deux spécimens stupéfiants ont été traités en glyptique (l'art de tailler les pierres fines) : un crocodile taillé dans un seul bloc de jaspe et porté en manchette et un perroquet en lapis-lazuli, coincé entre des lianes d'or jaune et de saphirs formant un collier.

La glyptique s'invite aussi de façon plus surprenante chez Dior qui, à Florence (Italie), a privatisé, le 13 mai, le cloître de Santa Maria Novella – superbe basilique à la façade de marbre blanc et vert, érigée à partir de 1278 – pour révéler le nouveau cru de Victoire de Castellane. Après des premières collections florales (roses et fleurs carnivores) ou fantastiques (vampires et têtes de mort), la directrice artistique a négocié un virage stylistique, réinterprétant en bijoux des archétypes du textile. Plissés et volants en 2014, soie enturbannée en 2015, dentelles en 2018, tie and dye en 2022 ont précédé son dernier défi : la toile de Jouy, cette étoffe de coton sur laquelle s'animent des motifs champêtres, née en 1760 à Jouy-en-Josas (Yvelines).



Dior. PIERRE MOUTON

La haute joaillerie entre faste et fantaisie

Des bijoux travaillés en 3D, réinterprétant la toile de Jouy ou imitant l'art de la vannerie : ce printemps, Cartier, Dior et Louis Vuitton rivalisent de technicité et de créativité

« Parce que je ne résiste jamais à un jeu de mots, la collection se baptise "Diorama", un terme qui désigne aussi ces petites maquettes en volume sur lesquelles on représente des tableaux vivants », explicite Victoire de Castellane. Surgit ainsi sur des colliers, des bracelets ou des bagues une faune taillée en chrysoprase par une glypticienne ou façonnée en or pavé. Petits lapins et papillons se révélant dans un bois givré, renards malicieux émergeant de branches de saphirs, canard d'or jaune entre des baies de turquoises... L'univers onirique de la créatrice s'exprime avec son asymétrie habituelle, son goût des serts discrets, des jeux d'échelle improbables.

« Ce que j'essaie de faire, c'est cultiver la fantaisie et trouver un peu d'équilibre dans le chaos », dit-elle. Elle y ajoute des caprices fantasques : ceinture de perles et d'émeraudes ; buissons de perles enroulés à la cheville ou sur une broche attachée au dos d'une robe. Le tout constitue « la plus vaste collection de

haute joaillerie Dior à ce jour », reflétant le boom global du secteur. « Aujourd'hui, il y a davantage de chiffre d'affaires, donc davantage de pression », reconnaît Victoire de Castellane.

En dégainant également sa plus grande collection de bijoux à ce jour, Louis Vuitton, avec ses ambitions et son budget pharaoniques, participe à cette montée en puissance. Cette fois, c'est le Paris effervescent du XIX^e siècle auquel Francesca Amfitheatrof, directrice artistique depuis 2018, s'attelle. « Le Paris post-Révolution française fut celui d'une explosion de savoir-faire : c'est là que le luxe est véritablement né », avance-t-elle, le 5 juin, à Saint-Tropez (Var), en préambule du dîner de gala auquel assistaient des clients du monde entier en costume ou robe du soir.

Colliers en tressage d'or et platine pour imiter l'art de la vannerie, diadème fait de triangles pavés morcelés en hommage à la mosaïque, plastron ajouré comme un corsage en passementerie... « So French ! », s'amuse Francesca Amfitheatrof, qui est allée voir de près jacquards, brocarts ou pompons dans les archives du Mobilier national. Le reste de la collection s'inspire des avancées du génie civil et de l'architecture qui firent vibrer Paris à compter des années 1840 : collier en traits d'or et diamants baguette suggérant les rails de chemin de fer ou parures en clin d'œil à la tour Eiffel, reprenant la forme de son ossature, la représentant vue de dessous (relevée d'un phénoménal diamant rose orangé de 56 carats) ou à l'envers, dégoulinant sur le décolleté.

Quand Cartier dispose de plus de cent cinquante ans d'archives et Dior d'une directrice artistique en poste depuis vingt-cinq ans, le défi de Louis Vuitton est de se constituer un vocabulaire joaillier ancré, en seulement quinze ans d'existence. Saison après saison, Francesca Amfitheatrof impose ses gimmicks : un mix entre le platine et l'or jaune, des pierres précieuses acidulées (rubis framboise, émeraudes menthe à l'eau), des jeux anguleux de symétrie... Et une application têtue, voire poussive, à logoter le bijou, en multipliant les « V » signature ou en faisant tailler les diamants en fleur ou en étoile, bases du monogramme Louis Vuitton.

La parure la plus marquante pourrait bien être celle composée de mailles de perles d'or irrégulières qui évoquent le bois sculpté du mobilier napoléonien. Les rubis qui y éclatent seront, revendique Louis Vuitton, les premières pierres de couleur dont la traçabilité sera attestée auprès du client par un certificat rendu inviolable grâce à la technologie blockchain. Pour ce faire, le mastodonte a conclu un partenariat avec la mine de Fura, à Montepuez (Mozambique), d'où les rubis sont extraits. A l'heure où les rubis birman ont été bannis, mais continuent d'être sertis, où les émeraudes russes se vendent sans restriction, et où le minage, ses origines et ses conditions demeurent le talon d'Achille du secteur, l'initiative tente de créer un précédent bienvenu. ■

VALENTIN PÉREZ



Cartier. PIERRE MOUTON




Louis Vuitton. NATHANIEL GOLDBERG

Un secteur florissant


A l'heure où le luxe s'inquiète d'un ralentissement global de sa croissance, la haute joaillerie ressemble à une bulle qui échappe aux vicissitudes du marché, les marques continuant d'organiser des voyages prestigieux pour présenter leurs collections. « Même pour quelques centaines d'acheteurs, un tel déploiement de moyens vaut le coup, décrypte Sonja Prokopec, professeure de marketing et doyenne du campus singapourien de l'Essec Business School. Entendre les experts parler de bijoux en or vendus en boutique à 6 000 ou 8 000 euros pièce comme de "bibelots" en dit long. Pour eux, c'est dans la cour des grands que se trouvent les meilleures marges : un beau bijou de haute joaillerie écoulé peut permettre d'atteindre les objectifs financiers du mois. »

Conséquence ? La compétition entre les maisons s'aiguise. « Parvenir à satisfaire la demande est un défi pour tous. Le milieu est concurrentiel, les ressources rares et la main-d'œuvre très convoitée », souligne Alexa Abitbol, directrice des ateliers de haute joaillerie de Cartier, maison qui forme environ deux cents apprentis par an. La course aux savoir-faire passe également de plus en plus par des rachats d'ateliers indépendants. LVMH a ainsi mis la main sur le regroupement Platinum Invest en avril 2023 (afin d'en faire bénéficiaire Tiffany) quand Boucheron a acquis quatre sociétés en novembre 2023.




en vente
actuellement


En kiosque



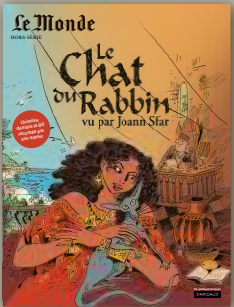
Hors-série




Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs

Abonnements


Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sourcisme.fr




Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

 carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Charlotte et Alice Auxenfans,
ses filles,
Laurence Roubaud,
son épouse,
Sylvia Roubaud Bénichou,
sa belle-mère,

ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric AUXENFANTS,

âgé de cinquante-cinq ans, le vendredi
31 mai 2024, entouré de tous ses
amis et des médecins et infirmiers
de l'hôpital Lariboisière, Paris 10°,
qui l'ont soigné avec un constant
dévouement.

Il a eu le courage au moment de
mourir de tous les saluer et de dire
adieu à ses filles, en souriant.

Ses obsèques se tiendront le
samedi 22 juin, à 16 h 30, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20°, suivies, selon ses
volontés, de la dispersion complète
de ses cendres.

Claude Brochériou,
son époux,
Isabelle et Laurent Spelle,
sa fille et son gendre,
Adrien et Rémy Spelle,
ses petits-fils,
Monique Brochériou,
sa belle-sœur,
Frédéric Aumont et Sara Doumenc-
Aumont,
son neveu et sa nièce,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU,
professeur de Lettres,
chevalier
de l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

La cérémonie civile aura lieu le
mardi 18 juin, à 11 h 30, au cimetière
du Montparnasse, Paris 14°.

Michel, Frédéric, Jean-Yves et
Geneviève,
ses enfants,
Sylvain, Juliette, Louise et Aristide,
ses petits-enfants,
Danielle et Anna,
ses belles-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Chantal CHEMLA,
ENS Sèvres (1955),
agrégée de grammaire,
DDEN,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,
ancienne présidente
de Rencontres culturelles,
ancienne secrétaire générale
des Amis d'Alexandre Dumas,
membre du Grand Orient de France,

survenu à Paris, le 9 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Un dernier hommage aura lieu au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20°, le mardi 18 juin,
à 13 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Christine et Marc Citti,
ses enfants,
Bernadette Chaplot,
sa sœur,
Jean-Luc Citti,
son frère,
Marion Harlez Citti, Joséphine
Levy, Ferdinand Levy, Swann Citti
Klausner,
ses petits-enfants,
Suzanne Duthu Harlez,
Adèle Guyon,
Billie Oudot Levy,
ses arrière-petites-filles,
Véronique Klausner Azoulay,
sa belle-fille,
René Chaplot,
son beau-frère,
Catherine Citti,
sa belle-sœur,
Yoann Denaive, Alban Guyon,
Arthur Oudot,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Laurent CITTI,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 7 juin 2024, à l'hôpital Saint-
Antoine, Paris 12°.

L'enterrement aura lieu le mercredi
19 juin, à 15 heures, en l'église de
Ramoulu, à Pithiviers (Loiret).

Le Havre. Nidda. Chambéry.

Manuelle Sautereau,
son épouse,
Adrien et Clélia,
ses enfants,
leurs conjoints, Judith et Jurek,
Merlin, Carmen, Sébastien, Benjamin,
ses petits-enfants
Et toute la famille Garino, Capuçon,
Alves Costa, Legrand,

ont la douleur de faire part du décès de

Marc GARINO,

survenu le 8 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le lundi
17 juin, à 10 h 30, au complexe funéraire,
155, rue Maryse-Bastie, au Havre.

Nous avons la tristesse, la douleur
d'annoncer le décès de

Patrice GARLOT,
cinéaste formats spéciaux,

survenu le 30 mai 2024.

Yoan et Paul,
ses fils,
Elodie Desclozeaux,
sa compagne,
Christine Juhel
Et tous ses proches.

Patrick et Florence Mercillon
et leurs enfants,

Barbara et Arnauld Brejon de
Lavergnée
et leurs enfants
ainsi que leurs petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le
décès, survenu le 8 juin 2024, de

Rose-Marie MERCILLON,
née SCHWARZ.

Une bénédiction sera donnée le
mardi 18 juin, en l'église Saint-Gilles
de Bourg-la-Reine.

P. et F. Mercillon,
4, square Arnauld,
78460 Hauts-de-Chevreuse.

A. Brejon de Lavergnée,
83, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.

Gaspar Billelte,
son petit-fils,

a la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Claudine MEYER,
née BISMUTH,

survenu le 9 juin 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie aura lieu le lundi
17 juin, à 11 h 30, au cimetière du
Montparnasse, Paris 14°.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Thomas Icart,
son fils,
Laurette Ivain,
sa belle-fille,
Alexandre et Arthur,
ses petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine MORAND,

survenu le 10 juin 2024, Paris 14°.

La cérémonie religieuse sera
célébrée en l'église Notre-Dame-des-
Champs, Paris 6°, le lundi 17 juin,
à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse, Paris 14°, le mercredi
19 juin, à 10 h 30.

Carla Pointel, née Crivelli,
son épouse,
Sa famille française
dont Alliénor, Maxence,
Aurore, Eloïse, Antoine,
Maxime Jean-Georges, Raphaël,
Estelle, Isabelle, Margot et Juliette,
ses onze arrière-petits-enfants,
Sa famille italienne
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Georges POINTEL

survenu le 9 juin 2024.

Une cérémonie religieuse aura
lieu le mardi 18 juin, en l'église
Saint-Louis de Garches, suivie de
la crémation au funérarium du
Mont-Valérien, à Nanterre.

L'inhumation aura lieu le
mercredi 19 juin, au cimetière de
Montrouge.

M^{me} Martine Cassin-Rol-Tanguy,
son épouse,
Sabine Rol-Tanguy et Cécile Plet-
Rol-Tanguy,
ses filles,
François Plet,
son gendre,
Antoine et Ludvine Maison-Cassin-
Broussard, et Laurent Broussard,
ses beaux-enfants,
Hélène et Claire Rol-Tanguy,
ses sœurs,
Francis Rol-Tanguy,
son frère
Et Marianne Brunhes-Rol-Tanguy,
sa belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
Ses petits-neveux et petites-nièces
Cassin et Rol-Tanguy,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Jean ROL-TANGUY.

Une cérémonie aura lieu le
lundi 17 juin 2024, à 15 h 30, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20°, en la salle de la
Coupole, 71, rue des Rondeaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vous pouvez adresser vos
témoignages à l'adresse suivante :
jrtobseques@gmail.com

Paris.

Martine Schuwer,
sa fille,
Marc Merlin,
son compagnon,
leurs enfants, petits-enfants, arrière-
petits-enfants
Et sa famille de Finlande,

ont la tristesse de faire part de la
disparition de

Asta SCHUWER,
née LAUNIS,

survenue le 8 juin 2024, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine Schuwer,
6, boulevard Franklin-Roosevelt,
35200 Rennes.
Marc Merlin,
103, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

Thaï Vu-An Binh,
son père
Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu de

Eric VU-AN BINH,
officier de la Légion d'honneur,
directeur artistique
du ballet Nice Méditerranée,

le 8 juin 2024, à l'âge de soixante ans,
muni des sacrements de l'Eglise.

La messe d'obsèques sera célébrée
en l'église Notre-Dame-du-Port de Nice,
le vendredi 14 juin, à 15 h 30, par Mgr
Jean-Louis Gazaniga, archiprêtre.

L'inhumation se fera ultérieurement
au cimetière de Giverny où il rejoindra
son époux,

Hugues R. GALL,

décédé le 25 mai.

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Mémoire


Marie-Antoinette
Et ses enfants,

vous remercient de vos pensées à

Jean-Pierre FORAY.

« Humbles, en face du bonheur ».

Communication diverse




Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitiidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la
publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis
Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel
Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel
Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux
(cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe
Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum,
présidente, Gilles Paris, vice-président




Abonnement
Quotidien
+ numérique

603,20€ (prix de vente
au numéro)

169€ pour 6 mois

✓ Le journal et ses suppléments livrés chez vous

✓ Tous les contenus numériques sur le site et les applications



Abonnez-vous en ligne sur : abo.lemonde.fr/quotidien6M

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne à l'offre Quotidien + numérique du Monde pendant 6 mois pour 169€ au lieu de 603,20€ (prix de vente au numéro).

➤ 6 quotidiens + « M le magazine du Monde »

+ tous les contenus numériques sur le site et les applications

+ les archives du Monde depuis 1944

+ l'application La Matinale + plus de 2000 grilles de jeux en ligne.

Je règle par :
☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
☐ Carte bancaire (paiement sécurisé)
en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local)

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR

☐ Maison individuelle
☐ Immeuble
☐ Digicode N° _____

Badge Vigik : ☐ oui ☐ non

Boîte aux lettres :
☐ Nominative ☐ Collective

Dépôt chez le gardien/accueil

Bât. N° _____

Escalier N° _____

Dépôt spécifique le week-end

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON ☐ OUI ☐ NON

Tél. : _____

Sous réserve de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6769, AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Les CGV applicables à l'abonnement sont consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/cgv>. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles doivent être faites avec l'accord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que la Société Éditrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations par voie postale, cochez cette case. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Déléguée à la protection des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 6769, avenue Pierre-Mendès-France - 75707 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant : <https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou sur le site de la CNIL www.cnil.fr.

Christophe Deloire

Secrétaire général de Reporters sans frontières

C'est un combattant déterminé pour un journalisme libre, indépendant et démocratique qui disparaît brutalement. Christophe Deloire, directeur et secrétaire général de l'ONG Reporters sans frontières (RSF), est mort des suites d'un cancer fulgurant, samedi 8 juin, à Paris, à l'âge de 53 ans. Il avait été hospitalisé au mois d'avril à la Pitié-Salpêtrière après la découverte de tumeurs au cerveau, puis à l'hôpital Saint-Louis, dans le 10^e arrondissement de la capitale.

Les hommages se sont multipliés à l'annonce du décès de celui qui s'était vu confier, en juillet 2023, par le président de la République, Emmanuel Macron, la direction du comité de pilotage des Etats généraux de l'information (EGI), destinés à donner à l'information fiable et vérifiée un cadre solide face à la montée des fausses informations. *«Christophe Deloire avait le journalisme au cœur. Pour la liberté d'informer et le débat démocratique, cet esprit libre se battait, sans frontières, sans repos»*, a écrit, sur X, le chef de l'Etat.

«Bouquins irrévérencieux»
«Pilier du dispositif, infatigable défenseur du droit à l'information, Christophe a marqué les travaux des Etats généraux de l'information par son engagement, ses convictions, son énergie, son écoute, mais aussi son humanité», ont déclaré les membres des EGI à l'annonce de sa mort. *«Il était un ardent défenseur de notre profession à un moment où notre travail et nos valeurs sont de plus en plus remis en question»*, a salué le directeur de l'information de l'Agence France-Presse, Phil Chetwynd. Pour Pierre Haski, président du conseil d'administration de RSF, *«[il] a dirigé l'organisation à un moment crucial pour le droit à l'information. Sa contribution (...) a été fondamentale.»*

Avant d'être un militant du journalisme, Christophe Deloire fut d'abord, et longtemps... un journaliste. Fils d'instituteurs, né en 1971 à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), il passe son baccalauréat en 1989 au lycée Camille-Claudel de Digoïn puis intègre une prépa HEC à Lyon. Diplômé de l'Essec

en 1994, il commence sa carrière à TF1, puis rejoint la rédaction du *Point* en 1998, où il se consacre à l'investigation.

En 2003, il est récompensé par le prix Louis Hachette (aujourd'hui prix Jean-Luc Lagardère) pour un article consacré à l'enquête policière sur la cavale d'Yvan Colonna. Ce travail débouchera aussi sur un livre cosigné avec le journaliste Christophe Dubois, *L'Enquête sabotée* (Albin Michel, 2003). Avec M. Dubois, il signera trois autres ouvrages, toujours chez Albin Michel : *Les islamistes sont déjà là* (2004), sur l'infiltration de l'islamisme politique dans la république, *Sexus politicus* (2006) et *Circus politicus* (2012) sur les dessous de la politique française. *«Il arrivait à faire des bouquins irrévérencieux, tout en restant du bon côté de la ligne»*, estime son ami Stéphane Colineau, journaliste à *La Tribune Dimanche*, qu'il a rencontré au moment où il était directeur de collection chez Flammarion. Dernier livre en date : *La Matrice* (Calmann-Lévy, 2022), à propos de l'immixtion des réseaux sociaux dans le journalisme et des usines à désinformation des régimes autoritaires.

En 2007, il quitte *Le Point* pour tenter l'aventure du *Bild* à la française, un projet de quotidien grand public lancé par le groupe allemand Axel Springer, où il assume des responsabilités comme rédacteur en chef du service politique. Le projet ne voyant pas le jour, il prend alors la tête du Centre de formation des journalistes, à Paris, pendant quatre ans.

Recruté par RSF en 2012 pour prendre la tête de la structure, il s'attelle à panser les plaies de l'ONG marquée par le départ de son fondateur, Robert Ménard, qui allait bientôt se faire élire maire de Béziers (Hérault) avec le soutien du Front national, et par des finances fragilisées. Précurseur, il comprend que le monde s'apprête à entrer dans l'âge d'or de la manipulation. Volontaire, opiniâtre et ambitieux, le jeune quadragénaire parvient à transformer l'association française en un champion international de la défense du journalisme. *«Il n'aimait pas vivoter, il avait cette obsession d'aller de l'avant»*, explique Stéphane Colineau. *«On est*

passé d'une association qui dénonçait à une structure qui agit et dialogue. Avant, on demandait des gilets pare-balles pour les journalistes, maintenant on les distribue nous-mêmes», explique Thibaut Bruttin, son adjoint. *«Christophe parlait à tout le monde, autant aux patrons qu'aux syndicats, dans le monde entier. Il voyait ce qui rassemblait plutôt que ce qui divisait»*, décrit-il encore.

Persuadé qu'une solution structurelle est possible pour mettre un terme au chaos informationnel, il fonde en 2019 le Forum sur l'information et la démocratie, association internationale et centre de ressources et de propositions sur la défense du journalisme, qu'il présidera jusqu'à son décès.

Combat pour le «bien commun»
Pour RSF, Christophe Deloire s'engage sur de nombreux dossiers délicats, aussi politiques que diplomatiques, comme l'assassinat à Istanbul du journaliste saoudien Jamal Khashoggi ou les atteintes à la liberté de la presse en Russie. *«La liberté de la presse n'appartient ni à la gauche, ni à la droite, ni au centre. Ce combat n'est pas celui d'un camp, mais il appartient au bien commun»*, insiste-t-il, se démenant pour la libération des journalistes Loup Bureau (en Turquie), Olivier Dubois (au Mali), ou encore Mortaza Behboudi (en Afghanistan).

Entre deux visites à Julian Assange dans sa prison à Londres, il s'enquiert de la situation de la journaliste d'investigation Ariane Lavrilleux, placée en garde à vue par la DGSI. Aussi, il se mobilise pour soutenir les salariés du *Journal du dimanche* en grève pour dénoncer la nomination de Geofroy Lejeune à sa tête. Il clame sa volonté d'«éviter un nouveau carnage», en référence aux rédactions d'iTélé, d'Europe 1, de Prisma et de *Paris Match*, toutes contrôlées par Vincent Bolloré, et qu'ont quittées la quasi-totalité de leurs journalistes. *«Là où Bolloré passe, le journalisme tré-passe»*, affirme-t-il alors.

Pas toujours à l'aise devant les caméras avec sa barbe grise et ses lunettes rondes, faisant preuve d'une parole très mesurée, il était pourtant convaincu par la nécessité de médiatiser les combats qu'il

menait. En février 2024, Christophe Deloire gagne une longue bataille face à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) sur le cas de CNews (ex-iTélé, qui appartient au groupe Canal+, propriété du groupe Vivendi, dont l'actionnaire principal est le milliardaire Vincent Bolloré). Saisi par l'ONG, le Conseil d'Etat demande à l'Arcom d'être plus intransigente envers les chaînes de télévision à l'avenir en matière de pluralisme. *«C'est une décision historique pour la régulation de l'audiovisuel, pour la démocratie et pour le journalisme»*, exultait alors Christophe Deloire, récemment marié à Perrine Daubas, cofondatrice de la revue *Kometa*, qu'il avait rencontrée à RSF il y a une dizaine d'années.

RSF et son représentant médiatique avaient ensuite été la cible de toutes les vedettes des médias détenus par Vincent Bolloré, l'accusant de *«malmenier la liberté d'expression»*. *«Ils racontent n'importe quoi. Je vais chez Proud pour*

essayer de ramener une base factuelle», avait-il écrit en se rendant sur le plateau de «L'Heure des pros» sur CNews, dans un SMS mêlant espérance et candeur. Christophe Deloire avait tenté d'expliquer, sans succès, bousculé par le brouhaha ambiant et les invectives, que toutes les chaînes de télévision et de radio allaient être visées par cette évolution.

Il n'avait pourtant jamais regretté cette heure d'émission, persuadé que c'est là qu'il devait être, quitte à prendre des coups. *«Il était affranchi des codes, des pressions et des logiques de clan. C'était un idéaliste, mû par une force morale hors du commun»*, confie sa femme, Perrine Daubas, au *Monde*. Christophe Deloire avait laissé passer l'orage, avant de repartir au combat en donnant une conférence de presse pour *«rétablir les faits»*. S'il dirigeait RSF depuis douze ans, il n'avait jamais oublié les fondamentaux de la profession. ■

BRICE LAEMLE



A Paris, le 24 octobre 2017. KAMIL ZIHNOGLU/AP

22 MAI 1971 Naissance à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire)
1994 Entre chez TF1
1998-2007 Travaille pour l'hebdomadaire «Le Point»
2008-2012 Dirige le Centre de formation des journalistes
2012 Devient secrétaire général de l'ONG Reporters sans frontières
2023 Nommé délégué général des Etats généraux de l'information
8 JUIN 2024 Mort à Paris

Jerry West

Basketteur américain

Rares sont les sportifs dont on peut affirmer, sans forfanterie, que leur silhouette est éternelle. Jerry West, mort mercredi 12 juin, à l'âge de 86 ans, était de ces diamants. Superstar de la NBA des années 1960 et début 1970, le délié arrière des Los Angeles Lakers a servi de modèle au logo de la ligue nord-américaine de basket, en 1969, écopant au passage d'un surnom – «The Logo» – avec lequel il a entretenu tout sa vie durant une relation compliquée. Difficile, pourtant, d'envisager un meilleur choix que cette élégante image du joueur dribblant, devenue icône. Car, pendant six décennies, Jerry West a incarné le basket. *«Jerry West était un génie du basket et une figure emblématique de notre ligue depuis plus de soixante ans»*, a salué le président de la NBA, Adam Silver, dans un communiqué publié mercredi, évoquant un *«compétiteur accompli»*

et *«l'un des plus grands dirigeants de l'histoire du sport»*.

Le natif de Chelyan (Virginie-Occidentale) s'est heurté durant sa carrière de joueur à l'hégémonie des Boston Celtics. Face à la place forte de la Côte est, et à sa star Bill Russell, sa franchise californienne n'a jamais trouvé la clé, s'inclinant à six reprises en finale NBA (1962, 1963, 1965, 1966, 1968 et 1969). Et s'il a atteint le Graal en 1972, deux ans avant la fin de sa carrière de joueur, cet unique titre n'aura pas racheté les frustrations de Jerry West. Qui s'est attaché, *«hanté par ces finales perdues»*, une fois les baskets remises, à résoudre l'énigme des Celtics.

Attaquant infatigable sur les terrains (tournant à plus de 27 points par match en carrière), «Mr Clutch» – son premier surnom, en raison de sa propension à inscrire des paniers décisifs en fin de match – s'est mué, pour sa deuxième carrière, en un diri-

28 MAI 1938 Naissance à Chelyan (Virginie-Occidentale)
1960 Sacré champion olympique de basket à Rome
1972 Unique titre NBA, en neuf finales disputées
1979-2000 Manager général puis vice-président des Los Angeles Lakers
12 JUIN 2024 Mort à Los Angeles

geant implacable, en perpétuelle quête d'excellence. Architecte de deux dynasties ayant dominé la NBA, le champion olympique 1960 (à Rome) n'a jamais fait de sentiments pour maintenir «ses» Lakers sur le devant de la scène. A l'image du mythique Red Auerbach chez les Celtics, Jerry West s'est retrouvé au cœur des multiples renaissances de l'équipe *angelino* – et de ses démantèlements.

Domination sans partage
Manager général de la franchise californienne (après en avoir brièvement été l'entraîneur puis un scout), il façonne dans les années 1980 l'une des équipes les plus spectaculaires de la NBA. Menés par Earvin «Magic» Johnson et Kareem Abdul-Jabbar notamment, les Lakers remportent cinq titres de champion entre 1980 et 1988 (dont deux face aux Celtics), et inscrivent leur période dans l'histoire comme celle du *«Showtime»*.

Au tournant des années 2000, Jerry West est de nouveau à la baguette pour associer le surpissant pivot Shaquille O'Neal à l'arrière Kobe Bryant, dont il devient le mentor. Résultat : un *«three-peat»*, trois sacres d'affilée, et une domination sans partage des «Purple and Gold», même si le «Logo» a choisi de quitter la cité des Anges en 2000 en raison de désaccords avec l'entraîneur Phil Jackson. Le commencement d'une relation tourmentée avec son club de toujours ; les Lakers ont tout de même décidé de ne plus attribuer son maillot, le numéro 44.

«Distant, insondable et imprévisible», selon ses propres termes, Jerry West avait une personnalité complexe. Parfois torturé par un passé marqué par la mort de son frère lors de la guerre de Corée et les violences paternelles, il a estimé avoir toujours été empêché d'apprécier ses victoires par des *«démons intérieurs»*. Des succès,

celui qui avait *«vraiment voulu arrêter le basket»* en 1969, après une énième finale perdue face aux Celtics en dépit d'une performance de haut vol (il demeure à ce jour le seul à avoir été sacré meilleur joueur des finales NBA sans avoir remporté le titre) en a pourtant accumulé toute sa vie. Après les Lakers, Jerry West s'est impliqué dans plusieurs équipes, notamment les Golden State Warriors au tournant des années 2010 – avec qui il remporte deux nouveaux titres.

Mardi, l'ancienne gloire des Chicago Bulls Michael Jordan a salué la mort d'un *«mentor (...) un grand frère dont [il] chérissai[t] l'amitié et les connaissances»*. Pont entre les générations de basketteurs n'ayant jamais pris sa retraite – il collaborait encore avec les Clippers, l'autre franchise de Los Angeles –, Jerry West va laisser un grand vide en NBA. D'innombrables souvenirs, et un logo indémodable. ■

CLÉMENT MARTEL

Denis Baranger « En cohabitation, le président a peu d'outils pour entraver un gouvernement »

Les pouvoirs du gouvernement sont trop importants pour être confiés à quiconque pourrait ne pas respecter les principes de la démocratie libérale et de l'Etat de droit, estime le professeur de droit public

ENTRETIEN

Denis Baranger, professeur de droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas, est l'auteur de *La Constitution. Sources, interprétations, raisonnements* (Daloz, 2022) et du *Droit constitutionnel* (« *Que sais-je ?* », PUF, 2017). Il codirige le blog « Jus Politicum », dont les billets ont été publiés en 2023 par les éditions Panthéon-Assas (*Les Démocraties face au Covid*, avec Cécile Guérin-Bargues et Olivier Beaud).

Comment analysez-vous la décision de dissolution prise par le président de la République ?

Ce geste est à l'évidence lourd de conséquences. La dissolution est une prérogative que le président de la République peut exercer de manière discrétionnaire, la Constitution lui imposant uniquement la consultation du premier ministre et des présidents des Assemblées.

En France, les dissolutions sont rares. Tout le monde a en tête le grand « raté » de la dissolution de 1997 par Jacques Chirac, qui conduisit à la cohabitation avec la gauche, Lionel Jospin devenant premier ministre. On m'a rappelé ce matin la phrase de Patrick Devedjian [1944-2020, député] à l'époque : « On était dans un appartement avec une fuite de gaz. Chirac a craqué une allumette pour y voir plus clair. » Aujourd'hui, l'étincelle pourrait emporter avec elle toute la maison.

Traditionnellement, la dissolution se comprend comme un appel au peuple mais là, le peuple vient de parler : il ne s'agit donc pas de cela. Ce n'est pas non plus une sorte de pari politique sur les prochaines élections comme dans une dissolution habituelle. Il se pourrait bien qu'Emmanuel Macron ait mis fin, par ce geste un peu hasardeux, à sa propre expérience politique, ce « monde d'après » qui n'aura été qu'une parenthèse. Il a sacrifié ses troupes et son propre mandat, du moins dans la pleine possession de ses prérogatives présidentielles. Il vient peut-être de mettre fin au macronisme.

Y a-t-il une logique institutionnelle à lier les échéances nationales françaises au résultat des élections européennes ? Ou doit-on analyser la dissolution, plus prosaïquement, comme un « coup » politique ?

Rien n'imposait de relier l'élection européenne et l'élection législative, qui est purement nationale : c'est le président qui a posé, avec la dissolution, une courroie d'entraînement entre les européennes, en général assez découplées de la politique nationale, et les institutions de la V^e République.

Il y a, malgré tout, une sorte de logique à ce qui s'est produit : il faut imaginer le sort qui aurait été réservé au gouvernement de Gabriel Attal, à l'Assemblée nationale, après les élections européennes. La vie lui était déjà difficile : elle serait devenue impossible. Les recompositions liées au résultat des élections européennes se seraient accélérées, avec, pour effet probable, la coagulation de forces oppositionnelles capables de renverser le gouvernement.

Depuis 2022, le pouvoir exécutif tente, non sans difficulté, de gouverner avec une majorité relative. Estimez-vous que le « parlementarisme rationnalisé », qui lui permet notamment de recourir à l'article 49.3, a démontré

son efficacité, ou, au contraire, ses effets pervers ?

Le terme de « majorité relative » employé depuis l'été 2022 m'a toujours embarrassé. Renaissance et ses alliés n'ont jamais eu de majorité : avoir une « majorité relative », c'est, en réalité, être en minorité. Depuis les élections législatives de 2022, nous avons, en fait, un gouvernement minoritaire. S'il n'est pas tombé, c'est tout simplement parce que les oppositions ne se sont pas coalisées, voire parce que certaines de leurs composantes (une part des Républicains pour ne pas les citer) l'ont tacitement soutenu.

Quoi qu'il en soit, l'adoption des textes importants a donné lieu à d'importantes turbulences. La réforme des retraites de 2023 en est l'illustration la plus flagrante : le texte, fort impopulaire, n'a été « adopté » que grâce à des acrobaties procédurales et à l'empilement des procédés du parlementarisme dit « rationalisé ». Cette grande réforme a été promulguée sans jamais être votée par la Chambre censée représenter le peuple français.

Le passage de la loi « immigration » de janvier a montré d'autres effets pervers. Là où une sorte de solution de compromis avait été trouvée avec les Républicains au Sénat, le gouvernement, de manière assez incompréhensible, a choisi de ne pas la reprendre à l'Assemblée. Il a dès lors subi une motion de rejet de son texte par toutes les oppositions, ce qui illustre bien la situation de pouvoir minoritaire dont je parlais. Mais le texte n'est finalement passé que grâce à une autre acrobatie : une commission mixte paritaire où



YANN LEGENDRE



EN CAS DE VICTOIRE DE L'EXTRÊME DROITE AUX LÉGISLATIVES, LA CONSTITUTION DONNERA TOUTES LES CLÉS DU POUVOIR GOUVERNEMENTAL AU RASSEMBLEMENT NATIONAL

le seul texte en discussion... était celui du Sénat – donc retour à la case départ.

Depuis 2022, le gouvernement a utilisé les moyens de la Constitution pour traiter avec une certaine rudesse le Parlement. Cela n'a rien de nouveau, mais cette fois, les procédés comme le 49.3 ont été utilisés, non pas pour cimenter une majorité qui tanguait, mais pour suppléer à l'absence de majorité. On est dès lors passés d'un parlementarisme prétendument rationalisé à un parlementarisme déréglé. Dans un régime parlementaire bien tempéré, un gouvernement sans majorité ne se survit pas à lui-même par des artifices juridiques : il s'en va. La survie sous respirateur du gouvernement d'Elisabeth Borne hier et de celui de Gabriel Attal aujourd'hui était très artificielle, donc malsaine. La dissolution est l'issue, quelque peu tragique, de cet état des choses.

Les résultats des élections législatives vont peut-être mener à la quatrième cohabitation de la V^e République. Quel bilan tirez-vous des trois premières ?

Avec la V^e République, nous n'avons pas un seul et unique régime politique : nous avons un régime politique à géométrie variable. La configuration qui apparaît le plus souvent comme normale, c'est le présidentielisme fort qui s'accompagne d'un fait majoritaire. Mais ce n'est pas la seule, comme on le voit avec la deuxième configuration : le présidentielisme minoritaire né il y a deux ans. La troisième option, c'est la cohabitation : un président est élu avec une certaine majorité mais des élections législatives renvoient une

majorité parlementaire d'une autre couleur politique. Le premier ministre et le gouvernement, dans ce cas, procèdent de la seule confiance de cette majorité, et le président perd l'essentiel de son pouvoir.

Prévisible depuis 1978, quand Valéry Giscard d'Estaing avait averti qu'il resterait en fonctions même si la gauche « passait » aux législatives, le cas s'est présenté entre 1986 et 1988 (François Mitterrand à l'Elysée et Jacques Chirac à Matignon), puis entre 1993 et 1995 (François Mitterrand à l'Elysée et Edouard Balladur à Matignon) et enfin entre 1997 et 2002 (Jacques Chirac à l'Elysée et Lionel Jospin à Matignon).

En général, on estime que les cohabitations sont des états pathologiques, mais en réalité, la toute-puissance présidentielle n'est pas plus saine. Finalement, la cohabitation ramène la V^e République à un régime parlementaire assez classique : il ne reste au président qu'un pouvoir de nuisance avec certaines prérogatives qui relèvent de ce que Montesquieu aurait appelé la « faculté d'empêcher ».

Quels sont, au regard des textes, les pouvoirs respectifs du président de la République et du premier ministre en cas de cohabitation ?

Le président conserve ses pouvoirs constitutionnels propres – le droit de saisir du Conseil constitutionnel, la nomination des ambassadeurs, le recours aux pouvoirs exceptionnels de l'article 16 ou le droit de demander une deuxième délibération à l'Assemblée, par exemple – mais sans que puisse opérer la magie noire de l'interprétation « présidentialisée » qui étend ces pouvoirs bien au-delà des textes. Le gouvernement n'est en place que grâce à la confiance de la majorité parlementaire mais il peut parfaitement travailler : il a presque tous les moyens de réaliser sa politique. Pour l'entraver, le président a peu d'outils – notamment le refus de signer les ordonnances.

Dans cette situation, la V^e République devient un régime parlementaire – ce qu'elle a en réalité toujours été. Il y a en effet, dans notre Loi fondamentale, un article qui rappelle que le gouvernement est responsable devant le Parlement : en cas de rejet de la confiance, il est tenu de démissionner. La cohabitation redonne vie au lien entre le gouvernement et le Parlement : elle « débranche » l'emprise présidentielle sur les institutions, cette lecture tout à fait particulière de notre texte fondamental qui étend le pouvoir du président.

Je vais vous citer un exemple très simple : la Constitution précise que le gouvernement « détermine et conduit la politique de la nation ». En temps de fait majoritaire, ce n'est bien sûr pas le cas : Jean Castex ou Elisabeth Borne et leurs ministres ne déterminaient pas la politique de la nation – c'est le président qui le faisait (et qui disait qu'il le faisait). Avec la cohabitation, pour le meilleur ou pour le pire, on en revient à un gouvernement qui détermine et conduit la politique nationale et qui dépend, pour cela, de la confiance de l'Assemblée nationale.

Quels sont les dangers à laisser les clés d'institutions aussi verticales que celles de la V^e République à un parti d'extrême droite ?

En cas de victoire de l'extrême droite, la Constitution donnera toutes les clés du pouvoir gouvernemental au Rassemblement national. En France, les pouvoirs du gouvernement sont trop importants pour être confiés à quiconque pourrait ne pas respecter les principes de la démocratie libérale (le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture) et de l'Etat de droit (le respect de la règle de droit et des juges qui en sont les garants). Non seulement ces prérogatives ont de tout temps été importantes, mais elles se sont renforcées dans la période récente. C'est ce que montrent les pouvoirs donnés à l'exécutif par les lois relatives aux états d'urgence et aux crises sanitaires, les limitations récentes de certaines libertés, les nouveautés en matière de surveillance policière contenues dans la loi de mai 2023 relative aux Jeux olympiques ou l'usage préoccupant qui est fait de l'infraction d'apologie du terrorisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE CHEMIN

Félicien Faury « Pour les électeurs du RN, l'immigration est aussi une question socio-économique »

Le vote en faveur du Rassemblement national, à la fois protestataire et conservateur, exprime un attachement inquiet à un ordre que ses électeurs estiment menacé, explique le chercheur, spécialiste de l'extrême droite

ENTRETIEN

Rattaché au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, rattaché au CNRS, le sociologue et politiste Félicien Faury travaille sur l'extrême droite. Il est l'auteur de *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 240 pages, 21,50 euros), un ouvrage adossé à une enquête de terrain de six ans (2016-2022), qui analyse l'implantation électorale et partisane du Front national, puis du Rassemblement national (RN), dans un territoire du sud-est de la France.

Comment analysez-vous le geste politique d'Emmanuel Macron qui provoque des élections législatives ?
Comme beaucoup l'ont souligné avant moi, ce choix repose sur la volonté d'imposer un clivage opposant un parti « central », incarné par Renaissance, et l'extrême droite – avec le présupposé que la gauche sera faible ou divisée. Dans un contexte où le président de la République suscite toujours davantage de défiance, ce clivage a pour effet de faire du RN l'alternative principale au macronisme. Cette situation explique sans doute pourquoi la dissolution était une demande explicite de Jordan Bardella et de Marine Le Pen – et pourquoi cette annonce a été accueillie par des cris de joie, lors des soirées électorales du RN.

On dit souvent que les électeurs du RN sont très sensibles aux questions sociales – en particulier au pouvoir d'achat –, mais votre ouvrage montre la place centrale qu'occupe le racisme dans leurs choix électoraux. Comment cette « aversion envers les minorités ethnoraciales », selon votre expression, se manifeste-t-elle ?
Il faut en fait articuler les deux phénomènes. Les questions sociales comme le pouvoir d'achat sont toujours entremêlées avec des thématiques comme l'immigration et la place des minorités ethnoraciales dans la société française. Pour les électeurs du RN, l'immigration n'est pas uniquement un sujet « identitaire » : c'est aussi, et peut-être surtout, une question pleinement socio-économique. Lorsque les immigrés sont spontanément associés au chômage et aux aides sociales, l'immigration se trouve liée, par le biais des impôts et des char-

ges à payer, à la question du pouvoir d'achat. Ce qu'il faut chercher à comprendre, ce n'est donc pas ce qui « compte le plus » – préoccupations de classe ou racisme –, mais selon quels raisonnements ces enjeux sont reliés.

S'agit-il d'un racisme ouvertement exprimé ou du racisme « subtil » dont on parle parfois pour qualifier, par exemple, le racisme « systémique » ?
Tout dépend, bien sûr, des profils des personnes interrogées et du contexte de l'interaction, mais il s'agit souvent de propos assez clairs et explicites dans leur hostilité aux minorités ethnoraciales. C'était un enjeu important dans l'écriture de mon livre : il me paraissait nécessaire de rendre compte du racisme qui s'exprime dans beaucoup de discours, mais il fallait aussi prendre garde à ne pas redoubler, dans l'écriture, la violence des propos dans une sorte de voyeurisme malsain. J'ai donc cherché à me limiter à ce qui était nécessaire à l'analyse sociologique.
Par ailleurs, il existe effectivement des formes plus « subtiles » d'expression du racisme. Le racisme est un fait social multiforme et transversal : on le trouve dans tous les milieux sociaux, mais selon des formes différentes – certaines sont claires, d'autres sont plus policées ou plus discrètes. L'extrême droite et ses électorats n'ont en rien le monopole du racisme : il y a du racisme dans le vote RN, mais ce vote n'est qu'une forme parmi d'autres de participation aux inégalités ethnoraciales qui continuent à exister dans notre pays.

Vous évoquez, pour expliquer le sentiment d'injustice et de fragilité ressenti par les électeurs du RN, la notion de « conscience sociale triangulaire » forgée par le chercheur Olivier Schwartz. Comment décririez-vous cette représentation du monde ?
La conscience sociale triangulaire désigne le sentiment d'être pris en tenaille entre une pression sociale « par le haut » et une autre « par le bas ». Sur mon terrain, cette double pression est particulièrement ressentie dans sa dimension résidentielle. Les électeurs du RN ont l'impression de se faire « rattraper » par les « quartiers », où logent des classes populaires précarisées souvent issues de l'immigration, mais ils regardent aussi avec inquiétude l'appropriation de certains territoires par des groupes très dotés économiquement. Dans le Sud-Est, beaucoup de familles prospères viennent, en effet, s'installer ou acheter des résidences secondaires, ce qui a pour effet d'engendrer une forte pression immobilière.
Le « haut » et le « bas » ne sont pas politisés de la même façon chez ces électeurs du RN. La pression par le haut suscite de l'amertume, mais aussi beaucoup de fatalisme. Par contraste, la pression par le bas est considérée comme scandaleuse et évitable, notamment lorsqu'elle est racialisée : les électeurs du RN estiment qu'on aurait pu et dû limiter, voire stopper, une immigration qui est jugée responsable de la dégradation des quartiers environnants. C'est sans doute un effet du racisme que de faire regarder vers le bas de l'espace social lorsqu'il s'agit de politiser ses aversions.

L'inquiétude vis-à-vis de l'avenir des électeurs du RN concerne finalement moins l'emploi que des domaines que l'on évoque plus rarement dans le débat public, comme le logement



YANN LEGENDRE

ou l'école. Comment ces thèmes se sont-ils imposés ?
C'est une spécificité des électeurs du Sud-Est que j'ai interrogés : bénéficiant d'un statut socioprofessionnel relativement stable, leurs craintes ne portent pas spécifiquement sur la question de l'emploi et du chômage. Ils ont des préoccupations socio-économiques bien réelles, mais elles concernent la valeur de leur logement, les impôts et les charges, les aides sociales perçues ou non, ou l'accès à des services publics de qualité.
La question résidentielle est centrale, surtout dans cette région Provence-Alpes-Côte d'Azur caractérisée par une concurrence exacerbée entre les territoires. La question scolaire, elle aussi, revient souvent dans les entretiens : les électeurs du RN ont le sentiment que l'école publique « se dégrade », ce qui engendre des inquiétudes d'autant plus vives qu'ils sont souvent peu diplômés : ils ont moins de ressources que d'autres pour compenser les défaillances de l'école. Beaucoup se résignent d'ailleurs à scolariser leurs enfants dans le privé.

Les électeurs du RN qui estiment que leur situation sociale est fragile comptent-ils sur l'aide de l'Etat ?
Oui. On est, en France, dans une situation assez différente des Etats-Unis, où l'extrême droite est imprégnée par une idéologie libertarienne. Les électeurs RN croient en l'Etat et ses missions de protection sociale, mais ils sont très critiques vis-à-vis de ses performances et de ses principes de redistribution. S'agissant des enjeux de redistribution, cette déception s'accompagne d'un sentiment d'injustice qui est souvent racialisé : la croyance selon laquelle la puissance publique privilégierait les « immigrés » et les « étrangers » dans l'octroi des aides sociales est particulièrement répandue.

Diriez-vous que l'attachement des électeurs du RN au monde stable, familial et rassurant qu'ils disent avoir connu dans le passé fait d'eux des conservateurs ?
Effectivement, le vote RN est à la fois protestataire et conservateur. C'est un vote qui s'exprime depuis la norme : les électeurs ont le sentiment qu'elle est fragilisée et qu'il faut la défendre. « C'est pas normal » est l'expression que j'ai le plus souvent entendue. Les électeurs ont le sentiment que « leur » normalité est en train de vaciller peu à peu. Le vote RN exprime un attachement inquiet à un ordre encore existant mais menacé.

Si le vote en faveur du RN est massif, c'est aussi parce que, dans les territoires que vous avez étudiés, il est « banalisé », dicible, voire légitime. Comment fonctionne cette normalisation progressive du vote RN ?
La normalisation du RN passe beaucoup par son acceptation progressive au sein du champ politique et de l'espace médiatique, mais aussi par les discussions du quotidien et les interactions ordinaires entre amis, voisins, collègues, en famille. Ce vote est validé par les proches, par les gens qui comptent ou, plus simplement, par les gens qui se ressemblent socialement. Cette normalisation est cependant très loin d'être achevée : pour une part encore très importante de la population, le RN reste un vote illégitime, voire un vote repoussoir. Il n'y a donc rien d'irréversible.

Beaucoup voient dans le succès du RN un vote de colère, protestataire, voire « dégaïste ». Ce n'est pas votre analyse. Pourquoi ?
Ce n'est pas faux, bien sûr, mais cette explication m'a toujours semblé incomplète. D'une part, la colère exprimée n'est pas une colère « aveugle » qui se distribue au hasard : elle vise prioritairement certains groupes sociaux – je pense notamment aux minorités ethnoraciales, aux « assistés » et à certaines fractions des élites culturelles, médiatiques et politiques. D'autre part, les électeurs n'ont pas toujours un comportement « dégaïste » : la majorité des mairies conquises par le FN en 2014 ont été reconduites lors des élections suivantes, souvent dès le premier tour, avec des scores très impressionnants. C'est peut-être une leçon pour les législatives à venir : lorsque l'extrême droite parvient au pouvoir, souvent, elle s'y maintient. Ses victoires lui permettent de consolider ses soutiens électoraux et de « transformer l'essai » lors des élections suivantes. Beaucoup d'exemples étranges abondent dans ce sens.

Pensez-vous que le RN peut remporter une majorité relative, voire absolue, aux élections des 30 et 7 juillet ?
Il est très important, pour les chercheurs en science politique, de savoir reconnaître leur ignorance faute d'éléments suffisants. Aujourd'hui, on ne dispose pas de suffisamment d'indices sur la manière dont vont se structurer l'opinion publique et l'offre politique au niveau local pour pouvoir en tirer des conclusions sérieuses. ■

Divya Dwivedi et Shaj Mohan

En Inde, vers une révolution des basses castes

Après l'échec de Narendra Modi aux législatives, les deux philosophes indiens relèvent que des courants sociaux et politiques égalitaires très puissants se constituent dans le pays

En Inde, le Parti du peuple indien (BJP, pour Bharatiya Janata Party) de Narendra Modi a perdu les élections législatives. Il lui manquait un grand nombre de sièges, trente-deux exactement, pour obtenir la majorité. A présent, le BJP doit se résoudre à former un gouvernement de coalition avec ses anciens adversaires, les partis régionaux qui luttent contre le système de castes. Modi n'aura donc plus les mains libres pour opprimer les militants égalitaires dans les universités et les villages, il ne pourra plus se servir des institutions nationales pour terroriser les sikhs, les chrétiens et les musulmans. Quant à la justice et aux médias – ces derniers n'ayant jusqu'à présent guère manifesté d'opposition –, ils pourront accomplir leurs missions dans des conditions plus faciles.

Il existe aujourd'hui en Inde des courants sociaux et politiques égalitaires très puissants. Quelque temps avant les élections, le parti du Congrès national indien s'est fait l'avocat de ces courants, ce qui a mené Modi et son BJP à leur perte – les médias indiens et internationaux se sont peu étendus sur cet aspect du scrutin. Preuve flagrante de la force de cette vague égalitaire, le BJP a perdu la circonscription de Faizabad, cette cité moghole où se trouvait l'historique mosquée de Babri, érigée au XVI^e siècle [symbole de la domination musulmane aux yeux des nationalistes hindous].

C'est là, à Faizabad, il y a plusieurs dizaines d'années, que Modi a commencé sa carrière politique. Il a fait partie des principaux organisateurs du mouvement visant à détruire la mosquée pour construire à la place un temple de Ram, le dieu-roi défenseur du système de castes.

Le 6 décembre 1992, le Rashtriya Swayamsevak Sangh, l'organisation paramilitaire suprémaciste hindoue de la haute caste – proche parente du BJP – et diverses de ses antennes ont démoli l'édifice de Faizabad et perpétré des pogroms contre les musulmans, faisant des milliers de victimes dans toute l'Inde. Des dizaines d'années plus tard, le 22 janvier, Modi a finalement inauguré le temple de Ram [symbole de la domination hindoue dans cette République officiellement laïque]. Alors, Modi et les médias de la caste supérieure, de la prétendue gauche comme de la droite, ont proclamé qu'il avait déjà remporté les élections, normalisant ce crime monumental dont les architectes restent impunis.

Pourtant, après avoir axé toute sa campagne sur la question du temple de Ram et de l'islamophobie, le BJP a perdu la circonscription de Faizabad, d'une impor-

tance symbolique et historique immense, face à Awadhesh Prasad. Vétéran de la politique dalit (c'est-à-dire de la basse caste), Prasad appartient au Parti socialiste indien (SP, pour Samajwadi Party), qui se bat pour plus de justice sociale. Le passage de cette circonscription aux mains d'un intouchable est indéniablement historique.

Rappelons que le BJP est créé en 1980, à partir de groupes suprémacistes de la haute caste, pour faire face à l'ascension des mouvements de lutte contre les castes. En 1980, la commission Mandal publie un rapport sur les conditions de vie des castes opprimées (qui représentent plus de 90 % de la population en Inde et appartiennent à toutes les religions, y compris l'islam) et propose des mesures de discrimination positive dans les institutions gouvernementales.

Double travail

Ces avancées suscitent une forte inquiétude des castes supérieures, minoritaires (elles constituent moins de 10 % de la population et font partie de toutes les religions), qui dominent les médias, les arts, l'enseignement supérieur, la justice et les affaires. Le Parti du Congrès, au pouvoir depuis les années 1980, refuse de présenter le texte au Parlement.

En 1990, au moment où le rapport est finalement déposé au Parlement, le BJP place l'islamophobie au cœur de sa politique et fabrique la notion d'hindutva (« unité hindoue »), réprimant les mouvements anticastes par la terreur. La caste supérieure, le monde académique et certains de leurs homologues internationaux acclament le BJP et cette croisade du gouvernement. En réaction à la direction prise par le Parti du Congrès et

le BJP, le SP et plusieurs autres partis égalitaires des classes inférieures émergent dans les années 1980 et 1990. Ils finissent par accéder au pouvoir dans les années 1990. Dépourvus de la culture sophistiquée des élites, ils sont tournés en dérision par les médias et le monde universitaire. Malgré tout, aujourd'hui, le SP est le troisième parti au Parlement.

Si les résultats électoraux du Parti du Congrès dépassent toute attente, c'est parce qu'il s'est enfin saisi des préoccupations de la population : les inégalités socio-économiques et le système de castes – dans une certaine mesure du moins. Le manifeste quasi révolutionnaire de Rahul Gandhi et du Parti du Congrès parle le langage des mouvements égalitaires inspirés par le leader intouchable Bhimrao Ambedkar, père de la Constitution indienne : il appelle à organiser un recensement socio-économique des castes et à faire passer les basses castes, majoritaires (soit 90 % de la population), avant les hautes castes, minoritaires (10 % de la population). Depuis cette métamorphose, plusieurs intellectuels et journalistes de gauche raillent Gandhi, et quantité de dirigeants des hautes castes ont claqué la porte du Parti du Congrès, certains pour rejoindre le BJP. Tout cela a cependant permis au Parti du Congrès de trouver un chef puissant et sage en la personne de Mallikarjun Kharge, avocat et chef syndical dalit.

En octobre 2022, quand le Parti du Congrès élit son président, Kharge remporte la primaire face à Shashi Tharoor, un suprémaciste de la caste supérieure. Tharoor a écrit *Why I Am a Hindu?* (« pourquoi je suis hindou ? », Aleph, 2018, non traduit), qui s'attaque à l'un des plus

influent ouvrages contre les castes, *Why I Am not a Hindu?* (« pourquoi ne suis-je pas hindou ? », Samya, 1996, non traduit), de l'intellectuel dalit Kancha Ilaiah Shepherd. Après sa victoire, Kharge a décidé de faire de la suppression des castes la bataille centrale de la politique indienne.

Les représentants des castes supérieures dans la sphère publique discutent de politique comme s'il s'agissait d'un débat d'idées sans réalité objective pour l'Inde. Or les changements politiques actuels sont le fruit d'un travail acharné dans les villages et les mouvements intellectuels souterrains. Lors de ces législatives, le SP et le Parti du Congrès sont parvenus à mener à bien ce double travail. A présent, ils doivent aller plus loin.

Le Parti du Congrès, le SP et d'autres groupes forment une opposition, certes, mais ils constituent aussi une potentielle coalition gouvernementale qui pourrait renverser la coalition de Modi. Une révolution des basses castes est en marche sur un plus grand nombre de terrains que jamais, une révolution menée par ceux qui ont le courage d'œuvrer pour une renaissance de l'Inde. Comme le sait bien la France, les révolutions sont multiples, et elles viennent en leur temps. ■

(Traduit de l'anglais par Valentine Morizot)

Divya Dwivedi et Shaj Mohan

sont philosophes. Ils ont cosigné « Indian Philosophy, Indian Revolution: On Caste and Politics » (Hurst, 2024, non traduit)

William Ruto

Le G7 peut démontrer sa solidarité avec l'Afrique

À l'occasion du 50^e sommet du G7, en Italie du 13 au 15 juin, le chef d'Etat du Kenya exhorte les dirigeants des principaux pays donateurs à réformer l'architecture financière mondiale

Le changement climatique continue de ravager l'Afrique, qui endure des conditions météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles à une échelle sans précédent. Mon propre pays, le Kenya, vient tout juste de connaître sa plus longue sécheresse jamais observée, pour ensuite subir des inondations dévastatrices qui ont fait 289 morts et touché plus de 800 000 personnes. Dans le même temps, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe ont récemment souffert d'une sécheresse sévère, qui a exposé plusieurs millions de personnes à la famine, tandis que la région du Sahel a été frappée par une vague de chaleur écrasante, qui a fait plus de 100 morts au Mali.

Le changement climatique provoque de plus en plus de sécheresses en Afrique, compromettant les approvisionnements en eau. Il détruit des vies et des moyens de subsistance, paralyse la production alimentaire et endommage des maisons ainsi que des infrastructures. Il modifie les schémas migratoires, il exacerbe les conflits et contraint ainsi des populations entières à fuir en quête de moyens de subsistance alternatifs pour survivre.

La situation est d'autant plus difficile que les Etats africains payent des taux d'intérêt jusqu'à huit fois plus élevés que ceux des prêts habituels de la Banque mondiale, ce qui rend ces pays encore plus démunis face aux défis liés au climat. Cette inégalité résulte d'un système financier international établi en 1945, époque à laquelle la plupart des Etats africains n'existaient pas encore, qui demeure biaisé en faveur des pays riches. De nombreux pays africains sont pris au piège d'un cycle perpétuel de dette, ne bénéficiant que de très peu voire d'aucune marge de manœuvre budgétaire pour le développement et les investissements dans l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique.

Les pays en voie de développement sont en effet aujourd'hui des contributeurs nets de flux financiers à l'économie mondiale. Les transferts financiers nets en direction des pays en voie de développement ont chuté de 225 milliards de dollars (environ 208 milliards d'euros) en 2014 à 51 milliards dollars en 2022. De même, en 2023, 74 milliards de dollars en paiements d'intérêts ont quitté les pays de l'Association internationale de développe-

ment (IDA, composée d'économies à revenu faible et de plusieurs économies à revenu intermédiaire inférieur) au profit des pays donateurs les plus riches.

Ces tensions financières entravent les efforts fournis par les pays africains. Non seulement pour s'adapter aux impacts du changement climatique, mais aussi pour opérer la transition vers une économie faiblement émettrice de carbone, sans parler de l'allocation de ressources suffisantes à l'éducation, à la santé et aux protections sociales. C'est pourquoi l'Afrique – comme le reste du monde en voie de développement – appelle à des réformes urgentes de l'architecture financière mondiale.

Potentiel de croissance

C'est au G7 [Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni] et au G20 qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires dans cette direction. En tant que principal actionnaire des banques multilatérales de développement, les Etats-Unis peuvent montrer la voie.

À l'occasion du 50^e sommet du G7, du 13 au 15 juin, à Borgo Egna-zia, dans les Pouilles [Italie], les dirigeants des principaux pays

donateurs peuvent démontrer leur solidarité avec l'Afrique, en s'engageant à soutenir la restructuration et l'annulation de la dette, ainsi qu'à prévoir un financement de développement plus concessionnel et à plus long terme. Lors du sommet Italie-Afrique de janvier, la première ministre italienne, Giorgia Meloni, a promis d'être l'amie et l'envoyée de l'Afrique auprès du G7, et nous demeurons convaincus qu'elle et d'autres dirigeants du G7 fourniront les clés permettant de déverrouiller les financements dont l'Afrique a besoin.

Dans un système financier équitable, tous les Etats bénéficieraient d'un accès égal aux capitaux. L'un des moyens d'y parvenir serait de réallouer les droits de tirage spéciaux (l'actif de réserve mondial du Fonds monétaire international) à la Banque africaine de développement.



DE NOMBREUX
PAYS AFRICAINS
SONT PRIS AU PIÈGE
D'UN CYCLE
PERPÉTUEL
DE DETTE

Bien que le G20 ait lancé il y a quatre ans le cadre commun pour les traitements de la dette, le rythme de la restructuration reste en décalage avec les besoins des Etats. Les pays riches doivent faire preuve de leadership et libérer les financements dont les pays africains ont besoin pour débloquer leur potentiel de croissance. La simple poursuite de débats autour de ce cadre commun ne mènera nulle part.

En avril, j'ai accueilli à Nairobi le sommet de l'IDA sur la reconstitution des ressources, lors duquel dix-neuf chefs d'Etat et de gouvernement de l'ensemble du continent ont discuté de la crise de la dette africaine, ainsi que de la façon dont elle a été aggravée par les coûts liés au climat et par les cicatrices économiques de la pandémie de Covid-19.

Tous ont convenu que nous avions besoin que les pays riches se montrent à la hauteur et intensifient les financements pour combler les besoins climatiques et de développement de l'Afrique. Nous appelons nos amis – Etats-Unis, Union européenne, Royaume-Uni et Japon – à fournir un flux régulier de financements concessionnels à long terme, notamment les 120 milliards de dollars au moins de fonds nécessaires à la reconstruction des ressources IDA21, afin que les financements puissent être multipliés par trois d'ici à 2030. Nous sommes déterminés à rendre le

William Ruto est président de la République du Kenya © Project Syndicate, 2024

Européennes: percée de la gauche dans les pays nordiques

ANALYSE

Aucun institut de sondage ne l'avait vue venir. La vague rouge et vert sortie des urnes, dimanche 9 juin, dans les pays nordiques, est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'un recul de l'extrême droite, à contre-courant des grandes tendances en Europe et des dernières élections législatives, en Suède et en Finlande, qui ont permis à la droite de revenir au pouvoir, avec le soutien des nationalistes. Au Danemark, les sociaux-démocrates gouvernent au sein d'une coalition avec deux partis de centre droit.

A Helsinki, l'Alliance de gauche a été la première à créer la surprise, dimanche soir. Elle se classe en deuxième position, derrière le Parti de coalition nationale du premier ministre, Petteri Orpo (24,8 %). En progression de 10,4 points par rapport à 2019, la formation de gauche radicale écologiste remporte 17,3 % des suffrages, son meilleur score depuis sa création en 1990. Les Verts reculent mais conservent 11,3 % des voix, tandis que le parti d'extrême droite des Vrais Finlandais, membre de la coalition gouvernementale, se classe en sixième position avec 7,6 %.

Une heure plus tard, nouveau coup de théâtre à Copenhague: le Parti populaire socialiste décroche 17,4 % des voix – là aussi, son meilleur résultat depuis sa fondation en 1959. Il arrive en tête, devant le parti social-démocrate (15,6 %) de la première ministre, Mette Frederiksen. En ajoutant les scores de la Liste de l'unité (7 %) et de l'Alternative (2,7 %), la gauche de la gauche totalise 27,1 % des suffrages. Les souverainistes du Parti populaire danois tombent à 6,4 % et la nouvelle formation nationaliste, les Démocrates du Danemark, n'obtient que 7,4 % des voix.

Climat social tendu

Il ne reste alors plus que la Suède. Avec un suspense digne d'une finale de l'Eurovision, la chaîne SVT dévoile le classement: sans surprise, les Sociaux-démocrates gagnent le scrutin, avec 24,7 % des voix (leur meilleur score à un scrutin européen depuis 1999). Les conservateurs, donnés au coude-à-coude avec leur allié d'extrême droite, les Démocrates de Suède (SD), arrivent deuxièmes (17,5 %). Derrière, les Verts décrochent la troisième position, avec 13,9 % des voix (contre 5,1 % aux législatives de septembre 2022). Les SD chutent à 13,2 %, tandis que le Parti de gauche réalise la plus grosse progression du scrutin, à 11,1 % des suffrages (+ 4,3 points), gagnant un siège d'eurodéputé.

Dans le paysage européen, cette percée de la gauche radicale et des écologistes a de quoi surprendre. Elle a plusieurs explications. La principale réside dans le fait que, le jour du scrutin, le climat – très loin devant l'immigration – est le thème qui a mobilisé le plus les électeurs, dans les trois pays. Et ce, dans un contexte où les gouvernements – en Suède, en particulier – sont en train de revenir sur les engagements pris par leurs prédécesseurs, dénonçant l'écologie punitive et menant des

« NI L'IMMIGRATION NI LA SOUVERAINETÉ NATIONALE N'ONT FIGURÉ EN HAUT DE L'AGENDA POUR LES VOTANTS »

SÖREN HOLMBERG
politiste suédois

politiques contraires aux objectifs fixés par l'accord de Paris en 2015. Une stratégie très critiquée par la gauche radicale et les Verts, qui ont mis le climat au centre de leur campagne.

Autre raison à leur progression: les élections ont eu lieu dans un climat social tendu. En Suède, les personnels de santé sont en grève depuis le 4 juin pour obtenir une baisse de leur temps de travail, tandis qu'en Finlande, les mouvements sociaux se succèdent depuis l'automne 2023, contre la politique d'austérité du gouvernement. Or, la défense de l'Etat-providence fait partie de l'ADN de ces formations de la gauche radicale.

Celles-ci ont aussi alerté, sans relâche, sur les dangers que l'extrême droite fait peser sur l'Etat de droit et la démocratie, en brandissant le spectre d'une victoire, au niveau européen, de formations telles que le Rassemblement national, vu comme une double menace, en raison de leurs positions nationalistes et conservatrices, mais également de leurs sympathies prorusses.

Elan rouge et vert

Car – et c'est essentiel dans le contexte local – la gauche radicale, dans le nord de l'Europe, affiche un soutien sans faille à l'Ukraine. Le 2 mars 2022, leurs dirigeants, réunis à Bruxelles, ont « *condamné fermement l'invasion illégale par la Russie de l'Etat souverain d'Ukraine, la guerre aveugle et le ciblage des civils* », et exigé « *une cessation immédiate de l'invasion et de toutes les activités militaires russes en Ukraine* », plaident pour « *des sanctions plus sévères* ». Une position qu'ils ont maintenue depuis, alors que le patron des Démocrates de Suède, Jimmie Akeson, estimait, par exemple, le 27 avril, qu'il devait y avoir « *un plafond* » à l'aide à l'Ukraine.

Cet élan rouge et vert n'a pas profité aux partis sociaux-démocrates. En Suède et en Finlande, ils progressent à peine. Au Danemark, le parti à la rose réalise le plus mauvais score de son histoire. Si la première ministre y voit « *un avertissement* » adressé à son gouvernement, de nombreuses voix au sein de son parti mettent en cause l'alliance des sociaux-démocrates avec le centre droit depuis décembre 2022. Dans une tribune publiée le 13 juin dans le quotidien *Politiken*, la branche jeunes des Sociaux-démocrates demande « *un changement de cap* » et plaide pour un rapprochement avec la gauche, autour d'« *un projet progressiste, solidaire et vert commun* ».

Quant à l'extrême droite, « *elle n'a pas réussi à mobiliser ses électeurs* », constate le politiste suédois Sören Holmberg. Un échec « *principalement dû au fait que ni l'immigration ni la question de la souveraineté nationale n'ont figuré en haut de l'agenda pour les votants* », analyse-t-il. D'ailleurs, les partis qui progressent sont aussi ceux qui s'opposent aux restrictions sur le droit d'asile défendues par les sociaux-démocrates au Danemark d'abord, et désormais en Suède. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT
(MALMÖ [SUÈDE],
CORRESPONDANTE RÉGIONALE)

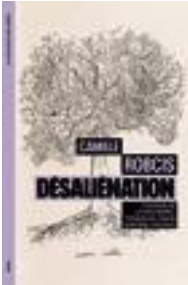
LIVRE

Et si l'histoire de la psychiatrie et de l'un de ses courants – la psychothérapie institutionnelle – permettait de comprendre le retour de mouvements néofascistes et de fournir des outils pour les combattre? C'est le pari ambitieux et stimulant de l'historienne Camille Robcis, qui retrace, dans *Désaliénation. Politique de la psychiatrie*. Tosquelles, Fanon, Guattari, Foucault (Seuil, 304 pages, 21,50 euros), l'émergence et les transformations de ce mouvement psychiatrique d'après-guerre.

L'une des originalités du livre est de replacer ce mouvement psychiatrique dans l'histoire politique et intellectuelle. La psychothérapie institutionnelle naît pendant la seconde guerre mondiale, au sein de l'hôpital de Saint-Alban-sur-Limagnole (Lozère), où se retrouvent des médecins et des intellectuels, également résistants et militants antifascistes. L'un d'eux, François Tosquelles, est un psychiatre catalan et militant anarchiste réfugié en France. L'interaction de ces deux fronts – psychiatrique et politique – donnera lieu à une double conception de l'aliénation psychique et politique, qui constitue le cœur de la pensée de la psychothérapie institutionnelle.

Contre la psychiatrie dominante, biologique et réductionniste, ce mouvement considère que toute maladie mentale n'est pas réductible au cerveau ou au corps, mais que les effets de structures sociales aliénantes viennent s'inscrire dans le corps et le psychisme. L'hôpital lui-même peut être une structure aliénante, d'où la nécessité de repenser le fonctionnement de celui-ci pour ne pas aggraver l'enfermement dont souffrent les patients.

C'est la prise de conscience des conditions de l'asile dans les années 1940 qui va amener ces psychiatres à repenser leurs pratiques. Les patients sont alors souvent attachés et sédatés. Quarante mille d'entre eux vont



DÉSALIÉNATION. POLITIQUE DE LA PSYCHIATRIE de Camille Robcis, Seuil, 304 p., 21,50 €

mourir pendant la seconde guerre mondiale, la plupart de faim et de froid. Certes, les maladies mentales ne sont pas victimes, comme en Allemagne, d'une politique eugéniste, mais ces psychiatres sont frappés par les ressemblances entre les asiles et les camps de concentration, et décident de lutter contre ce qu'ils appellent les « concentrationnismes ». A Saint-Alban comme à la clinique de La Borde, ils vont s'attaquer aux murs de l'hôpital pour l'intégrer au village, créer des espaces communs de rencontre et d'activités, ainsi que des instances décisionnelles portées par les patients et les soignants.

Fascisme et psychisme

De cette pratique naît une approche originale de l'institution: puisque toute structure tend à devenir aliénante, il faut mettre en place des usages permettant sans cesse de les repenser. Cette idée s'applique à d'autres institutions: à la famille pour Gilles Deleuze et Félix Guattari, qui explorent cette piste dans *L'Anti-Édipe* (Minuit, 1972), mais aussi à l'école, à la prison, à l'université ou encore aux villes.

La pensée de la « double aliénation » signifie, en outre, qu'on ne peut pas comprendre le fascisme sans en analyser la dimension psychique, « *le fascisme qui est en tous, qui nous fait aimer le pouvoir, désirer cette chose même qui nous domine et nous exploite* », selon les mots

de Michel Foucault dans son introduction à *L'Anti-Édipe*. C'est sur ce second volet que l'ouvrage de Camille Robcis est particulièrement original. Elle montre en quoi la psychothérapie institutionnelle a développé une théorie psychique du fascisme, alternative aux analyses libérales et marxistes. Les concepts psychanalytiques de l'inconscient permettent d'appréhender le « *fantasme collectif d'une violence purificatrice et d'un corps social régénéré* » à l'œuvre dans le fascisme.

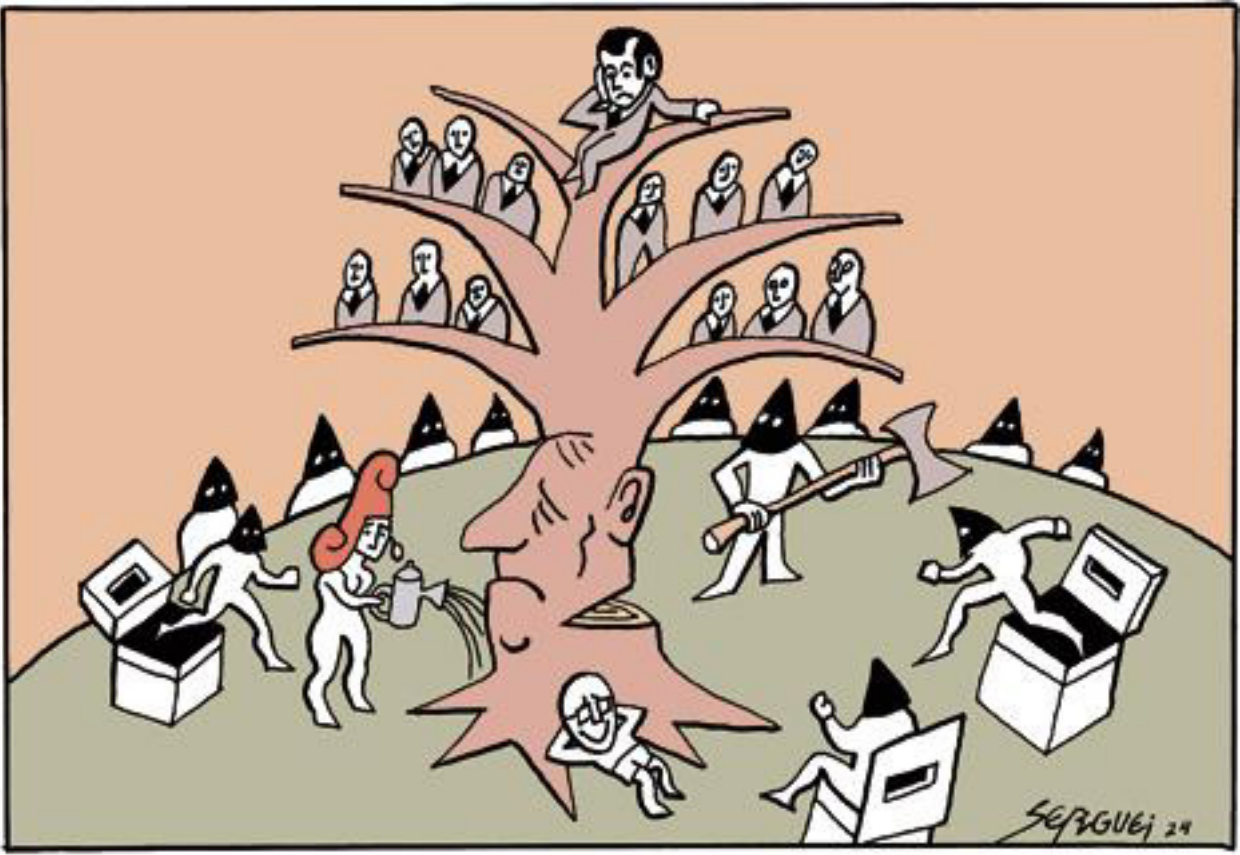
L'ouvrage se concentre sur quatre figures intellectuelles, les deux premières étant psychiatres et les deux autres des philosophes héritiers du mouvement: Tosquelles, Fanon, Guattari et Foucault. L'ambition de replacer la psychothérapie institutionnelle dans l'histoire intellectuelle conduit l'autrice à tirer de nombreux fils historiques, comme celui de la discussion des concepts de Lacan par la psychothérapie institutionnelle, ou celui du rapport complexe de Foucault à ce mouvement. Cela rend l'analyse parfois rapide et frustrante, notamment sur l'étude de la dimension psychique du fascisme.

Un chapitre sur Frantz Fanon, rarement identifié comme une figure de la psychothérapie institutionnelle, montre comment ce penseur a été nourri des approches psychiatriques de Tosquelles, avec qui il a travaillé à Saint-Alban, et comment il les a renouvelées dans le contexte colonial algérien, à l'hôpital de Blida. Fanon pense alors le colonialisme comme structure à la fois politique et psychique, qu'il faut combattre sur ces deux fronts – la lutte de libération anticoloniale devant également passer par une décolonisation psychique.

Désaliénation ouvre ainsi de nombreuses pistes de réflexion stimulantes sur l'articulation entre politique et psychiatrie dans la seconde moitié du XX^e siècle et offre une entrée accessible dans l'histoire de la psychothérapie institutionnelle. ■

ANNE WAELES

Inexplicable trahison | PAR SERGUEI



AUX RACINES DU RACISME ET DE L'ANTISÉMITISME

LA REVUE DES REVUES

Comment le racisme vient aux enfants? Répondre à cette question nous aidera à combattre ce fléau en sachant « *saisir les jeunes consciences le plus tôt possible* ». C'est l'avis d'Emmanuel Debono, rédacteur en chef du *Droit de vivre* (DDV), revue de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), qui consacre son édition de printemps à cette thématique. Un constat s'impose: la littérature scientifique dans ce domaine reste limitée. Le DDV réussit néanmoins à réunir des spécialistes pour aborder ce grave sujet.

Le professeur de psychologie du développement Pascal Mallet remarque dans son article que les enfants ne sont pas « *exempts de croyances discriminatoires* ». A 3 mois déjà, les bébés préfèrent les visages de leur ethnie. A l'école, garçons et filles mettent à distance leurs camarades de classe trisomiques, présentant un trouble du spectre autistique ou une déficience intellectuelle.

Des attitudes hostiles ont été observées dans les établissements scolaires sur la base de stéréotypes sociaux, qui peuvent mener à l'adoption de préjugés xénophobes, lorsqu'un groupe ethnique est associé à une situation défavorisée. Mais si les enfants tendent à essentialiser, ces généralisations ne suffisent pas à faire naître en eux l'idée de « race », souligne le chercheur. « *C'est par les ségrégations traversant la population et par les théories qu'elles suscitent et soutiennent que les idées de race et racisme peuvent (...) venir aux enfants.* »

« L'empathie peut être piégée »

Dans un entretien, le psychiatre David Gourion souligne pour sa part comment « *l'empathie peut être piégée, volée, détournée, détournée par des manipulateurs ou simplement par l'éducation* ». Pour éviter que nos enfants soient enclins au repli, il prône « *une diversification précoce des groupes sociaux* » auxquels ils sont exposés. C'est ce qui permet de venir

à bout des « *biais empathiques* » que nous développons envers certains.

Ces préférences peuvent, par effet miroir, nous amener à exclure ceux qui ne nous inspirent pas confiance. Dès lors, un langage déjà présent au sein de la société vient se greffer pour permettre au racisme de se diffuser dans la cour de récréation. David Gourion confie d'ailleurs recevoir régulièrement des jeunes victimes de racisme ou d'antisémitisme. En 2022, 4 % des collégiens déclaraient avoir été insultés en raison de leur origine ou de leur couleur de peau, ou 0,1 % par rapport à leur religion, d'après une enquête conduite par l'éducation nationale. C'était avant l'attaque terroriste du 7 octobre 2023 en Israël. Depuis, 1434 actes antisémites et racistes ont été recensés dans les écoles, la hausse étant particulièrement sensible dans le primaire. ■

MARC-OLIVIER BHERER

Le Droit de vivre. « Les enfants et le racisme », 90 p., 9,90 €

DANS LE NORD DE L'EUROPE, LA GAUCHE RADICALE AFFICHE UN SOUTIEN SANS FAILLE À L'UKRAINE



CULTURE | CHRONIQUE
PAR MICHEL GUERRIN

Les électeurs RN, peuple oublié des artistes

Et donc 93 % des communes ont placé la liste de Jordan Bardella en tête lors des élections européennes, dimanche 9 juin. Depuis, le monde culturel s'organise, se réunit, signe des tribunes, convoque la mythologie (« No pasaran! », « ils ne passeront pas! ») et l'histoire (Front populaire). C'est du classique, pour un monde de l'art ancré à gauche, que de résumer l'ennemi à un monstre invisible ou qu'il ne veut pas voir. Profitons-en : quelles sont les représentations esthétiques, culturelles, artistiques du peuple qui vote à l'extrême droite ?

Depuis quelques années, l'art est dominé par des sujets de société, comme on dit, mettant en sourdine l'enjeu formel. Les œuvres sont même portées par des textes militants, visant à dire au public comment il faut les lire. L'art devant aider à comprendre le monde, on peut se demander pourquoi ce peuple très droitier n'aurait pas droit, lui aussi, à des représentations culturelles, d'autant qu'il ne cesse de grandir depuis une vingtaine d'années.

Son noyau est connu. Des employés et des ouvriers modestes, mais pas pauvres, des Blancs habitant dans des petites villes ou dans des pavillons en périphérie urbaine et en milieu rural, qui se sentent déclassés, se plaignent de services publics défaillants, estiment que l'on aide trop les étrangers, dénoncent l'immigration, l'insécurité et les injonctions écologistes. Ils jugent froissées les valeurs de la France et le disent en votant ou en menant des actions sur les ronds-points ou ailleurs.

Il faut pourtant constater que, du côté du cinéma, de la photographie et du théâtre, soit trois arts visuels qui donnent de la chair et des visages aux gens, les artistes représentent très peu cette France de terroir. C'est un problème. Dans le passé, le « Français moyen » était souvent assimilé à un beauf, un raciste ou un salaud. Ce profil était concentré dans le film *Dupont Lajoie* (1975), d'Yves Boisset : un cafetier interprété par Jean Carmet, passant ses vacances en caravane dans le Midi, viole une jeune fille, la tue sous les coups et fait accuser un ouvrier algérien qu'il a contribué à assassiner.

On n'en est plus là aujourd'hui, mais les artistes ont l'indignation et l'empathie sélectives : ils ignorent les laissés-pour-compte de la mondialisation quand ils estiment que ces derniers gonflent le large camp réactionnaire ; ils racontent abondamment les victimes de discrimination et de racisme, les migrants, les pauvres, et donnent forme aux combats écologistes, féministes ou LGBT.

Peu d'artistes font la synthèse et cernent un monde complexe, comme a pu le faire Luis Buñuel dans son film *Viridiana* (1961), où une femme riche aide des pauvres, qui, en retour, pillent sa maison et essaient de la violer. Les cinéastes aujourd'hui montrent bien plus le « petit paysan » que le céréalier de la FNSEA. Ils montrent davantage les cités de banlieue que les pavillons. Le paysage urbain que champêtre. Au théâtre souvent, un spectacle devient une « actualité » à thèse, militante. On parle plus de faits de so-

POURQUOI CE PEUPLE TRÈS DROITIER N'AURAIT PAS DROIT, LUI AUSSI, À DES REPRÉSENTATIONS CULTURELLES ?

ciété que de la société. La banalité des vies a priori sans histoire, mais aux douleurs enfouies, intéresse peu.

Saluons deux contre-exemples. Cette France qui a la rage, sans que l'on puisse la récupérer ni même l'expliquer, est au cœur du spectacle *Famille*, de Milo Rau, donné au théâtre de la Colline, à Paris, en 2023, à partir d'un fait divers réel, où un couple et leurs deux adolescents, de la classe moyenne, installés dans le Calais, se sont pendus tous les quatre, peut-être parce qu'ils ne trouvaient plus de raisons de vivre. Cette France qui peut dérailler à tout moment traverse également la foule de personnages animant les pièces de Joël Pommerat, dont *La Réunification des deux Corées*, chef-d'œuvre repris au théâtre de la Porte-Saint-Martin, à Paris, jusqu'au 14 juillet.

Frustrations perceptibles

Arrêtons-nous ici sur l'exposition « La France sous leurs yeux » (Bibliothèque nationale de France, jusqu'au 23 juin), dans laquelle 200 photographes prennent le pouls de l'Hexagone. Toutes les fractures du pays y sont creusées : travail précaire, écologie, pauvreté, banlieues, déclin, migrations, sexualité et questions de genre, intégration... Les frustrations d'une France susceptible de voter à l'extrême droite sont perceptibles ici ou là : dans une vue de cabane de « gilets jaunes » avec son drapeau français, encore présente sur un rond-point enneigé en Moselle (Samuel Bollendorff) ; dans les populations vivant à côté des sites sidérurgiques du Grand Est (Jérôme Sessini) ; dans les parcours de jeunes de milieux populaires dans la Somme (Stéphanie Lacombe).

Mais, une fois de plus, et alors qu'il y a plus de 400 photos à voir, c'est une France « exceptionnelle » et dure qui se dessine, alors que le pays pavillonnaire aux rancœurs sourdes est absent. Rien sur ces *Electeurs ordinaires* (Seuil, 240 pages, 21,50 euros), pour reprendre le titre de l'enquête de Félicien Fauray sur la normalisation de l'extrême droite en France.

On pense ici à ce que nous confiait le photographe britannique Martin Parr, en 2002 : « *Le photographe est souvent attiré par l'exceptionnel comme une guerre, une famine, la pauvreté, une usine qui ferme, toutes ces choses qui ne représentent que 1 % de ce qui nous entoure. Je m'intéresse aux 99 % restants, au quotidien banal de la classe moyenne modeste en Occident, dont le mode de vie a une influence autrement considérable sur la planète et son avenir.* »

L'attirance des artistes pour les damnés de la Terre est telle qu'elle a réduit, voire effacé, la distance entre eux et leur sujet. En conséquence, quand les réalisateurs Etienne Chaillou et Mathias Théry sortent leur beau film documentaire *La Cravate* (2020), sur un jeune militant du Front national lors de la présidentielle de 2017, des critiques ont relevé une forme de complaisance à montrer un parcours sans le juger. En arriver là, c'est oublier que représenter, regarder, écouter sont des gestes indispensables dans l'art. Car rien n'est pire que d'affronter un peuple invisible. ■

NE PAS CONFONDRE RÈGLE ÉQUITABLE ET PROTECTIONNISME

ÉDITORIAL

Longtemps critiquée pour sa naïveté en matière de libre-échange, l'Union européenne (UE) se rebelle enfin. La Commission de Bruxelles s'est dite prête, mercredi 12 juin, à imposer une forte augmentation des droits de douane sur les importations de véhicules électriques fabriqués en Chine. Après les élections européennes, face à une opinion publique qui réclame davantage de protection, cette décision rompt avec la passivité qui était reprochée à l'UE dans sa façon d'aborder la mondialisation.

Ce tournant est le fruit d'une enquête de plusieurs mois, qui met en lumière les aides publiques massives, dont les constructeurs chinois bénéficient afin de pouvoir produire à des coûts défiant toute concurrence. Selon Bruxelles, les subventions

accordées par le pouvoir chinois créent des distorsions substantielles que l'UE veut compenser dès le mois de juillet par des taxes pouvant aller jusqu'à 48 %, contre 10 % aujourd'hui.

Cette enquête est utile à plus d'un titre. D'abord elle permet de déconstruire le récit que Pékin tente d'imposer, selon lequel la Chine serait respectueuse des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'inverse des Etats-Unis, qui ont décidé ouvertement de s'en affranchir non seulement en paralysant son fonctionnement, mais aussi en bafouant ses principes avec l'Inflation Reduction Act (IRA), un vaste programme de subventions publiques. Avec méthode, la Commission démontre que, même si l'on pouvait s'en douter, la Chine n'est en rien le membre modèle de l'OMC qu'elle prétend être. De l'extraction minière à la construction d'usines d'assemblage en passant par les facilités de financement accordées tout au long du processus industriel, les subventions publiques sont bien présentes à chaque étape. Rétablir des règles équitables n'est en rien du protectionnisme.

La mise en œuvre de taxes sur les importations de véhicules électriques permet également d'envoyer un signal clair à Pékin. Plombée par la crise immobilière et la faiblesse de la demande, la Chine a multiplié ces derniers mois les investissements industriels destinés à l'exportation pour compenser le ralentissement de la croissance.

Cette orientation risque de provoquer une crise de surproduction qui elle-même menace l'équilibre macroéconomique mondial. Le reste du monde ne peut rester passif.

D'autres pays, comme les Etats-Unis, la Turquie, l'Inde ou le Brésil, ont déjà décidé unilatéralement de droits de douane sur les exportations de véhicules électriques en provenance de Chine. Pékin crie à l'injustice, en oubliant de rappeler que le marché chinois a été lui-même soumis à une réglementation discriminante comme l'impossibilité pour un constructeur étranger de contrôler un fabricant local.

Même si l'UE a pris la précaution d'argumenter ses critiques et de calibrer les taxes en fonction du niveau de subventions accordé et de coopération des constructeurs chinois à l'enquête, elle s'expose désormais à des mesures de rétorsion. Pour la cohérence des Vingt-Sept, il s'agit d'un moment de vérité, car chacun a des intérêts divergents. L'Allemagne, qui est extrêmement dépendante des échanges avec la Chine (mais aussi la Suède et la Hongrie, qui accueillent déjà des constructeurs chinois), ne veut pas se brouiller avec Pékin. Les Etats membres ont jusqu'au 15 juillet pour se prononcer. En dépit des effets collatéraux que ces taxes risquent de provoquer, il est indispensable que les Vingt-Sept restent soudés. Il y va de la crédibilité de la Commission européenne, mais surtout des intérêts et des emplois industriels du continent. ■



DES DÉBARQUEMENTS À LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

Ils arrivent.... A l'aube du 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquent sur les plages de Normandie pour ouvrir un second front face à l'armée nazie. Les Alliés, soutenus par la Résistance, vont libérer la France et lui permettre de retrouver son honneur après l'infamie du régime de Vichy. Le général de Gaulle sortira en grand vainqueur de cette année décisive.

1944

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 11,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

LA BANALITÉ
DES VIES SANS
HISTOIRE, MAIS
AUX DOULEURS
ENFOUIES,
INTÉRESSE PEU